

André FOUGÈRE

AVOCAT

DE LA

REMISE DES EXPLOITS

PAR LA POSTE

DANS UNE PROCÉDURE RÉFORMÉE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SAINT-AMAND (CHER)

THIOLAT Frères

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

1911

DE LA
REMISE DES EXPLOITS
PAR LA POSTE
DANS UNE PROCÉDURE RÉFORMÉE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE LA
REMISE DES EXPLOITS PAR LA POSTE
DANS UNE PROCÉDURE RÉFORMÉE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE PAR

ALBERT-ANDRÉ FOUGÈRE

AVOCAT

*L'acte public sur les matières ci-après sera présenté et soutenu
le Lundi 1^{er} Mai 1911, à 1 h. 1/2 de l'après-midi*



Président : M. TISSIER, professeur.

Suffragants { MM. BARTIN
WAHL } professeurs.

THIOLAT FRÈRES, Imprimeurs-Editeurs
SAINT-AMAND (CHER)

1911

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DE LA
REMISE DES EXPLOITS
PAR LA POSTE
dans une Procédure réformée

TITRE PREMIER

Généralités

L'utilité de la procédure a été démontrée tant de fois et par de si grands esprits qu'il serait téméraire de vouloir ajouter à ce qui a été dit et écrit jusqu'alors à ce sujet. Elle n'est d'ailleurs contestée, à notre époque, que par des personnes qui, n'ayant pas réfléchi sur la nécessité de mettre les lois et les droits en action par une application régulière, trouvent qu'il serait bon de l'abolir comme une invention abusive. Ces personnes, étrangères aux études de droit, commettent une erreur que l'imperfection de notre procédure rend plus facile. Sans doute le vulgaire, aussi parfait que soit un code, ne pourra pas toujours se rendre compte sans connaissances spéciales de

l'importance de toutes ses prescriptions, et malgré l'adage célèbre il sera condamné, longtemps encore, à ignorer la loi.

Mais cet étonnement du public devant une procédure qu'il ne comprend pas s'accroît par ce fait que notre code est en réalité trop compliqué et qu'il exige un trop grand nombre de formalités dont l'utilité échapperait aux praticiens eux-mêmes si elles n'étaient la source de bénéfices importants.

Scandalisés par certains abus, des esprits légers, des observateurs superficiels confondent ceux-ci avec l'institution. Ils voudraient que le justiciable seul fût mis en présence du juge seul, guidé uniquement par les lumières de sa raison.

Cette exagération dans la conception d'une justice simple a pu naître de sa complication actuelle comme une réaction trop violente. Ceux qui voudraient ainsi innover oublient ou ignorent que cette forme de la justice, ou plutôt cette absence de formes, se constate au début de toutes les civilisations et que le progrès dans les institutions juridiques de tous les peuples exigea peu à peu, en même temps qu'une sûreté plus grande, une plus grande complication. « Aux époques de civilisation extrême, écrit M. Bordeaux ⁽¹⁾, où le raffinement des institutions engendre leur décadence, où la complication et la multiplicité des lois entravent leur efficacité, où les abus naissent quelquefois des

(1) R. Bordeaux. — *Philosophie de la procédure*.

précautions prises pour les prévenir, la procédure dégénère, favorise trop souvent l'injustice et ruine ceux qu'elle devrait protéger. »

Nous en sommes là, en France, depuis de nombreux siècles et le progrès consisterait à se rapprocher de la simplicité primitive ; ce n'est pas à dire qu'il faut aller jusqu'à elle ; sa disparition chez tous les peuples témoigne de son insuffisance ; l'expérience a été assez générale pour qu'il y ait lieu de s'y arrêter et il ne peut-être question que d'améliorer notre procédure comme l'ont fait déjà autour de nous presque tous les Etats.

Notre Code de procédure date de 1806. Son ancienneté nous plaça jadis en tête des autres nations pour les progrès accomplis et en fit, malgré ses imperfections, le modèle universellement imité. Bien que ce code n'ait été qu'une édition améliorée de l'ordonnance de 1667, son influence s'étendit sur une grande partie du monde.

Mais cette ancienneté qui fut un honneur pour notre législation devint de jour en jour la cause d'une infériorité désormais manifeste ; les autres Etats, en imitant l'œuvre de nos législateurs, la dépassèrent ; leurs codes, plus récents, ont réalisé sur le nôtre de grands progrès et nous aurions à notre tour beaucoup à leur emprunter. La Russie en 1864, l'Italie en 1865, l'Allemagne en 1877, l'Espagne en 1881, l'Autriche-Hongrie en 1895, tous les cantons de la Suisse, dans la seconde moitié du dernier siècle, pour ne citer que

les Etats Européens les plus importants, ont élaboré des Codes de procédure assez différents parmi lesquels celui de l'Autriche-Hongrie semble être le plus souvent indiqué comme le meilleur.

Notre procédure est compliquée, par conséquent lente et onéreuse ; ses défauts jadis tant exagérés ont été atténués trop légèrement par l'ordonnance de 1667 et le code 1806.

L'intérêt des procureurs qui traçait anciennement les usages céda de plus en plus la place à l'intérêt du justiciable ; mais le conflit subsiste encore entre l'auxiliaire de la justice et le plaideur, et s'il doit prendre fin naturellement en faveur de ce dernier, on ne peut cependant porter brusquement atteinte aux droits acquis par les autres et à leurs intérêts très respectables.

C'est là actuellement le plus gros problème qui existe en cette matière ; toutes les réformes sérieuses qui donneraient à nos lois de formes plus de simplicité, en diminuant le nombre des actes judiciaires imposés aux plaideurs, en ne laissant ainsi subsister que le nécessaire, en supprimant aussi les longueurs et les superfétations qu'ils contiennent, réduiraient dans de grandes proportions les émoluments des officiers ministériels, calculés tant d'après le nombre de ces actes que d'après leur importance et leur nature. Aussi, bien que la nécessité d'une réforme soit depuis longtemps proclamée, le législateur voit toujours ses

entreprises échouer sur cet écueil : l'intérêt et le droit des officiers ministériels.

Si le seul intérêt des auxiliaires de la justice était en jeu, il est probable que les scrupules du législateur n'auraient pas trouvé là un obstacle suffisant à une réforme de cette importance : les lois, fréquemment, causent un préjudice à certains groupes d'individus pour avantager le plus grand nombre ; il n'aurait donc aucune raison pour s'arrêter à ces considérations devant les uns alors que devant les autres il passe outre. Mais ici les officiers ministériels ont plus qu'un intérêt : ils ont un droit qui entrave tous les projets.

Le manque d'argent fit un jour commettre une maladresse à un gouvernement. Les guerres de l'empire avaient laissé le Trésor épuisé, et, dans la loi des finances du 28 avril 1816, l'article 91 d'apparence modeste doubla, pour réunir des fonds, le cautionnement des officiers ministériels auxquels en retour il conféra le droit de présentation. Ce fut l'origine de tout le mal ; ces officiers acquirent ainsi le droit de transmettre leurs charges à prix d'argent à des successeurs qu'ils choisissent sous condition d'agrément du gouvernement. Il paraît presque invraisemblable que le législateur de 1816 ait pu ainsi, à son insu, rétablir sous une forme détournée la vénalité des charges qui était considérée comme une des tares les plus graves de l'ancien régime.

Les conséquences actuelles découlèrent de cette

faute : les offices ministériels sont transmis moyennant des prix fort élevés et les titulaires qui ont dû déboursier ce capital sous le contrôle de la chancellerie, en vue de tirer de leurs charges certains bénéfices, s'opposent de toutes leurs forces aux réformes qui viendraient les priver d'une partie de ceux-ci.

A ce mal on a voulu appliquer bien des remèdes et pourtant rien n'est fait. Les uns, prétendant que les prérogatives des officiers ministériels sont illusoires, affirment qu'il n'y a aucunement lieu de s'en préoccuper et demandent de grandes améliorations pour les justiciables, sans compensation pour les autres ; certains demandent même leur suppression presque totale, ajoutant que ce serait la fin de tous les procès. Des esprits moins révolutionnaires ont cherché avec calme des solutions plus équitables et reconnaissent pour les auxiliaires de la justice le droit à un dédommagement ; ils ne sont plus d'accord lorsqu'ils abordent les procédés d'évaluation de ces indemnités et enfin franchissent avec peine, par des moyens divers, la plus grosse difficulté d'ordre budgétaire, le total des sommes à payer devant être considérable.

Les pouvoirs publics auraient pu cependant triompher de ces obstacles, car parmi tous les systèmes indiqués, il y en a qui sont réalisables et qui mettent d'accord les intérêts opposés : Les lois sociales qui caractérisent l'œuvre législative de notre époque exigent bien d'autres efforts budgétaires ; mais on croirait vraiment que la réforme du Code de procédure

n'est pas une réforme sociale au même titre que les autres et il faut constater non sans regrets, en ce qui la concerne, que malgré la volonté constante d'un petit nombre de législateurs la grande majorité reste assez indifférente dans notre Parlement. Peut-être cette indifférence, chez la plupart, est-elle faite surtout d'un manque de compétence ; cet inconvénient qui se rencontre dans bien des lois s'augmente encore ici des difficultés de la matière ; il est d'ailleurs à craindre que nos députés et sénateurs soient trop nombreux pour mener à bonne fin un tel travail.

Il ne faut pas pourtant que ces reproches atteignent tout le monde ; de grands efforts ont été faits, des travaux importants ont été élaborés par les commissions successives chargées de cette réforme, et si certaines d'entre elles n'y ont apporté qu'une sage lenteur les autres ont mis assez rapidement au jour des projets bien étudiés et très sérieux.

La question n'est pas nouvelle : on n'a jamais cessé depuis cinquante ans de considérer la révision du code de 1806 comme nécessaire et urgente : la seconde République la promit ; le second Empire renouvela ces promesses et en 1863 une commission fut nommée qui rédigea de 1864 à 1868 un projet de réforme trop timide malgré ses heureuses innovations. La guerre de 1870 vint arrêter l'examen qu'en avait commencé le Conseil d'Etat. Le travail reprit sous la troisième République, avec la commission extraparlamentaire nommée par décret du

10 juillet 1883. Le 19 octobre 1886 M. Demôle Garde des Sceaux présentait à la Chambre des Députés un projet partiel élaboré par cette commission ; mais celle-ci travaillait lentement et en 1894 M. Antonin Dubost fit hâter la rédaction du projet par quelques jurisconsultes qui le terminèrent avec rapidité pour le présenter complet à la Chambre le 5 mai de la même année. Dans l'exposé des motifs le Gouvernement « mettait au rang des réformes les plus instamment réclamées par l'opinion publique des modifications sérieuses à introduire dans notre procédure pour en faire disparaître les complications. » Renvoyé à la commission, ce projet fut présenté à nouveau à la Chambre des Députés le 25 octobre 1898 par M. Sarrien, Garde des Sceaux. Actuellement, une commission extraparlamentaire constituée par M. Vallée en 1904 sous la présidence de M. Paillot, puis de M. Monier, travaille encore à améliorer ce projet ⁽¹⁾.

(1) Cette commission se compose de MM. :

MONIER, président, président du Tribunal Civil de la Seine.

LECHERBONNIER, vice-président, conseiller à la Cour de Cassation.

BEHENNE, rapporteur, conseiller à la Cour d'Appel.

BLONDEL, membre, avocat général à la Cour de Cassation.

COUROT, membre, conseiller à la Cour d'Appel.

BERTINOT, membre, avoué de première instance.

COURONNE, membre, avoué à la Cour d'Appel.

CORMERAY, membre, sous-directeur au Ministère de la Justice.

MAYET, membre, sous-chef de bureau.

CLUZEL, secrétaire, sous-chef.

Ces lenteurs sont désespérantes et l'opinion publique qui réclamait une réforme avec tant d'énergie, il y a une vingtaine d'années, semble maintenant s'être fatiguée à attendre ; ses récriminations deviennent plus faibles ; peut-être parce qu'on espère voir cette réforme suivre celle de l'organisation judiciaire, avec laquelle elle est étroitement liée ; mais le courant actuel des idées semble vouloir rattacher cette dernière elle-même à une réforme beaucoup plus vaste qui atteindrait tous nos rouages administratifs ; si cela doit être que les officiers ministériels se rassurent ; ils ont encore bien du temps devant eux.

Nous croyons, pour notre part, que la cause principale de ces échecs provient de ce que les intérêts et les droits de ces officiers ministériels sont absolument sacrifiés ; toutes les fois que l'on veut porter la main sur le Code de 1806, leurs voix s'élèvent pour protester, avec raison. Peu à peu cependant on amoindrit leur rôle : la loi du 12 juillet 1905 par exemple, en étendant la compétence des Juges de Paix, a enlevé aux avoués un certain nombre d'affaires : ces spoliations en détail produisent moins d'effet et, soulevant moins de protestations, sont plus facilement accueillies et votées par le législateur ; mais il est impossible de suivre plus loin ce système, sous peine de faire un code de procédure sans unité et de violer des droits indiscutables. Certains officiers ministériels

ont déjà des situations trop précaires. Le jour où la réforme apportera en même temps qu'une justice simple pour le plaideur une compensation pour l'officier ministériel, le législateur ne trouvera plus d'obstacles.

*
* * *

Le plus grand reproche qu'on ait adressé à notre procédure est celui des frais qu'elle occasionne ; les plaideurs supporteraient mieux qu'elle fût longue et compliquée si ces longueurs et ces complications ne leur coûtaient tant d'argent. Dans son rapport à la Chambre des Députés sur le budget de la Justice, M. Clémentel, en 1903, évaluait à 300 millions environ le tribut judiciaire qu'ils payent chaque année, et s'il est vrai que ce chiffre colossal comprend pour une grande part les droits énormes perçus par l'Enregistrement, il ne comprend pas par contre les honoraires des avocats dont le ministère est presque toujours nécessaire.

Nous sommes donc loin de la justice gratuite promise par l'article 81 de la constitution de 1848 et l'auteur de la *Robe Rouge* a pu dire avec beaucoup plus de vérité que « si la justice est gratuite les moyens d'arriver jusqu'à elle ne le sont pas. »

Il n'y a pas lieu de discuter ici le mérite de l'impôt qui écrase le plaideur au moment où, le plus souvent, sa situation pécuniaire est difficile. Il serait aisé de montrer, après tant d'autres, ce

qu'il a d'excessif dans son taux et d'injuste dans son principe ; mais les nécessités budgétaires qui croissent sans cesse ne laissent qu'un faible espoir d'améliorations de ce côté et il est plus intéressant de rechercher celles qu'on pourrait apporter dans les rouages nombreux et lents où passent les procès.

Il y a entre le justiciable et le juge trop d'intermédiaires obligatoires ; leurs attributions répondent bien à des nécessités diverses, mais les rôles sont multipliés à l'excès. Depuis longtemps déjà une tendance se dessine, autant qu'il est possible avec notre organisation judiciaire actuelle, vers une centralisation au profit de l'avoué qui domine les autres par l'importance de son rôle et la variété de ses attributions ; c'est lui qui dirige les instances, qui souvent, et principalement dans les villes de faible importance, choisit l'avocat, qui envoie à l'huissier après les avoir presque toujours rédigés les actes qu'il doit signifier ; c'est l'avoué surtout qui est en rapport avec le plaideur ; il est le centre des procès.

Les avocats, après avoir cherché longtemps à réagir contre l'élargissement du rôle de l'avoué à leurs dépens, semblent pour la plupart y avoir renoncé à l'heure actuelle ; il leur faut accepter cette situation parallèle et un peu amoindrie. D'éminents orateurs se sont élevés inutilement contre cet empiètement progressif de l'avoué, au nom des garanties de savoir

qu'on exige d'eux pour leur permettre l'accès des barreaux.

Cependant les causes de leur effacement sont aisées à discerner ; l'avoué est un praticien ; l'avocat, le plus souvent, un théoricien et les faveurs du public vont plutôt à la pratique, se méfiant de la théorie pure ; en outre, le niveau intellectuel des avoués s'élève de plus en plus par une loi bien naturelle de progrès et, lorsqu'il atteint celui de l'avocat, il s'augmente d'une plus grande expérience des affaires où la procédure joue un rôle si important ; la loi elle-même favorise cet état de choses en faisant peser sur l'avoué toutes les responsabilités pour lui donner la direction des litiges. C'est ainsi que, peu à peu, l'avocat ne devient plus que le porte-paroles de l'avoué et si ce dernier privilège de pouvoir plaider seul ne lui était pas assuré par la loi, il l'aurait déjà perdu en fait.

Il y a en effet dans ces deux prérogatives qu'exercent séparément l'avoué et l'avocat un véritable abus qui nuit au plaideur, tant parce qu'il l'oblige à recourir à l'un et à l'autre et à supporter ainsi des frais inutiles, que parce qu'il crée dans les affaires deux directions.

On apporterait un remède à ces inconvénients en réunissant ces professions ; les honoraires de plaidoiries seraient moins élevés puisque, dans la procédure, l'avoué-avocat trouverait une seconde source de bénéfices, et la situation bizarre faite à l'un et à l'autre dans leurs rapports prendrait fin. Rien de plus

anormal en effet que ce double rôle dans les affaires que l'avoué étudie tout d'abord afin de rédiger la demande ou les conclusions et que l'avocat étudie ensuite à son tour pour plaider. L'avoué s'est-il trompé ou s'obstine-t-il dans telle voie qui semble mauvaise à l'avocat, celui-ci devra pourtant construire sa plaidoirie sur les bases juridiques posées par celui-là, alors même qu'elles seraient contraires à son avis. Pour éviter ces inconvénients une collaboration constante de l'un et de l'autre serait nécessaire ; mais elle est si peu pratique que la plupart du temps les avocats y renoncent, se déchargeant sur l'avoué de la rédaction des conclusions. D'ailleurs leur collaboration n'empêche point, assez souvent, leur divergence d'opinions sur la direction du litige, et dans ce cas le dernier mot devra appartenir à l'avoué, seul responsable, mais dont la science juridique est peut-être cependant la moindre.

Telles sont, en quelques mots, les deux raisons majeures qui militent en faveur de la suppression de l'un ou de l'autre : diminution considérable des frais et unité de direction. Les arguments qu'on peut leur opposer sont faibles et ne sauraient contrebalancer les avantages certains de cette réforme. Mais lequel des deux doit disparaître ? Aucun, bien entendu, ne songe à se sacrifier au bien être social.

Il est possible de faire passer aux avocats incorporés dans les barreaux les attributions des avoués et d'adopter en conséquence, comme en Allemagne, un

régime de liberté pour tous ceux qui présentent certaines garanties de savoir. Mais ce système rencontre les obstacles déjà signalés : les avoués ne peuvent être dépossédés de leurs offices sans que leur soient payées des indemnités trop lourdes pour le Trésor. Est-il donc indispensable de supprimer la vénalité de ces offices au prix de tels sacrifices ? Le régime actuel, malgré tout ce qui a été dit, n'a qu'un gros inconvénient : il arrête les perfectionnements de notre procédure dont la complication est une source de profits que la vénalité des offices empêche de tarir. Mais l'organisation actuelle est une garantie pour le public et le plaideur ne gagnera rien à s'adresser à des agents d'affaires, fussent-ils diplômés, si leur nombre illimité fait naître chez eux par la concurrence, de fâcheux abus.

Qu'on permette donc aux avoués de conserver leurs charges et de plaider, en exigeant d'eux les garanties de savoir demandées aujourd'hui aux avocats et la plupart des barreaux s'éteindront dans les villes où les affaires criminelles ne peuvent à elles seules faire vivre leurs membres. Et alors, sans léser aucun droit, on trouverait peut-être ainsi la solution du problème difficile que pose l'intérêt du plaideur : l'avoué-avocat aurait droit à des honoraires de plaidoiries et il serait possible de lui enlever, en échange de ce gros avantage, tous ceux qu'il retire actuellement des inutilités de notre procédure désuète ; il trouverait dans ses nouvelles attributions une large compensation au préjudice

que lui ferait subir la simplification de la procédure et le plaideur n'aurait plus à supporter que les frais d'un seul intermédiaire ; d'où, pour lui, une économie considérable.

Ce serait là un progrès très désirable ; on éviterait ainsi le rachat des charges d'avoués en laissant à ceux-ci leur caractère d'officiers ministériels. Les inconvénients du droit de présentation qui se manifestent en matière de réforme de la procédure disparaîtraient puisqu'on aurait ainsi la possibilité de la modifier.

L'idée de cette réforme en appelle une autre : nous avons parlé de l'huissier dont les rapports avec l'avoué, bien que très étroits, laissent cependant une division bien marquée entre ces deux fonctions. Ne pourrait-on pas, poussant plus loin l'œuvre de centralisation, faire passer à l'avoué une partie des attributions de l'huissier en ce qui concerne au moins la rédaction des exploits et l'initiative de leur remise ? Car la division du travail, ici encore, fait naître des anomalies. Sans qu'il soit possible dès maintenant d'entrer dans les détails, il faut noter que la loi confie à l'huissier la rédaction des actes qu'il doit signifier sous sa responsabilité, mais que des raisons de logique et de pratique ont fait passer à l'avoué cette rédaction pour les exploits importants et difficiles, notamment pour les ajournements ; celui-ci est en effet ordinairement plus avancé dans la science du droit et, puisqu'il a la direction des litiges, il est tout naturel qu'elle se

manifeste dans les actes qui constituent leur mise en œuvre : comment expliquer alors que la loi confie à l'huissier le soin de fixer dans des mots et des formules les prétentions des plaideurs et qu'elle ne lui ait pas réservé seulement la signification des exploits, en le déchargeant de toutes les responsabilités qui sont encourues pour des causes étrangères à cette signification même ?

Mais l'utilité de cette signification par huissier peut elle aussi être mise en doute. Est-il bien nécessaire qu'à notre époque il faille recourir à un porteur spécial qui, à grands frais, parcourra une distance parfois considérable pour remettre un exploit à son destinataire ? La poste n'a-t-elle pas de semblables attributions et ne pourrait-on pas charger l'avoué de lui confier les exploits ? Les avantages de ce système apparaissent immédiatement sous forme d'une grande économie pour le plaideur qui ne serait plus obligé d'avoir recours à ces coûteux messages.

C'est cette dernière idée qui fera l'objet principal de notre thèse : les différents projets de loi qui s'y rapportent et leur étude, la législation étrangère, l'exposé d'un système, sa discussion, ses conséquences, ses avantages et la situation que son application créerait aux huissiers nous ont semblé constituer autant de questions intéressantes à étudier et nous croyons le sujet assez vaste malgré l'apparente ténuité de son titre.

Nous avons donné à ce premier chapitre une cer-

taine longueur afin d'exposer une idée d'ensemble de notre projet ; il devrait faire partie croyons-nous d'une réforme beaucoup plus générale : celle de l'organisation judiciaire et de la procédure. Il semble en effet difficile d'introduire une modification aussi considérable dans le cadre actuel de notre code ; aucune raison n'exige d'ailleurs que cette amélioration passe avant les autres et, lui donnerait-on ce privilège, elle ferait naître de grosses difficultés et de grosses récriminations. Les huissiers sont des officiers ministériels dont les droits aussi respectables que ceux des avoués ne peuvent être méconnus ; il faudrait donc qu'en échange de cette suppression d'une partie de leur rôle on leur apportât d'équitables dédommagements. Nous aurons l'occasion de revenir, plus loin, sur cette importante question. Nous avons voulu démontrer simplement par ce premier chapitre les avantages que le plaideur pourrait tirer d'une concentration des affaires entre les mains de l'avoué ; c'est l'idée première qui en engendre deux autres : la réunion complète des professions d'avocat et d'avoué sur laquelle nous n'insisterons plus, et la réunion d'une partie des fonctions de l'huissier à celles de l'avoué. C'est à ce deuxième côté de la question que nous allons consacrer notre travail en montrant quel usage pourrait être fait de la poste.

TITRE DEUXIÈME

Les huissiers et la signification. — Historique

La Poste

Les huissiers ont un triple rôle : ils rédigent certains actes de procédure, signifient tous les exploits et jugements et exécutent les mandements de justice. L'utilité de leur ministère, en ce qui concerne chacune de ces trois attributions, a été fréquemment mise en doute et le public verrait disparaître les huissiers avec quelque satisfaction ; jamais en effet ils ne furent très populaires, sans qu'il soit possible de donner une bonne raison de cette défaveur ; si leur visite constitue assez souvent un fâcheux présage, ils n'en rendent pas moins à la Société des services importants et parfois difficiles. Ce n'est donc pas une injuste déconsidération qui doit servir de mobile aux profondes modifications dont leur rôle est susceptible.

Leur suppression fut parfois demandée ; pour être la plus radicale cette mesure n'est peut-être pas la meilleure.

Les fonctions des huissiers seraient certes bien diminuées quand on aurait confié à l'avoué la rédaction des exploits et à la poste leur remise. Mais qui sera chargé des actes d'exécution ? Faudra-t-il créer un nouvel emploi ou quelque agence de fonctionnaires ? L'impôt en serait augmenté et il est douteux que le contribuable préfère payer sous cette forme des frais de justice auxquels souvent il est étranger. Ne serait-il pas préférable de conserver dans chaque arrondissement un ou quelques huissiers chargés de ces procédures d'exécution ? Nous reviendrons plus tard sur ce corollaire.

La suppression de l'huissier ne doit pas être considérée comme un but, mais en supposant qu'elle soit vraiment nécessaire, comme une simple conséquence. Si l'intérêt des justiciables exige moins qu'une suppression radicale il faut rester dans les limites de ces exigences et ne rien sacrifier inutilement.

Les procédés actuels de signification retiennent spécialement l'attention et il est permis de se demander s'ils sont bien en accord avec notre époque ou s'ils n'ont pas une empreinte un peu primitive ; cet huissier qui voyage à grands frais, de ville en ville, pour porter un acte judiciaire, ne ressemble-t-il pas à cet antique messager qui constituait, avant l'établissement des postes, le seul moyen de correspondance ? Ne peut-on trouver assez de sûreté dans d'autres procédés de signi-

lication qui auraient l'avantage d'être plus simples, plus rapides et surtout plus économiques ?

Il y a une raison de douter : c'est que la remise des actes judiciaires à une importance dont il est facile de mesurer l'étendue ; l'utilité de cette signification résulte de ce qu'il est nécessaire de dénoncer à l'adversaire toutes les phases d'une procédure dirigée contre lui ; tenir ces actes secrets serait faire échec à cette maxime d'éternelle justice qui veut que nul ne soit condamné s'il n'a pu se défendre et la violation de cette règle trouve sa sanction dans l'adage : *Paria sunt non esse et non significari*. En un mot la signification est une condition d'existence pour les actes ; elle leur ajoute même un élément essentiel, la date, avec toutes les conséquences qui y sont attachées.

Cette nécessité de dénoncer à l'autre partie les phases de la procédure s'est toujours manifestée. Tout d'abord, aux temps reculés où les procès n'avaient pas dépouillé leurs formes primitives et avant qu'on eût fait usage d'écrits pour appeler en cause, le demandeur allait en personne provoquer son adversaire. Dans Rome républicaine, au temps de l'antique procédure des actions de la loi, l'*in jus vocatio* se produit dans toute sa simplicité un peu rude. Le demandeur appelle lui-même son adversaire devant le magistrat et au besoin l'y amène de force (*in jus rapere*) par le collet (*oborto collo*) après avoir toutefois fait constater par témoins le refus de comparaître. Mais ces procédés sont évidemment la source de voies de fait, et contraires

au principe que nul ne doit se rendre justice à lui-même ; aussi le perfectionnement du droit fait-il tomber en désuétude cette violence individuelle et l'*in jus vocatio* prend un caractère public. C'est l'exécuteur habituel des ordres du juge (*viator*) qui, à l'exemple des *πράκτορες* Athéniens, accomplit le message en portant l'acte de citation (*libellum conventionis*). Et tous les avantages de la preuve écrite substituée à la preuve testimoniale consacrent peu à peu l'usage de ces *libelli*.

Dans notre ancien droit, le peu d'exercice que nos aïeux avaient de l'écriture laissa longtemps à l'exploit d'ajournement son caractère primitif ; seulement, dès le temps de Saint-Louis, il faut, pour ajourner, un mandement du juge qui ordonne à son sergent d'aller prévenir le défendeur. Jusqu'au xvi^e siècle la plupart des huissiers, ne sachant pas écrire, font leurs exploits verbalement et pour donner plus de certitude à leur attestation François I^{er} ordonne qu'ils seront assistés de deux témoins ou recors supprimés plus tard comme superflus. L'ordonnance de Villers-Cotterets en 1539 décida que « de tous ajournements et commissions seraient tenus les sergents de laisser copie aux ajournés ou à leurs gens et serviteurs, ou de les attacher à la porte de leur domicile et d'en faire mention par l'exploit. » L'exécution de ces prescriptions étant rendue le plus souvent impossible par l'ignorance des sergents, dont la plupart ne savaient pas écrire, la célèbre ordonnance de 1667 dé-

cida : « Enjoignons à tous sergents qui ne savent écrire et signer de se défaire de leurs offices dans trois mois... ; leur défendons dès à présent d'en faire aucune fonction, à peine de faux. » Depuis cette ordonnance la forme de la remise des exploits n'a pas reçu de modifications très importantes ; mais, comme le besoin se faisait peu à peu sentir de réunir tous les textes concernant les huissiers, textes nombreux et épars dans des lois, décrets et arrêtés, il intervint le décret du 14 juin 1813 dont les dispositions sont encore en vigueur aujourd'hui.

Aux termes de l'article 24 de ce décret : « Toutes citations, notifications et significations nécessaires pour l'instruction des procès ainsi que tous les actes et exploits requis pour l'exécution des ordonnances de justice, jugements et arrêts sont faits concurremment par les huissiers audienciers et les huissiers ordinaires, chacun dans l'étendue du tribunal civil de première instance de sa résidence. »

D'autre part différents textes réservent encore aux huissiers certains actes dont le but est en général de fixer un droit ou de prévenir une contestation. On peut les grouper sous le nom d'actes extrajudiciaires par opposition aux autres qui sont des actes judiciaires, c'est-à-dire faits sous la surveillance du juge, mais tous les actes judiciaires ou extrajudiciaires portent le nom générique d'exploits.

Les huissiers ont donc actuellement le monopole de la signification de tous les exploits. Doivent-ils le conserver ?

De nombreuses raisons peuvent être invoquées en faveur de la négative, qui semblent avoir plus de poids que celles qu'on fait valoir en sens contraire. La plus puissante d'entre elles, l'économie à réaliser, a la rare fortune de paraître ici réalisable ; c'est le but vers lequel tendent directement ou indirectement presque toutes les réformes qui cependant la plupart du temps s'en éloignent au lieu de s'en rapprocher. Mais ici le moyen est créé, ancien et a fait la preuve de son excellence : la poste, avec son organisation étendue, avec la puissance de ses services, serait semble-t-il le meilleur auxiliaire que pourrait s'adjoindre la Justice pour remplacer l'huissier dans la remise des exploits : ce serait même le seul qui pourrait remplir les conditions car il paraît impossible, à l'heure actuelle, de faire accomplir cette tâche à si peu de frais, si ce n'est par cet intermédiaire.

Et si quelqu'un concevait dès maintenant des doutes sur la sûreté de ses services, sûreté qu'on devra évidemment exiger de la personne ou de l'administration à laquelle on confiera cette mission, qu'il considère ce qu'est actuellement la poste et ce qu'on en exige : elle transmet rapidement sur le monde entier et pour quelques centimes des

messages qui peuvent avoir plus d'intérêt qu'un ajournement et qui contiennent parfois de très grosses valeurs ; elle donne toutes les garanties désirables par la recommandation ; elle est banque, présente les traites, émet et paie des mandats, achète de la rente, bientôt peut-être lancera des chèques ; elle est recette auxiliaire de la Caisse Nationale d'Epargne, de la Caisse des Retraites pour la vieillesse, de la Caisse d'Assurances en cas de décès et d'accidents ; elle est près de tout le monde et à la disposition de tout le monde ; elle s'étend en un réseau serré sur tous les pays civilisés.

Cette extension d'un rôle jadis restreint pourrait-elle s'expliquer si la poste éveillait la défiance parmi le public, ou ne vient-elle pas plutôt du bon fonctionnement de ses rouages ? Y a-t-il lieu de croire qu'elle remplira avec moins de zèle, de célérité et de sûreté un rôle qui semble être le sien avec tant d'autres et plus que tant d'autres ? Signifier un acte c'est somme toute remettre un message et la poste fut créée pour cela il y a déjà bien longtemps.

Et que d'avantages en ce système ! Quelle simplicité, quelle rapidité, quelle économie déjà apparentes ! L'exploit transmis avec quelques modifications de détails comme une simple lettre recommandée, remis par le facteur contre un récépissé, arrive promptement à destination aussitôt

livré à la poste et le plaideur supporte simplement les frais bien minimes de l'affranchissement et de la recommandation, sans avoir à payer les déplacements onéreux des huissiers qui, ayant compétence dans tout l'arrondissement, peuvent se transporter d'une extrémité à l'autre et usent volontiers de cette faculté.

Ce n'est pas tout et ces avantages en entraînent d'autres : il est de notoriété publique que dans les grandes villes et notamment à Paris où les huissiers ne peuvent matériellement signifier tous les actes qui leur sont remis, cette signification est abandonnée à des clercs n'offrant aucune garantie, voire même à des agences. Ce sont là des procédés illégaux auxquels les dispositions de l'article 45 du décret du 14 juin 1813 ou de l'article 146 du Code pénal sont applicables. Cette situation hors la loi prendrait fin et les projets de création de clercs assermentés destinés à y remédier devenant inutiles, les objections élevées contre eux tomberaient d'elles-mêmes. En outre la loi du 5 février 1899 sur le secret des actes signifiés par huissiers et sur laquelle il sera utile de revenir, recevrait ainsi une pleine application qui dépasserait même son esprit en corrigeant les défauts qu'elle a laissé subsister.

A ces avantages prévus qu'opposent donc les adversaires de cette réforme ? Tout d'abord ils persistent à croire que ce procédé offrirait trop

peu de garanties et ils font entre les huissiers et les facteurs, à l'occasion des services dont ils sont capables, un parallèle facile et cependant peu exact en ce qui concerne leur scepticisme à l'égard de ces derniers. Ils affirment que le mécanisme tout administratif des postes est trop rigide et ne pourra remplacer l'activité intelligente de l'officier ministériel dans les tâches délicates ; ils invoquent les retards possibles et très préjudiciables pour les plaideurs. Enfin les huissiers s'opposent à l'application d'un système qui créerait dans leur corporation une véritable révolution ; la signification des actes avec les indemnités allouées pour leurs déplacements sont pour eux une source de bénéfices importants dont on ne peut les dépouiller sans compensations ; ils s'insurgent avec raison contre toute tentative de spoliation. Mais ce n'est pas là un argument de fond à faire valoir contre une réforme qui a d'aussi sérieuses raisons de voir le jour, et il semble possible de la mener à bonne fin sans sacrifier des intérêts légitimes.

Tous ces arguments invoqués pour ou contre la remise des actes par la poste recevront leur développement lorsque ce système sera étudié dans les détails.

Ceux qui doutent de la possibilité de sa réalisation ignorent peut-être son application dans un certain nombre d'Etats, la plupart européens, où la variété des lois lui assure des succès différents ; nous avons

donc déjà, outre l'espérance de son bon fonctionnement, l'exemple d'une diversité de procédés parmi lesquels il sera possible de choisir ce qu'il y a de meilleur ; et puisque le modèle doit précéder l'imitation, le plan de cette étude exige tout d'abord un exposé de la législation étrangère sur cette matière.

TITRE TROISIÈME

Les Précédents à l'Étranger et en France

C'est en Belgique que le système de remise des exploits par la poste prit naissance avec l'arrêté-loi du 1^{er} avril 1814. Son article I dispose en effet que pour les significations à faire à des personnes résidant à l'étranger et ayant un domicile connu « l'huissier doit afficher son exploit à la porte de la Cour ou du tribunal qui devra respectivement en connaître et en adresser le double sous enveloppe à la poste ordinaire qu'il en charge à la résidence de celui que l'exploit concerne ». D'après la loi du 26 mars 1833, les exploits devaient être envoyés par lettres « chargées ». Depuis la loi du 30 mai 1879 la lettre chargée se nomme « lettre recommandée ». C'est donc suivant cette forme que ces actes sont aujourd'hui signifiés.

La jurisprudence belge a jugé qu'il n'était pas nécessaire, pour que la signification par la poste fût valable, que l'exploit fût parvenu au destinataire, le requérant ne pouvant être rendu responsable d'une

omission ou d'une négligence qui n'est pas son fait (1).

De même on décide généralement en France que les exploits belges remis sous cette forme à des personnes habitant notre territoire leur sont valablement signifiés. On déclare en effet que ces actes doivent être rédigés et remis conformément à la loi du lieu où l'acte est dressé. C'est ainsi qu'un jugement du tribunal civil de Nantes, du 25 novembre 1895 (2), a reconnu pour valables les notifications par la poste au cours d'une instance engagée en Belgique. La plupart des jurisprudences étrangères adoptent la même solution.

Le gouvernement allemand, en 1889, a cependant soulevé des critiques contre la remise par la voie de la poste à la requête d'une autorité belge. L'opinion allemande était assez étrange ; comme nous le verrons en effet la signification par la poste est admise pour les exploits allemands dans toute l'étendue du territoire dès 1877 et, avant cette date, cette faculté de se servir de la poste existait même en Prusse, pour les requérants allemands qui signifiaient un acte quelconque à un destinataire habitant en dehors du territoire national. Mais des esprits susceptibles s'étaient demandé si l'huissier prussien était autorisé à prolonger ainsi l'action de ses commandements

(1) Bruxelles 17 février 1853. — Gand 9 décembre 1893. — Clunet 1894 p. 914.

(2) Clunet 1895).

jusque sur le territoire étranger. L'ordonnance du 30 janvier 1877 avait donc supprimé en Allemagne l'emploi de la poste pour les significations à faire hors de ce pays.

De là, la loi belge du 28 juin 1889, déclarant que les exploits seront remis au destinataire résidant à l'étranger, soit en lui adressant directement à sa résidence par la poste, sous pli recommandé, soit en les transmettant au ministère des affaires étrangères par la poste, également sous pli recommandé. Avec ce dernier mode de transmission on évite de froisser les susceptibilités de l'Etat étranger.

Le système belge nous paraît bien supérieur, pratiquement, au système allemand qui emploie les affiches ou l'insertion de l'extrait de l'exploit dans certains journaux. On pourrait même reprocher à l'opinion allemande d'être dénuée de tout fondement. Peu importe en effet le moyen par lequel on fera parvenir l'acte à la connaissance de son destinataire. Comme le dit en d'autres termes M. Seresia ⁽¹⁾ la violation de la souveraineté de l'Etat sur le territoire duquel habite ce destinataire sera-t-elle moins grande si celui-ci prend connaissance de l'acte par un journal étranger, selon le système allemand, que s'il en prend connaissance par une lettre étrangère, selon le système belge?

(1) SERESIA. — *Revue de droit international et de législation comparée* 1901.

Comment expliquer que ce dernier système si pratique puisqu'il assure dans la plupart des cas une remise réelle de l'exploit aux personnes habitant à l'étranger, ait été si peu usité jusqu'ici par les autres pays ? La Convention de la Haye, du 14 novembre 1896, relative à la procédure civile, tout en réservant expressément pour les Etats qui l'admettaient la faculté d'adresser les actes directement aux intéressés par la voie de la poste, a déclaré dans son article I sous le titre « Communication des actes judiciaires ». « En matière civile et commerciale, les significations d'actes à destination de l'étranger se feront, dans les Etats contractants, sur la demande des officiers du ministère public ou des tribunaux d'un de ces Etats adressée à l'autorité compétente d'un autre de ces Etats. La transmission se fera par la voie diplomatique à moins que la communication directe ne soit admise entre les autorités des deux Etats. »

En Ecosse, les significations d'exploits, jusqu'en 1871, se faisaient d'une façon assez primitive. Quand l'officier public qui en était chargé se présentait au domicile du destinataire, il pouvait, après avoir frappé six fois à la porte sans résultat, attacher la copie de l'exploit au seuil : l'acte était considéré comme valablement signifié.

Une loi du 13 juillet 1871 décida que désormais l'officier public, après l'accomplissement des formalités traditionnelles, devrait envoyer par la poste, à la

dernière adresse connue du destinataire de l'acte, la copie à signifier. Cette loi ne s'appliquait d'ailleurs qu'aux instances engagées devant les tribunaux inférieurs (Sheriffs et justices de paix).

La loi du 18 août 1882 compléta la réforme et décida dans son article III que : « Dans toute action ou procédure civile suivie devant une cour, un magistrat ou une juridiction quelconque ayant qualité pour citer les parties ou les témoins, les exploits d'ajournement et ordres de citation, que l'acte vise une partie ou un témoin, commandements ou sommations, pourront être signifiés en Ecosse par un officier de la Cour dont ces actes émanent ou tout autre officier public qui, d'après les lois et coutumes du royaume, a le pouvoir d'instrumenter, ou par un agent commissionné moyennant l'envoi au domicile ou au siège des affaires de la personne à laquelle l'exploit doit être notifié ou au dernier domicile connu s'il n'a pas cessé d'être le domicile légal, ou au domicile élu, ou au bureau du conservateur des citations si la loi veut que la notification soit faite en ce lieu, d'une lettre chargée, enregistrée à la poste (a registered letter by post), contenant la copie de la sommation, de la requête ou de tout autre document exigé dans le cas particulier avec la citation elle-même et l'indication du jour. Cette remise à la poste constitue une bonne et valable signification, à moins que la personne visée par l'exploit ne prouve que la lettre n'a pas été laissée ou présentée au domicile ou au siège de

ses affaires ou à sa dernière résidence connue, si elle a continué à être son domicile légal, ou au domicile élu.»

L'article IV prescrit en outre que l'original de l'exploit devra porter l'heure à laquelle la lettre aura été confiée à la poste et que « le procès-verbal d'exécution sera dressé par l'officier public ou l'agent compétent et renvoyé avec le récépissé de la lettre chargée délivré par la poste. » Au dos de la lettre devra figurer cette mention : « Cette lettre contient une citation ou un ordre émané de . . . (spécifier la juridiction). Si la lettre ne peut être remise au destinataire, elle devra être renvoyée immédiatement à . . . (mettre les noms et qualités et adresse du greffier de la juridiction).

La loi réservait en outre la faculté pour les parties de recourir aux anciennes formes de signification, mais elle ajoutait (art. 6.) que « dans tous les cas il ne sera point taxé de frais supérieurs à ceux fixés dans le tarif annexé à la présente loi, à moins que le juge ou le magistrat à qui est soumis le litige ne décide qu'il n'était pas dans l'intérêt de la justice d'adopter la procédure nouvelle ». D'après ce tarif, outre la taxe postale, les droits varient de 1 shilling à 3 shillings 2 pence et de 1 shilling à 2 shillings 6 pence suivant que la procédure est engagée devant une *Court of session* ou une *Superior court*.

Ce système aboutit donc à prescrire l'emploi de la poste dans la grande majorité des cas.

En Allemagne, le système des notifications par la

poste fonctionne depuis le 30 janvier 1877. Il était déjà usité auparavant en Prusse et en Saxe où, d'après l'exposé des motifs du projet de réforme de 1877, il aurait donné de bons résultats. D'ailleurs, bien que le Code de procédure civile allemand ait été réformé depuis par la loi du 20 mai 1898, la partie qui traite des significations n'a pas reçu une seule modification sérieuse et l'emploi de la poste a été conservé dans tous les cas où il était précédemment admis.

Dans le système allemand l'emploi de la poste est facultatif. L'article 166 (ancien art. 152, livre I titre II, Des significations) dispose que les significations se font par huissier au défendeur, et l'article 193 (ancien art. 176) déclare : « Les significations peuvent aussi être faites par la poste ».

Toutefois, bien que ce dernier cas ait plutôt l'air d'être une exception, il est en réalité la règle générale. Il faut en effet remarquer qu'aux termes de l'article 197 « lorsqu'une signification a été faite par un huissier, bien qu'elle eût pu être faite par la poste, la partie condamnée au remboursement des dépens n'a pas à supporter l'excédent des frais qui peut en résulter ».

De plus, même quand on voudra employer le premier mode, la signification par huissier ne sera pas toujours possible. Quand une partie ne réside pas dans le ressort du baillage saisi de l'affaire, elle doit (art. 174) désigner lors de la première comparution

un mandataire qui y habite à l'effet de recevoir les actes qui lui sont destinés. Or, si elle ne le fait pas, déclare l'article 175 (ancien article 161) « toutes les significations à faire après l'époque ci-dessus indiquée peuvent avoir lieu au moyen de la remise que l'huissier fait à la poste, à l'adresse de la partie à son domicile, de l'acte à signifier ». La remise à la poste équivaut à signification, même si le pli est renvoyé faute d'avoir été remis à son adresse. « Les envois par la poste, ajoute l'article, seront revêtus de la mention « recommandé » si la partie le demande et se déclare prête à payer l'excédent de frais qui en résulte ».

Et plus loin l'art. 192 (ancien article 175) dispose que lorsque la signification est faite par la remise à la poste, l'acte de signification doit contenir la désignation de la personne destinataire, la signature de l'officier public qui le fait « et de plus indiquer à quelle date, sous quelle adresse et à quel bureau de poste la remise a été faite ».

Si les parties ont préféré d'une manière générale employer le deuxième mode de signification, c'est-à-dire l'emploi de la poste, conformément à l'article 193, nous trouvons également des dispositions assez précises sur la façon de faire la remise.

L'art. 194 (ancien article 177 modifié in fine) dispose en effet « Lorsqu'une signification est faite par la poste, l'huissier remet à la poste une enveloppe de lettre close et scellée de son cachet officiel, portant l'adresse de la personne à qui l'acte doit être signifié.

Cette enveloppe doit être marquée d'un numéro d'ordre et renfermer l'expédition à signifier ou la copie certifiée de l'acte à signifier ; l'huissier requiert la poste de charger de la signification un facteur du lieu de destination. L'huissier doit indiquer sur l'acte signifié la personne pour qui il remet cet acte à la poste et attester sur l'original ou sur une feuille qui y est annexée que la remise a été accomplie de la manière indiquée dans le § I et pour qui ».

En outre aux termes de l'article 195 (ancien article 178) la signification par le facteur se fera de la même manière que celle opérée par l'huissier. De plus le facteur de la poste dressera acte de la signification et attestera la remise de l'enveloppe, décrite d'après son mode de fermeture, son adresse et son numéro d'ordre, ainsi que la copie de l'acte de signification ».

Même dans ce deuxième mode de signification, l'huissier n'est donc pas supprimé ; il reste seulement à l'arrière plan. Il ne disparaît que dans les cas où l'intervention du greffier du tribunal pour les significations est admise (art. 196). « Celui-ci peut requérir directement la poste de faire la signification ; dans ce cas les prescriptions des §§ 194 et 195 sont applicables au greffier : la certification exigée est faite par lui ».

Ce système paraît un peu compliqué : peut-être cette faculté d'employer l'un ou l'autre moyen de signification est-elle trop large ; on pourrait sembler-il rendre l'emploi de la poste plus général. Et cepen-

dant le système allemand a certainement montré de grands avantages, puisque la réforme de 1898 laissa debout l'ancien système consacré par vingt et un ans de pratique.

En Suisse, la remise des exploits par la poste est d'un usage presque général. La loi du 23 mars 1886, qui revisa l'organisation judiciaire du canton de Vaud, adopta la signification par la poste dans l'étendue du canton. L'article 222 de la loi dit notamment : « Les citations, exploits et autres actes judiciaires adressés aux parties, témoins, etc... sont transmis par la voie de la poste. La date de la remise à la poste, constatée par le récépissé, fixe celle de l'exploit. Le commandement de payer prescrit aux articles 199 et suivants se fait par lettre chargée. Toutefois le juge peut d'office ou sur réquisition décider, eu égard aux circonstances, que la signification aura lieu par huissier. Si la remise ne peut être faite par la poste au destinataire, la notification aura lieu par l'huissier ».

Depuis lors l'article 38 du règlement de transport pour les postes suisses du 3 décembre 1894 dispose que les postes suisses se chargent de la transmission à domicile des actes judiciaires de toute nature (assignations, notifications, exploits, etc...) dans toute l'étendue de la Confédération. Les actes doivent être consignés en mains des fonctionnaires postaux, aux guichets, en deux doubles parfaitement conformes l'un à l'autre ; l'un de ces doubles est délivré au destina-

taire tandis que l'autre est renvoyé à l'expéditeur avec une déclaration constatant que la remise a été effectuée ou, le cas échéant, avec le double qui pour un motif quelconque n'a pu être remis au destinataire.

La taxe de chaque notification est égale à celle d'une lettre recommandée avec avis de réception, savoir : 35 centimes dans le rayon local et 40 centimes pour les distances au-delà. Cette taxe doit être payée au moyen de timbres-poste apposés sur le double destiné à être renvoyé à l'expéditeur.

Les actes judiciaires sont remis à domicile par le personnel postal ordinaire (facteurs) lors des tournées régulières des distributions et conformément aux dispositions applicables à la distribution des envois postaux recommandés. Lorsqu'un destinataire ou son fondé de pouvoir refuse de recevoir un acte judiciaire, ou que ce dernier n'est pas distribuable pour un motif quelconque, les deux doubles de cet acte sont renvoyés sans autre formalité à l'expéditeur.

La poste n'assume aucune autre obligation que celle de remettre l'acte à son destinataire ou, à défaut, à une personne qualifiée pour le recevoir en son nom ; elle n'a absolument pas à s'occuper des déclarations que le destinataire pourrait être dans le cas de faire par rapport à ces actes, telles qu'oppositions, etc... La poste n'a pas non plus à s'assurer si les deux doubles d'un acte judiciaire sont parfaitement identiques. Ceci regarde exclusivement l'expéditeur. Dans la pratique judi-

ciaire ce mode de notification est utilisé surtout en matière de poursuites pour dettes. Cette matière est unifiée en Suisse depuis la promulgation, après acceptation par le peuple, de la loi fédérale sur les poursuites pour dettes et la faillite, du 11 avril 1889, exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1892. En son article 66 la loi précitée admet expressément que la notification des actes de poursuite peut se faire par la poste, de sorte que les cantons chargés de pourvoir chez eux à l'exécution de la loi ont généralement admis ce mode de notifications pour les actes de poursuite.

Toutefois la notification par la poste ne paraît pas avoir pénétré partout dans les autres domaines de la pratique judiciaire. Ainsi le canton de Neuchâtel admet que toute signification doit être faite par l'huissier du tribunal dans le district duquel ou par l'huissier du Juge de Paix dans le cercle duquel la signification a lieu. (Art. 120 du Code de procédure civile).

Dans le canton de Genève, la loi du 15 juin 1891 décida que les significations seraient faites par acte d'huissier ou par la voie postale, au choix des parties. Les significations par la voie postale se font par l'intermédiaire du greffe du tribunal compétent ; la partie requérante dépose au greffe, contre récépissé, l'original de l'acte à signifier et autant de copies qu'il est nécessaire et le greffier remet à la poste chaque copie signée par lui sous

pli fermé et scellé, adressé à la partie sommée ou citée. Le pli est muni d'un numéro d'ordre et accompagné d'un bordereau reproduisant ce numéro et le nom, les prénoms, la profession, le domicile ou la résidence de la partie à laquelle il est destiné, ou toute autre désignation précise de la partie ; le greffier fait mention de cette remise et du numéro d'ordre sur l'original.

Le bordereau constatant la remise du pli qu'il accompagne est retourné au greffe par la poste et annexé à l'original resté en mains du greffier. Le facteur indique sur le bordereau la date de la remise du pli et la désignation exacte de la personne à qui il a été remis et il y appose sa signature.

La copie ou le pli qui la contient est remis à la partie sommée ou citée, en sa demeure ou à l'endroit où elle exerce habituellement sa profession. Si elle est absente, la copie peut être remise à une personne adulte de son ménage ou à un employé ; à défaut de ces personnes la copie est remise au commissaire de police, pour la ville de Genève, ou au maire de la commune pour le reste du canton. Si la partie citée ou sommée n'a ni domicile ni résidence dans le canton, les actes signifiés par la voie du greffe sont remis directement par le greffier au Procureur Général contre récépissé sur l'original.

Les commissaires de police et les maires donnent

sans retard aux parties avis des copies qu'ils reçoivent pour elles ; de même le Procureur Général transmet sans retard les copies qu'il reçoit pour les parties si leur domicile lui est connu.

Enfin cette loi permet, quand on emploie l'entremise de la poste, de faire les significations les dimanches et jours fériés ; mais dans ce cas les délais ne courent que dès le premier jour utile.

Dans le canton de Berne la signification d'actes judiciaires se fait en règle générale par l'huissier. Ce n'est qu'une fois le procès engagé que les significations doivent être faites par la poste (article 79 du Code de procédure civile).

Les notifications par la poste, notamment en ce qui concerne les actes de poursuite, constituent en Suisse un réel progrès ; les frais sont beaucoup réduits lorsque le débiteur est domicilié loin d'un centre d'affaires. La visite du facteur ne signifie pas ce que signifie en général la visite de l'huissier et le débiteur ne souffre pas dans son crédit. Le fonctionnement de la poste dans ce domaine se fait régulièrement et on se montre, dans ce pays, satisfait de cette innovation.

En Autriche-Hongrie le Code de procédure du 1^{er} avril 1895 décide que les significations sont faites par la poste, par les huissiers ou par les maires (article 88). C'est au tribunal qui a rendu le jugement ou la décision, ordonné la citation

ou dressé le procès-verbal à signifier ou à celui devant lequel la partie est appelée, qu'appartient le pouvoir de régler les formes de la signification de ces actes. Dans la procédure suivie devant les cours (Gerichtshof) ces mesures peuvent être prises par le Président de la Chambre à laquelle l'affaire a été attribuée (art. 89).

En règle générale, dans l'intérieur du pays, les notifications doivent être faites par la poste lorsqu'il y a un bureau dans la localité du destinataire ou que des relations postales rurales existent avec cette localité. Cependant, exceptionnellement, l'emploi des huissiers est obligatoire lorsqu'il s'agit d'actes d'exécution, lorsque ce mode de signification semble plus pratique, lorsqu'il y a urgence extrême comme au cours d'un débat oral ou lorsque la partie ou ses représentants demeurent dans la circonscription postale de distribution du bureau où la remise du pli devrait avoir lieu ⁽¹⁾.

Les significations peuvent être faites concurremment par la poste, les huissiers et les maires, lorsqu'à un même moment leur nombre est considérable : il en est ainsi aux époques des congés donnés aux locataires ⁽¹⁾.

Dans les environs immédiats du siège du tribunal il est permis d'employer l'intermédiaire de

(1) Art. 344 de l'ordonnance du Ministre de la Justice du 5 mai 1897.

la poste ou celui des huissiers, selon l'économie qui doit résulter de l'un ou de l'autre procédé ou selon le personnel dont on dispose ⁽¹⁾.

Si les significations ne peuvent être faites par la poste, parce qu'il n'existe pas de relations postales avec la localité où l'acte doit être remis, ou encore parce que ce procédé est interdit comme s'il s'agit d'un exploit de saisie-arrêt à signifier au tiers débiteur, elles sont faites alors habituellement par les organes de la commune où habite le destinataire ⁽¹⁾.

Le pli doit être présenté au domicile ou au lieu de l'exploitation industrielle ou commerciale. Cependant la signification est valable si le destinataire l'accepte dans un autre lieu (art. 101).

La partie qui reçoit le pli en donne récépissé ⁽²⁾.

En l'absence de la partie la signification peut être faite à toute personne adulte habitant la même maison, faisant partie de la famille et connue de celui qui remet l'acte, ou encore à tout serviteur adulte ou à un gérant (art. 101).

Si le facteur ne trouve personne le pli est déposé au bureau de poste du destinataire et ce dépôt lui est notifié par un avis fixé à sa porte, ou oralement si c'est possible (art. 104). Ce dépôt vaut signification et le pli est renvoyé au bureau expéditeur s'il n'est pas

(1) Art. 341 de l'ordonnance du Ministre de la Justice du 5 mai 1897

(2) Même ordonnance, art. 112.

retiré dans les 15 jours (1). De même l'acte est déposé à la poste et réputé signifié si le destinataire le refuse sans motifs légitimes (art. 109).

Dans le cas où il est ordonné à une partie de choisir dans le lieu du tribunal un mandataire chargé de recevoir pour elle les actes qui doivent lui être signifiés (*zustellungsbevollmächtigter*. — art. 94) et à défaut par la partie de s'être conformée à ces prescriptions, les significations peuvent être faites par la remise à la poste des exploits portant la dernière adresse du destinataire. La signification est alors considérée comme faite, même si le pli revient parce qu'il n'a pu être distribué.

Les actes signifiés par la poste ne sont remis aux parties que contre paiement des frais d'affranchissement dont le montant est indiqué de manière apparente au moyen de timbres collés sur l'enveloppe. Le refus de paiement de ces frais équivaut à un refus d'acceptation et l'exploit est encore déposé au bureau. Le jour de ce dépôt est alors indiqué sur le récépissé ainsi que son motif.

Lorsqu'une signification est faite par la poste elle peut avoir lieu un dimanche ou un jour férié (art. 100).

Le système autrichien se distingue des autres par une particularité importante : ce sont les juges qui fixent le mode de signification à employer selon les circonstances. Ces attributions résultent des pouvoirs

(1) Même ordonnance art. 357.

généraux qu'ils ont sur la direction de la procédure : leur rôle n'est pas comme en France absolument passif et cette innovation constitue un progrès considérable.

En Italie, il est question depuis longtemps d'utiliser la poste pour la remise des actes de procédure. Le projet Orlando demande que tous les actes de procédure soient notifiés par la poste ; mais il ne supprime cependant pas l'intermédiaire des huissiers. Les dispositions du projet (articles 5 et 6) disent par suite que la signification des exploits peut être faite par la poste avec le concours des officiers judiciaires. L'officier présente à la poste, sous enveloppe, la copie à signifier. L'acte contient déclaration de l'envoi par la poste et mention du lieu et de la date de l'envoi. Sur l'enveloppe se trouvent les indications destinées à faire connaître le destinataire, la signature de l'huissier, le cachet de son étude, le numéro du répertoire, l'objet de l'acte signifié. L'expédition des copies à signifier est faite comme celle des lettres recommandées et la remise a lieu contre récépissé. Ce récépissé est conservé par l'officier judiciaire, mentionné sur son répertoire et joint à l'original, lequel fait mention de l'envoi par la poste et de la date de la remise. La signification est considérée comme faite quand il résulte du récépissé que la copie a été remise au destinataire dans les conditions prescrites par la loi et les règlements. Le destinataire, s'il est trouvé en personne, ne peut refuser de recevoir l'acte. S'il refuse de signer il en est

fait mention. S'il n'est pas chez lui il est fait mention des nom, prénoms et qualité de la personne à laquelle l'acte est remis. Les délais qui, d'après la loi, courent à partir d'une signification courront à compter de la date du récépissé (1).

Ces dispositions sont très semblables à celles du projet français que nous étudierons.

Malgré les bons résultats obtenus dans les pays étrangers, ce mode de signification n'a reçu chez nous qu'une application très étroite. Les causes qui paralysent toutes les réformes possibles de notre procédure ont été indiquées plus haut et sont ici les mêmes ; il n'y a donc rien à leur ajouter.

D'ailleurs, pourquoi vouloir arriver à un résultat plus vite ici que là ? Cette réforme toujours promise et toujours prochaine du code de procédure tient bien d'autres questions en suspens, qui ont une importance au moins égale à celle-ci, et si des efforts sont tentés vers le bon-sens sur des points différents de notre code ils n'auront probablement presque tous qu'un couronnement tardif.

On innove bien peu à peu d'une main vraiment prudente et, dans l'esprit de certains, chaque modification aura son tour. Mais que d'inconvénients dans ces réformes progressives, indépendamment de leur lenteur ! Elles enlèvent aux codes toute unité, toute

(1) TISSIER. — *Revue trimestrielle de droit civil* (juillet-septembre 1910). — *Le projet de réforme du code de procédure italien*.

cohésion, au grand préjudice de leur clarté. Elles rendent de plus en plus difficiles les travaux des juriconsultes, des magistrats, des praticiens : la jurisprudence s'augmente de difficultés souvent insolubles et les auteurs ne tarissent pas en controverses.

Elles amoindrissent enfin peu à peu certaines professions sans leur donner en échange aucun autre avantage, frappant principalement les plus petites, celles où il est le plus difficile de vivre honorablement.

C'est ainsi que des innovations introduites par des lois successives ont causé aux huissiers un préjudice très appréciable. Comment pourrait-on songer à amoindrir encore, comme le fait le projet Sarrien qui sera étudié, ceux d'entre eux qui, dans des cantons pauvres et peu importants, s'emploient à des fonctions diverses parce qu'ils ne peuvent vivre de leurs charges officielles qui restent stériles ? Comment trop blâmer le petit nombre de ceux qui ont recours à des expédients fâcheux si nos lois les réduisent à la misère ? Il faut les déposséder loyalement, ouvertement, par une réforme entière et décisive s'ils sont inutiles et les indemniser ; mais il est temps de s'arrêter dans l'emploi des moyens qui, pour donner satisfaction au public, sacrifient lentement les petits officiers ministériels.

La loi du 25 mai 1838 fut le premier acte législatif qui autorisa implicitement, en France, l'usage de la poste en matière judiciaire. Son article 17 décidait :

« Dans toutes les causes, excepté celles où il y aurait péril en la demeure et celles dans lesquelles le défendeur serait domicilié hors du canton ou des cantons de la même ville, le juge de paix pourra interdire aux huissiers de sa résidence de donner aucune citation en justice sans qu'au préalable il n'ait appelé, sans frais, les parties devant lui. »

Le choix était donc laissé au magistrat du moyen à employer pour appeler les parties en conciliation. La poste s'imposa comme étant, entre tous les procédés possibles, le plus pratique et le moins onéreux. Qui oserait douter des progrès accomplis depuis 1838 dans les services des postes ? Elle offrait cependant déjà, à cette époque, de si grands avantages pour la remise de ces avertissements que la loi du 2 mai 1855 consacra cet usage par son article 2, modifiant ainsi l'article 17 de la loi antérieure : « Dans toutes les causes, excepté celles qui requièrent célérité, et celles dans lesquelles le défendeur serait domicilié hors du canton ou des cantons de la même ville, il est interdit aux huissiers de donner aucune citation en justice, sans qu'au préalable le juge de paix n'ait appelé les parties devant lui au moyen d'un avertissement sur papier non timbré, rédigé et délivré par le greffier, au nom et sous la surveillance du juge de paix, et expédié par la poste sous bande simple, scellée du sceau de la justice de paix, avec affranchissement.

« A cet effet il sera tenu par le greffier un registre

sur papier non timbré, constatant l'envoi et le résultat des avertissements : ce registre sera coté et parafé par le juge de paix. Le greffier recevra, pour tout droit et par chaque avertissement, une rétribution de vingt-cinq centimes, y compris l'affranchissement qui sera, dans tous les cas, de dix centimes, etc.»

Les billets d'avertissement qui, pour une cause quelconque, ne parviendraient pas à leurs destinataires, au lieu d'être envoyés au bureau des rebuts doivent être rendus au juge de paix. Dans le cas où le domicile du défendeur aurait été inexactement indiqué par le demandeur, soit par fraude, soit pour tout autre motif, le juge pourra ajourner la délivrance du permis de citer jusqu'à l'envoi d'une nouvelle lettre (1).

La rétribution du greffier par chaque avertissement était de 0 fr. 25 cent. y compris l'affranchissement ; elle a été élevée par l'article 5 du décret du 24 novembre 1871 à 0 fr. 30 cent. y compris l'affranchissement. Mais depuis la loi du 23 août 1871, l'avertissement qui sous l'empire de la loi de 1855 devait être rédigé sur papier non timbré, doit être rédigé « sur papier au timbre de dimension de 0 fr. 50 ». Le prix du billet d'avertissement est donc actuellement de 0 fr. 90, dont 0 fr. 20 pour le greffier, 0 fr. 10 d'affranchissement et 0 fr. 60 de timbre.

(1) Instruction ministérielle du 13 janvier 1857. — *Recueil des instructions et circulaires du ministère de la justice*, t. 2., p. 363.

Enfin notons qu'une instruction ministérielle du 22 avril 1856 ⁽¹⁾ interdit formellement aux greffiers de remettre eux-mêmes les billets d'avertissement, ou de les faire remettre par des personnes étrangères au service des postes et prescrit des mesures propres à assurer l'exacte observation des prescriptions de la loi du 2 mai 1855.

Ces avertissements ont donné d'excellents résultats. Les parties ainsi convoquées se présentent aussi volontiers devant le magistrat conciliateur que si elles l'avaient été par exploits d'huissiers ; l'emploi de ce procédé exempt de toutes formes, exempt surtout du ministère de l'huissier, présente par cela même plus de chances de succès et ce succès est pleinement confirmé à l'heure actuelle.

La loi du 21 mai 1858 qui a organisé l'essai de règlement amiable en matière d'ordre a prescrit, elle aussi, l'emploi de la poste pour les convocations à faire dans ce but. L'article 751 du Code de procédure civile réformé par cette loi dit en effet : « Le juge commissaire, dans les huit jours de sa nomination, ou le juge spécial, dans les trois jours de la réquisition, convoque les créanciers inscrits afin de se régler amiablement sur la distribution du prix.

(1) Instruction ministérielle du 13 janvier 1857. *Recueil des instructions et circulaires du Ministère de la Justice*, T. II, p. 332.

« Cette convocation est faite par lettres chargées, à la poste, expédiées par le greffier et adressées tant aux domiciles élus par les créanciers dans les inscriptions qu'à leur domicile réel en France ; les frais en sont avancés par le requérant...

« ... Les créanciers non comparants sont condamnés à une amende de vingt-cinq francs ».

Ces convocations sont conformes, tant pour le format que pour les énonciations, à un modèle indiqué par la circulaire du Ministre de la Justice du 2 mai 1859. Elles sont délivrées par le greffier sur papier non timbré, au nom et sous la surveillance du juge commissaire et expédiées par la poste sous bande simple, scellée du sceau du tribunal, avec affranchissement. Le greffier remet les lettres au guichet du bureau de poste pour les faire recommander (la lettre recommandée ayant remplacé dans certains cas la lettre chargée). Cette remise est accompagnée d'un bulletin sur papier libre, conforme à un modèle indiqué dans la circulaire du 2 mai 1859 et énonçant le numéro de l'ordre, le nom du saisi ou du vendeur, le nombre de lettres et la suscription de chacune d'elles.

Les lettres de convocation sont l'œuvre du greffier et doivent faire mention de l'ordonnance rendue par le juge et fixant le jour, l'heure et le lieu de la réunion. Elles sont exemptes du timbre et de l'enregistrement.

Ces lettres doivent être adressées tant au domicile élu du créancier qu'à son domicile réel, si celui-ci est en France et connu. Celles qui sont adressées au domicile élu doivent porter sur la suscription, à la suite du nom du créancier, ces mots : ou en cas d'absence, à M. (nom et qualité de la personne chez laquelle élection de domicile a été faite). Celles qui ne parviennent pas au destinataire sont renvoyées au greffier du tribunal dont elles émanent, au lieu d'être remises au bureau des rebuts de l'administration centrale des postes ⁽¹⁾.

Comme rétribution due aux greffiers pour la préparation des lettres de convocation, il est alloué 0 fr. 20 par lettre.

Les lettres de convocation ne doivent parvenir aux destinataires que par la voie de la poste. Afin d'éviter les fraudes, le greffier remet au poursuivant un état indiquant le numéro de l'ordre, le nom du saisi et celui du vendeur, le nombre des lettres de convocation, les déboursés pour droits de poste et les émoluments perçus. Le juge avant de taxer les frais n'a, pour s'assurer de la sincérité de cet état, qu'à le comparer avec le bulletin signé par le préposé de l'administration des postes et annexé au procès-verbal.

(1) Circulaire du Ministre de la Justice du 2 mai 1859, n° 44. — D.P. 59-3-25.

Les frais de convocation sont avancés par la personne qui requiert l'ordre et le greffier a le droit d'exiger de ce dernier leur consignation préalable.

L'emploi de la poste en cette matière est très important ; c'est un précédent dont les résultats furent ici, comme en matière de petite conciliation, excellents, et qui peut être invoqué en faveur de l'adoption de ce système pour la signification des exploits en général. Il y a un intérêt très sérieux à ce que cette convocation du juge parvienne exactement aux créanciers qu'elle concerne. C'est qu'en effet l'absence d'un seul d'entre eux peut être un obstacle au règlement amiable et donner lieu, par suite, à l'ouverture d'un ordre judiciaire beaucoup plus coûteux. Il suffit même d'indiquer à ce sujet l'amende de vingt-cinq francs qui frappe les créanciers convoqués qui ne comparaissent pas, pour démontrer la nécessité d'une signification réelle et effective.

Le législateur de 1858 a donc pensé qu'il serait possible de trouver dans l'emploi de la poste toutes les garanties désirables pour assurer une remise exacte.

Quant à l'économie qui résulte de ce système, elle est toute démontrée : le greffier perçoit vingt centimes pour la rédaction de chaque convocation, auxquels il faut ajouter les frais minimes d'affranchissement et de recommandation.

Quel huissier aurait voulu se charger de faire une signification pour ce prix-là ?

En matière criminelle, on trouve également des exemples de significations d'actes opérées par l'entremise de la poste.

L'article 72 du Code d'instruction criminelle dit que « les témoins seront cités par un huissier ou par un agent de la force publique, à la requête du Procureur du Roi ». Il s'agit ici des témoins cités devant le juge d'instruction et non de ceux cités devant la juridiction répressive. Cette citation n'étant pas de rigueur, les juges d'instruction prirent peu à peu l'habitude d'appeler les témoins par simples lettres, lorsqu'ils étaient certains qu'elles seraient obéies. Cet usage s'étendit même à tous les cas et tous les témoins sont cités par simple billet d'avertissement. Ce n'est qu'en cas de défaut qu'ils sont cités par huissier (1).

Ici la pratique a donc ajouté à la loi qui ne parle pas de la remise des convocations par la poste. C'est une circulaire de M. Sarrien Garde des Sceaux, du 23 février 1887, qui a recommandé ce procédé aux juges d'instruction. Afin d'économiser souvent les frais de citation par huissier et à moins d'urgence absolue, soit dans l'intérêt de la répression, soit pour éviter la prolongation d'une détention préventive, les témoins, dit cette circulaire, devront être invités, sans frais, à

(1) SARRAUTE. — *Manuel du Juge d'Instruction*. — Sous l'art. 72 C. instr. cr.

comparaître devant le magistrat instructeur par la seule remise d'un billet d'avertissement au bas duquel sera consignée la mention qu'ils seront taxés, s'ils le requièrent, au vu dudit billet. En cas de défaut ils seront, mais alors seulement, régulièrement cités. Cette pratique, ajoute le Garde des Sceaux, inaugurée depuis un certain temps dans plusieurs ressorts, a donné les résultats les plus satisfaisants, et l'on s'est trouvé rarement dans la nécessité de faire citer un témoin qui n'avait pas répondu à l'invitation officieuse de comparaître.

Pour les tribunaux de répression, où la comparution des témoins au jour indiqué a beaucoup plus d'importance, la circulaire précitée reconnaît qu'il ne sera pas toujours possible d'éviter les frais de citation par huissier et que le procédé des billets d'avertissement sera généralement ici inapplicable, parce qu'il importe avant tout d'armer la justice contre les témoins défailants. Il appartient au tact des magistrats de rechercher dans chaque affaire si, en dehors de certaines personnes sur la présence desquelles ils peuvent compter, il n'est pas d'autres témoins dont on pourrait obtenir sûrement la comparution sur un simple avertissement.

La circulaire faisait en outre remarquer tous les abus qui se produisaient dans la remise des citations par les huissiers : « Souvent dans une même affaire plusieurs témoins et prévenus, sinon tous, sont domiciliés au même lieu. L'huissier qui, pour les citer, n'a qu'un seul transport à effectuer, réclame cependant les indemnités de déplacement auxquelles il aurait

droit s'il avait fait réellement autant de voyages qu'il y a de personnes assignées ».

Ce système de convocation par la poste présentait donc, au point de vue de l'économie des frais, un avantage très appréciable, surtout au moment où les parquets jouissaient de la franchise postale. Quand ce privilège fut supprimé cette pratique fut interrompue dans le département de la Seine, les parquets de province recourant à l'intermédiaire des maires. Cet usage revint cependant dans la Seine à la suite d'une circulaire adressée par le Procureur de la République du tribunal de ce département à ses juges d'instruction ; elle recommandait à nouveau l'emploi des billets d'avertissement envoyés par la poste, avec affranchissement à 0 fr. 15. Une expérience fut faite à ce sujet dans un cabinet d'instruction pour les témoins et même pour les inculpés. Sur 45 témoins et 12 inculpés pas un seul ne manqua. Ce fut, dit l'auteur de cette circulaire, une dépense de 7 fr. 20, au lieu d'une dépense de 81 fr. 75 qu'aurait nécessité l'emploi de l'huissier.

Pourquoi ne pas consacrer définitivement ce système en matière criminelle en accordant par une loi, au billet d'avertissement, les mêmes effets qu'à la citation par huissier ?

La loi du 12 janvier 1895, relative à la saisie-arrêt sur les salaires et les petits traitements des ouvriers et employés, fait une application très large de l'emploi

de la lettre recommandée par ses articles 6, 7, 9, 10 et 11. Bien qu'il s'agisse ici de simples avertissements et non pas d'exploits différents en la forme, ces lettres recommandées ont cependant le même but qu'auraient des exploits et par conséquent la même importance. La plupart sont transmises sous forme d'avis ou de convocations ; mais certaines d'entre elles se rapprochent davantage des exploits par leur substance, notamment celles qui, aux termes de l'article 10 § 1, remplacent la signification du jugement à la partie défaillante.

L'application la plus intéressante qui ait été faite en France du procédé de la remise des actes par la poste a lieu en matière administrative au sujet de la notification par la poste des sommations avec frais et des commandements concernant les contributions directes, les taxes assimilées et les amendes et condamnations pécuniaires.

La possibilité d'employer la poste en cette matière a été affirmée par l'article 3 de la loi du budget du 13 août 1898 : « A l'avenir, dit cet article, pour la notification des sommations avec frais concernant les contributions directes, l'Administration aura la faculté d'employer le concours des Agents des postes dans des conditions à déterminer par un règlement d'administration publique ».

L'exposé des motifs de cette loi contenait sur ce point des observations intéressantes : « Le service

des poursuites en matière de contributions directes, lit-on dans cet exposé, est actuellement confié à des agents spéciaux désignés sous le nom de porteurs de contraintes. Cette organisation occasionne au Trésor une dépense annuelle de 450.000 fr. A plusieurs reprises, déjà, on s'est demandé si cette organisation ne pourrait pas être modifiée avec avantage. En 1888, on tenta une première réforme consistant à confier purement et simplement aux huissiers tout le service des poursuites ; cette tentative échoua devant le refus des huissiers de notifier aux conditions du tarif réduit du Trésor les actes de poursuites concernant les contribuables et notamment les sommations avec frais ».

« A la suite des études entreprises par l'administration des finances dans le but de réaliser des simplifications de service, la question de la suppression des porteurs de contraintes s'est de nouveau posée. Après examen des diverses propositions formulées sur ce point, il a semblé qu'il serait possible de tenter encore une fois la réorganisation du service des poursuites, mais en modifiant les dispositions adoptées en 1888 ; les huissiers ne seraient chargés que de notifier les commandements et les actes subséquents de poursuites ; quant aux sommations avec frais elles seraient notifiées par la poste sous forme de lettres recommandées. Cette réforme, toutefois, soulève encore d'assez sérieuses difficultés pratiques ».

« Comme on ne peut songer à faire délivrer une

commission de porteur de contraintes à tous les facteurs, nous venons vous proposer pour faire disparaître cette difficulté de décider qu'à l'avenir les sommations avec frais pourront être notifiées par la poste, dans des conditions à déterminer par un règlement d'administration publique ».

En 1901 le décret promis n'étant pas élaboré, la loi du budget manifesta encore, par son article 49, le désir de voir aboutir cette réforme. L'exposé des motifs ajoutait à celui de la loi de 1898 : « L'administration des finances se propose aujourd'hui de confier de plus, aux agents des postes, la signification des commandements. Les actes subséquents étant en très petit nombre, seraient notifiés soit par les porteurs de contraintes maintenus dans les villes de plus de 20.000 habitants et rayonnant dans les communes rurales, soit exclusivement par des huissiers ».

« La certification de la poste paraît aussi probante que celle de l'huissier pour donner date certaine aux commandements. Il ne s'agit d'ailleurs ici que d'un essai à tenter dans quelques arrondissements, sauf à généraliser ultérieurement la réforme ».

Un an après, en 1902, cette réforme était accomplie. C'est encore dans la loi du budget, sous l'article 48, que se trouvent les détails du système : « Les sommations avec frais à distribuer par le service des postes, en conformité de l'article 53 de la loi du 13 avril 1898, peuvent être expédiées sous plis fermés sans perdre le bénéfice du tarif édicté par l'article 34 de la loi du

26 juillet 1893 pour les avis en partie imprimés, expédiés sous forme de lettres ouvertes aux deux extrémités et concernant le recouvrement de sommes dues à l'Etat, aux départements, aux communes et aux associations syndicales autorisées ».

« Les sommations avec frais et les commandements remis pour notification aux agents des postes et rendus aux percepteurs comme non distribuables pour un motif quelconque, peuvent être réintégrés sans nouvel affranchissement dans le service des postes pour être présentés de nouveau aux destinataires.

« Sont également exonérés de toute taxe postale les avis recommandés d'office, au moyen desquels les receveurs des postes informent les redevables du dépôt à la mairie des commandements qui n'ont pu leur être notifiés par les facteurs des postes ».

Cette loi fut complétée par le décret du 24 avril 1902 qui donne les détails nécessaires sur l'application du nouveau procédé.

Par ces détails mêmes et les soins qui ont été apportés à leur élaboration, ce décret constitue le monument le plus important de notre législation en cette matière. Il est le plus bel argument qu'il soit possible d'opposer à ceux qui persistent à voir dans la signification des exploits par la poste une chose impraticable. Bien qu'il ne concerne que la procédure fiscale, la plupart de ses dispositions se rencontreraient cependant dans l'application d'un système semblable aux autres procédures, et notamment à la procédure civile.

Il y aurait nécessairement entre ces deux applications de nombreuses similitudes.

Nous croyons donc très utile de reproduire ici cet intéressant décret, afin de rappeler ce qui a déjà été fait. Il suffirait, à peu de chose près, de lire « avoué » ou « huissier » au lieu de « percepteur » et « exploit » au lieu de « contrainte » pour se trouver en présence d'un système presque complet de remise des actes par la poste en matière de procédure civile.

« Article I. — Les sommations avec frais remises pour notification au service des postes seront accompagnées d'une contrainte établie par circonscription de distribution postale, décernée par le receveur des finances et visée par le Sous-Préfet.

Elles sont déposées, dûment affranchies, au bureau de poste de la résidence du percepteur ou, à défaut, au bureau le plus voisin ; ce bureau en donne reçu, les met en distribution ou, s'il y a lieu, les fait parvenir au bureau de poste destinataire suivant la marche adoptée pour les imprimés expédiés sous recommandation ; la contrainte y est annexée comme bordereau d'envoi.

« Article II. — Le facteur chargé de la distribution reçoit les sommations accompagnées de la contrainte et frappées par le service des postes du timbre portant la date de la distribution ; il remet les sommations soit aux destinataires eux-mêmes, soit aux parents ou serviteurs qu'il trouve dans la demeure des destinataires.

La personne qui reçoit la sommation en donne reçu

sur la contrainte. Si elle ne peut ou ne veut signer, le facteur certifie le fait sur la contrainte et remet la sommation contre décharge à la mairie.

En cas d'absence de la partie, de ses parents ou serviteurs, le facteur remet de suite la sommation à un voisin qu'il requiert de signer sur la contrainte.

Si ce voisin ne peut ou ne veut signer, le facteur certifie le fait sur la contrainte et remet la sommation contre décharge à la mairie. La remise de la sommation avec frais à la mairie peut s'effectuer soit dans la même tournée, soit dans une tournée subséquente.

Dans tous les cas où le facteur effectuera le dépôt de la sommation à la mairie, il devra, préalablement à ce dépôt, laisser à la demeure du destinataire un avis informant la partie des poursuites du percepteur et du dépôt de la sommation à la mairie.

« Article III. — Lorsque le débiteur poursuivi par voie de sommation ne demeure pas dans la circonscription de distribution du facteur, ce dernier mentionne sur la contrainte le motif de la non distribution et l'adresse du contribuable, si elle lui est connue.

Dans le cas où le débiteur demeure dans la circonscription, mais à une adresse autre que celle inscrite sur la contrainte, le facteur relate le fait sur la contrainte et porte, sans aucune autre mention, l'adresse exacte sur la sommation, s'il peut la distribuer le jour même ; sinon il la conserve pour être renvoyée au percepteur.

« Article IV. — Le receveur des postes du bureau

de distribution, après s'être assuré que les diverses mentions prescrites par les articles 2 et 3 figurent sur la contrainte, renvoie cette pièce à l'adresse du percepteur sous pli chargé d'office avec les sommations non distribuées, quel que soit le motif de non distribution. Ce renvoi doit avoir lieu, au plus tard, le surlendemain du jour où la distribution a été commencée.

« Article V. — Dans les huit jours qui suivent la réception des sommations non distribuées, le percepteur peut les remettre, sans nouvel affranchissement, au service des postes, pour tenter à nouveau de les faire distribuer.

A cet effet, il joint à ces sommations, frappées des timbres à date attestant leur premier envoi, un bordereau spécial qui, pour le service de la poste, tient lieu, en ce cas, de contrainte.

Les commandements à notifier par le service des postes sont conformes aux modèles annexés au présent décret.

Les originaux collectifs sont préparés par le percepteur sur papier non timbré et par circonscription de distribution postale ; ils contiennent en tête un tableau faisant ressortir les noms et domiciles des retardataires à poursuivre, le montant des contributions, taxes ou condamnations dont ils sont débiteurs en vertu de titres exécutoires, ainsi que les acomptes payés. En matière de contributions directes et de taxes y assimilées, le receveur des finances décerne au bas de ce tableau la contrainte à fin de comman-

dement, et le sous-préfet la rend exécutoire. En matière d'amendes et de condamnations pécuniaires, le receveur des finances appose au bas du tableau l'autorisation de faire notifier les commandements.

Au vu de la contrainte ou, suivant la distinction ci-dessus, de la simple autorisation du receveur des finances, le percepteur prépare sur papier non timbré les copies de commandements et les remet avec l'original collectif au bureau de poste de sa résidence ou, à défaut, au bureau de poste le plus voisin pour être expédiées suivant la marche tracée à l'article premier pour les sommations avec frais.

« Article VII. — Les formalités prescrites par les articles 2 et 3 pour la notification des sommations avec frais sont applicables à la notification des commandements, sous les réserves ci-après :

En l'absence du destinataire, le commandement ne peut être valablement notifié qu'à la mairie et contre décharge.

La signature, sur l'original collectif, du destinataire ou, à défaut de cette signature, la décharge de la mairie est exigée à peine de nullité.

La remise du commandement à la mairie peut s'effectuer soit dans la même tournée, soit dans une tournée subséquente, mais au plus tard dans la journée qui suivra la présentation à domicile.

Lorsque le dépôt du commandement est effectué à la mairie, le facteur ne laisse aucun avis au domicile du destinataire ; mais, lorsque l'original est restitué

au receveur du bureau de poste de distribution, ce dernier rédige dans la forme arrêtée par le Ministre des Finances, et adresse sous chargement d'office au contribuable une lettre l'informant du dépôt du commandement à la mairie. Cette lettre est mise en distribution conformément aux règles adoptées pour les imprimés soumis à la recommandation.

Tout commandement remis à une autre personne que la partie elle-même ou le Procureur de la République doit être délivré par le facteur sous une enveloppe fermée, ne contenant d'autres indications que les nom et domicile du destinataire.

« Article VIII. — Sont également applicables aux commandements les dispositions des articles 4 et 5, sauf que le bordereau spécial visé par ce dernier article est remplacé par un nouvel original rappelant la contrainte ou l'autorisation précédemment délivrée.

« Article IX. — Dès le retour d'un original notifié, le percepteur appose sur cet original, et à raison de sa dimension, un ou plusieurs timbres mobiles ordinaires et des timbres copies représentant les droits de timbre dus à raison du nombre et de la dimension des feuilles utilisées pour les copies notifiées.

L'original de l'exploit est soumis à l'enregistrement par le percepteur dans le délai de quatre jours, fixé par la loi du 22 frimaire an VII. Ce délai court du jour de la réception par le comptable de l'original notifié.

La tenue d'un répertoire n'est obligatoire ni pour les facteurs, ni pour les percepteurs.

Ainsi donc, le système de signification par la poste est admis pour les contraintes administratives, actes importants entre tous puisqu'ils ont pour but, comme les commandements en matière civile, de préparer une exécution sur les biens du contribuable qui ne paie pas. La gravité d'un tel avertissement démontre suffisamment combien est nécessaire qu'il parvienne à la connaissance du destinataire. Comment pourrait-on douter encore, en présence des bons résultats obtenus depuis la loi de 1902 en matière fiscale, de ceux que pourra donner, en matière civile, un procédé semblable : un ajournement, une citation à témoin, une dénonciation quelconque n'auront-ils aucune chance de parvenir là où parvient un commandement ? Le rôle de la poste sera-t-il plus difficile parce qu'il s'agira d'un acte judiciaire ? Nous renonçons à trouver une bonne raison en faveur de l'affirmative, avant d'avoir examiné dans les détails l'application de ce système à notre procédure civile.

Enfin, la loi du 27 mars 1907, concernant les conseils de prud'hommes, décide dans son article 27 que le défendeur est appelé devant le bureau de conciliation par une simple lettre qui jouit de la franchise postale et contient les jour, mois et an, les nom, profession et domicile du demandeur, l'indication de l'objet de la demande, le jour et l'heure de la compa-

rution. Elle est remise à la poste par les soins du secrétaire ou portée par le demandeur, au choix de ce dernier. Si le défendeur ne comparait pas, ni personne ayant qualité pour lui, ou si la conciliation n'a pu avoir lieu, l'affaire est renvoyée à la prochaine audience du bureau de jugement. Le secrétaire convoque alors les parties soit par lettres recommandées avec avis de réception, soit par ministère d'huissier. Il est payé aux secrétaires du conseil de prud'hommes pour la convocation par simple lettre devant le bureau de conciliation 0 fr. 15 centimes, et pour la convocation par lettre recommandée, avec avis de réception, devant le bureau de jugement 0 fr. 75.

Nous espérons ainsi avoir suffisamment démontré que la question de la remise des exploits par la poste n'est pas aussi nouvelle qu'on le croit communément, et l'argument qui consiste à opposer à des paroles ou à de purs raisonnements des faits acquis et éprouvés tant par les autres nations que par la nôtre nous a semblé, à cause de son importance capitale, mériter le développement que nous lui avons donné.

TITRE QUATRIÈME

Les Projets de Réformes en France

Les applications différentes du système de remise des actes par la poste concernent seulement, ainsi que nous l'avons vu, des procédures spéciales ou des points spéciaux et très limités en nombre de notre procédure civile. Il n'y a donc pas, en France, comme dans certains Etats étrangers, d'organisation d'ensemble, mais simplement des exceptions apportées à l'ancien mode de remise des actes par les huissiers.

Cependant des efforts ont été faits pour élargir cette application ; le projet de réforme du Code de procédure contient à ce sujet des dispositions précises qui permettent aux huissiers d'employer l'intermédiaire de la poste pour transmettre certains actes de leur ministère à leurs destinataires. Peut-être y aurait-il lieu d'étendre ces dispositions à des

actes pour la remise desquels la commission a cru préférable de conserver les formes actuelles ; il en sera parlé quand ceux-ci seront spécialement étudiés dans leurs détails.

Ce fut M. Demôle, Ministre de la Justice qui, pour la première fois en 1886, proposa d'étendre ce système à un assez grand nombre d'exploits et de lui donner ainsi une application presque générale dans notre procédure civile. Le projet qu'il déposa à la Chambre des Députés le 19 octobre 1886 contient dans son article 18, au titre des ajournements, des dispositions très précises et très détaillées montrant que beaucoup de précautions avaient été prises pour le bon fonctionnement de la réforme proposée.

On lit à ce sujet dans l'exposé des motifs : « A l'occasion de la remise des exploits d'ajournement la Commission s'était préoccupée d'assurer la remise exacte des actes d'huissiers et d'établir le mode le plus économique et le plus sûr. »

« Le décret du 14 juin 1813, article 45, prescrit sous une sanction sévère aux huissiers de notifier eux-mêmes les actes dont ils sont chargés. Cependant l'observation de cette prescription est parfois difficilement obtenue en raison du nombre des actes qu'un même huissier peut être appelé à notifier dans la même journée et des transports qu'il est obligé d'effectuer dans ce but. »

« Depuis plusieurs années les communautés

d'huissiers ont demandé de s'adjoindre des clercs assermentés qui pourraient, en leur lieu et place, faire des notifications. Déjà le projet de loi sur les protêts déposé en 1884 à la Chambre des Députés a en partie donné satisfaction à ce désir en autorisant l'institution de clercs assermentés qui, pour les huissiers, et sous leur responsabilité, auront le droit de notifier les actes de protêt. La commission s'est inspirée de ce précepte et en étend la disposition en permettant aux clercs assermentés de signifier les exploits d'ajournement.»

« Cette mesure n'a pas encore paru suffisante. L'institution des clercs assermentés sera une facilité donnée aux huissiers pour remplir strictement leurs devoirs professionnels, mais elle ne doit pas pouvoir se traduire en augmentation de frais pour les parties. Les huissiers auront seuls à supporter les charges supplémentaires des salaires plus élevés exigés par ces clercs. Aussi le bénéfice de cette institution ne profite-t-il pas aux huissiers établis dans des centres d'une médiocre importance.»

« En outre et surtout, l'emploi des clercs ne remédiera pas aux frais onéreux qu'entraînent les transports. Aussi le projet autorise-t-il les huissiers à se servir de la poste pour envoyer les exploits d'ajournement.»

« Les dispositions précises et détaillées de l'article 18 montrent suffisamment que toutes les précautions sont prises pour assurer la régularité des

transmissions. La poste n'est ici qu'un intermédiaire employé pour éviter le déplacement de l'huissier. Si l'acte est remis par le facteur à l'intéressé, la signification résulte de cette remise constatée par le récépissé donné au facteur. Si la remise n'a pu avoir lieu, l'acte est renvoyé à l'huissier qui fera la signification par les voies ordinaires. Il pourra, en ce cas, y avoir un retard de quarante-huit heures dans la signification ; ce sera un risque rare d'ailleurs à courir. C'est à l'huissier d'apprécier dans quelles circonstances il peut employer sans danger la voie de la poste. »

« La faculté d'user de l'intermédiaire de la poste n'entraîne pas dérogation à ce principe général que les huissiers n'ont pas compétence pour notifier les actes hors de la circonscription judiciaire où ils sont institués. C'est ce qu'indique formellement le premier paragraphe de l'article 18. »

« Les frais d'envoi par la poste des exploits d'ajournement seront extrêmement faibles. La commission devait toutefois se préoccuper de savoir à qui ils incomberaient. A cet égard une distinction a été faite ; elle n'est pas écrite dans la loi mais elle résulte des discussions et sera édictée sur les tarifs. Si l'acte est notifié dans un lieu situé à moins de cinq kilomètres de la résidence de l'huissier, celui-ci n'a droit à aucune indemnité de transport. S'il trouve préférable, pour éviter une course, de confier l'exploit à la poste, c'est

dans son propre intérêt qu'il agit : les frais sont à sa charge.»

« Si l'acte doit être notifié dans un lieu très éloigné, des frais de transport seraient dus à l'huissier. Confiant l'acte à la poste, il ne pourra réclamer son transport, car il n'a pas fait la course qui ouvre le droit à une indemnité ; les frais ne doivent pas néanmoins rester à sa charge. Il lui sera donc accordé le remboursement de ses avances, plus une vacation pour son déplacement à la poste.»

« Cette vacation constituera pour lui un bénéfice qui le portera souvent à user de l'intermédiaire de la poste et à généraliser ainsi un mode de remise des actes dans lequel les plaideurs trouveront de grands avantages. Le prix moyen des transports par huissier est évalué actuellement à cinq francs. Les frais d'envoi par la poste ajoutés à la vacation de l'huissier seront loin d'atteindre la moitié de cette somme. Il en résultera donc une sensible économie, principalement pour les instances de médiocre importance. C'est en effet dans les campagnes et spécialement dans les pays où le sol nourrit plus difficilement ses habitants que l'huissier doit accomplir les déplacements les plus longs et les plus onéreux. Dans les mêmes pays, l'objet du litige est souvent de peu de valeur. Il semble donc que la mesure proposée doive profiter surtout aux petits intérêts, à ceux qui souffrent le plus de l'élévation des frais de justice

et qui sont plus dignes de la sollicitude du législateur.»

En conséquence, l'article 18 du projet était ainsi conçu :

« Les actes destinés à une personne domiciliée dans la circonscription judiciaire où l'huissier instrumente peuvent être remis par lui à la poste, sous double bande et avec recommandation. Le timbre et le numéro d'ordre de la poste sont apposés sur la bande et sur l'acte.»

« L'acte est remis par le facteur aux personnes dénommées au paragraphe premier de l'article 16, contre récépissé daté et signé. Cette remise dont la date est déterminée par la dernière empreinte du timbre du bureau de poste de destination, apposé par le receveur avant la mise en distribution, constitue la signification. Avis est donné par le receveur des postes à l'huissier qui mentionne immédiatement sur l'original la signification et sa date et y annexe l'avis.»

« Il doit également, à la date de l'avis, répertorier l'acte, et le faire enregistrer dans les quatre jours qui suivent la signification. Si l'acte n'a pu être remis pour cause d'absence ou de refus du destinataire, il est renvoyé à l'huissier avec un avis indiquant la cause pour laquelle la remise n'a pas eu lieu ».

« L'huissier fait, en ce cas, la signification par les voies ordinaires ».

Ce projet qui n'avait pu être mis en discussion

pendant la législature précédente fut proposé à nouveau par M. Thévenet en 1890. Il fut renvoyé à la commission de la réforme judiciaire, laquelle déposa son rapport à la Chambre des Députés le 9 mars 1891. M. Dupuy-Dutemps, rapporteur, ajoutant au projet primitif qui laissait à l'huissier la faculté de se servir du nouveau système, manifestait le désir de la voir transformer en une obligation. Il objecte que les frais les plus considérables de l'exploit d'ajournement consistent dans les transports d'huissiers et qu'il ne faut pas laisser à l'intéressé, c'est-à-dire à l'huissier lui-même, le pouvoir de décider entre son intérêt et celui de son client. Il en tire cette conclusion que la remise directe ne devrait être permise que dans les cas où la poste aurait retourné l'exploit, ou dans des circonstances spéciales où il y aurait des réponses à faire ou des actes personnels à constater. « Notons, disait-il dans l'exposé des motifs, que c'est déjà beaucoup que de conserver pour la rédaction des actes l'intermédiaire de l'huissier. On pourrait, dans la matière des ajournements, réduire de beaucoup leur rôle ».

En conséquence, dans l'article 17 reproduisant l'article 18 du projet primitif, la commission remplaçait le mot « peuvent » par le mot « doivent » transformant ainsi en une obligation cette faculté.

L'ensemble de ce projet ne put venir, lui aussi, en discussion pendant la législature en cours et fut présenté à nouveau, englobé dans un projet de révision

du code de procédure civile tout entier qui fut déposé par M. Dubost Ministre de la Justice, le 5 mai 1894. Nous le voyons reparaître en 1898 avec M. Sarrien, Garde des Sceaux, et annexé à la séance du 25 novembre.

C'est ce projet que nous appellerons le projet Sarrien dans le cours de cette étude.

On a fait contre cette réforme deux catégories d'objections : les unes sont dirigées contre le principe même de remise des exploits par la poste ; les autres visent seulement le projet Sarrien et ses imperfections. Contre les premières nous avons déjà fait valoir un argument de nature à fléchir les plus grandes obstinations, en prouvant que ce procédé n'est pas nouveau et qu'il a fait ses preuves de bon fonctionnement dans les Etats voisins. Mais la persistance de ceux qui sont intéressés au maintien du statu-quo est aveugle et, malgré tout, ils continuent à argumenter contre l'évidence. Les huissiers, qui seraient particulièrement atteints, ont épuisé depuis longtemps toutes les objections qu'il leur a été possible de formuler ; les commissions successives qui travaillèrent à la réforme du code de procédure furent tour à tour assaillies par leurs récriminations et ces officiers ministériels ont cherché à prouver par des rapports longuement motivés l'impraticabilité du système.

En 1884, le Ministre de la Justice, en ouvrant les travaux de la commission chargée d'élaborer un

projet de réforme du code de procédure civile prononça un discours où il convia la commission à examiner la question de savoir s'il ne serait pas possible de confier les attributions des huissiers partie aux facteurs de la poste, partie aux greffiers, pour éviter d'avoir à augmenter le salaire des huissiers.

Ce discours souleva parmi les huissiers de très vives protestations qui se manifestèrent sous forme d'une lettre écrite par leur comité à la Commission.

« La proposition de Monsieur le Ministre, disait cette lettre, a pour objet la remise des copies par les facteurs de la poste, comme s'il s'agissait seulement de faire passer une simple lettre de la boîte de l'agent aux mains de la partie et si cette remise n'exigeait d'autre soin, ne comportait aucune difficulté et n'avait aucun caractère de régularité et d'urgence.

« Mais porter la copie d'un exploit n'est-ce pas le dresser ? Par qui la rédaction sera-t-elle faite ? Les parties ne le peuvent personnellement et le ministre le reconnaît et le proclame en disant « que les connaissances leur manquent pour se défendre en justice. »

« Le soin n'en saurait davantage être confié aux agents de l'administration des postes qui n'en ont pas l'aptitude et auxquels, d'ailleurs, le temps manquerait.

« Si, pour les affaires ressortissant de tribunaux d'arrondissement le recours à l'avoué est possible, ce ne serait qu'au double moyen de déplacements souvent considérables et de dépenses coûteuses.

« Mais pour celles de la compétence des Juges de

paix, la nécessité d'intermédiaires s'imposerait et ces intermédiaires seraient des hommes de loi, des agents d'affaires, que Monsieur le Ministre veut écarter ».

Puis les huissiers exposent qu'il n'est pas possible de faire rédiger les citations par les greffiers, qu'on n'y gagnerait d'ailleurs que les frais de transport, que le facteur, trop écrasé déjà par le travail, n'apporterait pas le dévouement de l'huissier et n'encourrait pas sa responsabilité.

« A qui seront confiés, ajoutent-ils, les actes d'exécution, les protêts, les actes d'appel, les saisies-arrêts, les offres réelles, les saisies conservatoires etc... ? Peut-on confier les exécutions aux greffiers ?

« Enfin, disent-ils, nos offices sont notre propriété, la réalisation du projet serait une expropriation qui comporterait une juste et préalable indemnité dont le total dépasserait 100 millions. En outre 5000 familles auraient leur avenir brisé. »

Il faut reconnaître que parmi ces objections les dernières son fondées s'il s'agit de supprimer les huissiers sans les indemniser ; nous aurons à revenir plus loin sur les actes d'exécution pour lesquels il semble difficile de ne pas recourir au ministère d'un officier public ou ministériel. Mais ce ne sont pas là des significations et nous avons réservé plus haut cette question, ne voulant pas, avant de l'avoir étudiée, affirmer que la suppression des huissiers est possible.

La propriété des offices, elle aussi, n'est pas douteuse ; mais il est prématuré d'aborder ici ce pro-

blème. Le principe seul nous intéresse en ce moment et nous ne verrons que plus tard l'application.

Il faut cependant reconnaître que les huissiers ne sont pas seuls à soulever des objections contre le système et que certains travaux émanant de personnes désintéressées s'en font l'écho.

Le clerc d'huissier chargé de la remise de la copie, dit-on encore, est en général un peu au courant de la procédure ; il sait au besoin rectifier l'orthographe d'un nom ; il sait aussi à qui doit être remise la copie au lieu et place du destinataire, et, dans les cas contentieux, il peut immédiatement en référer à l'huissier. Au contraire le facteur ne fera aucune rectification si elle est nécessaire, pour cette raison qu'il n'a pas à s'en occuper. D'une part s'il ne trouve pas le destinataire au domicile indiqué, il rapportera le pli à l'administration qui le versera dans le service d'un autre facteur afin de le faire parvenir, s'il est possible, à celui à qui il est destiné. Si malgré ces recherches on ne le trouve pas on renverra la copie à l'huissier qui la recevra alors que les délais de signification seront expirés. Or, fait-on remarquer à ce sujet pour les actes à échéances, tels que ceux qui sont faits en cas d'appel ou dans le but d'éviter une prescription, ces actes sont souvent remis à l'huissier au dernier moment et dans ce cas la signification ne comporte ni retard, ni erreur.

Les adversaires de cette réforme tirent donc cette conclusion que le nombre des actes dans lesquels la

signification par la poste serait applicable est limité, et que même dans le cas où ce mode de signification pourrait être employé on se heurterait à des objections que les auteurs du projet n'ont point écartées. En effet, qui endossera la responsabilité de la remise ? L'Administration des Postes ne voudra pas l'assumer parce qu'elle peut entraîner, au point de vue pécuniaire des conséquences très graves. Quant à l'huissier, dit-on, il ne peut être raisonnablement rendu responsable des fautes de l'administration ; et alors, concluent encore les adversaires du projet, ce système se traduisant par une absence complète de responsabilité, ne donne aucune garantie aux parties, et, pour cette raison, il ne semble pas qu'il puisse être adopté.

Cette opinion fut d'ailleurs celle de la Chambre de Commerce de Paris qui, dans sa séance du 23 juin 1890, a repoussé par une délibération motivée le projet Rabier aux termes duquel les protêts pourraient être faits désormais par le service des postes.

« Ne devons-nous pas demander, disait le rapport adopté par cette Compagnie, qu'on laisse l'Administration des postes dans son rôle déjà bien assez considérable et absorbant, qu'on ne lui attribue pas des missions qui sortent de sa compétence et feraient peser sur elle, et par suite sur l'Etat, des responsabilités pécuniaires qu'elle n'encourt pas et qu'elle ne doit pas encourir.

« Le facteur des postes, en admettant que son

temps et ses forces suffisent à toutes les tâches dont on le surcharge, va-t-il donc passer au rang d'officier ministériel ? Le pourrait-il, le voudrait-il, qu'il serait absolument incapable d'en remplir les fonctions.

« Le facteur de nos campagnes est un fort honnête homme, mais son instruction est forcément incomplète, et il ne peut être douteux pour personne que l'accomplissement des formalités du protêt donnerait lieu à des embarras insurmontables. »

Que dire de l'opinion de la Chambre de Commerce de Paris, sinon qu'elle nous semble erronée ? La possibilité de faire remettre et même de faire dresser les protêts par les agents des postes est depuis assez longtemps démontrée par l'exemple de ce qui a lieu à ce sujet en Belgique.

Mais cette opinion, conçue en ces termes, paraît pouvoir s'étendre à la remise des exploits en général ; elle ne fait qu reproduire les arguments de tous ceux qui s'opposent à cette réforme ; elle semble même quelque peu exagérer, et noircir à l'excès le tableau sur la prétendue ignorance du facteur qu'elle a l'air de considérer comme absolument illettré.

Le facteur est, à l'heure actuelle, un fonctionnaire bien recruté, zélé, auquel on peut accorder toute confiance. Ne doit-il pas remplir souvent, avec la législation actuelle, des missions fort délicates : la remise d'une lettre chargée exige de sa part autant d'attention et de sagacité que celle d'un exploit quelconque. On sait qu'aujourd'hui la poste est faite

d'une façon remarquable, que bien souvent les lettres ordinaires portant une adresse inexacte ou incomplète arrivent quand même à leur destination ; il est évident que l'administration des postes apportera plus de soin encore, si c'est possible, à la remise d'une lettre recommandée.

En outre on remarquera que si le facteur va dans certains cas passer au rang d'officier ministériel, dans beaucoup d'autres il remplacera simplement les clercs de l'huissier qui ne présentent aucune garantie.

L'argument tiré de l'incapacité du facteur est donc peu sérieux. Il en est de plus spécieux parmi ceux qui déjà ont été exposés, comme par exemple la possibilité de retards ; mais il faut, pour les réfuter, aborder l'organisation même du système ; c'est sous le chapitre suivant que cette discussion trouvera sa place.

On peut élever cependant un second groupe d'objections qui nous semblent plus fondées ; mais celles-ci ne s'adressent pas au principe de la remise des actes par la poste ; au contraire, elles l'admettent comme un progrès désirable ; elles sont seulement dirigées contre le projet élaboré par la commission de réforme du code de procédure, le projet Sarrien. Ainsi ce projet laisse peut-être subsister trop souvent la nécessité du ministère de l'huissier. Il sera intéressant de rechercher s'il y a des motifs sérieux pour que cette réforme ne reçoive pas une application plus large. Mais l'étude de cette question devra suivre

logiquement celle du système que nous préconisons et qui soulève contre le projet Sarrien un certain nombre d'objections tenant à ce que son organisation pratique semble insuffisamment réglementée ou certaines de ses dispositions critiquables.

Il sera nécessaire aussi de parler des règles de la compétence qui nous paraissent, contrairement à l'opinion de la commission, devoir être modifiées à plusieurs points de vue et d'examiner si le rôle des huissiers doit rester ce qu'il est dans le projet Sarrien, ou recevoir au contraire les changements que semble logiquement rendre indispensables la mise en œuvre d'une réforme dont ce rôle même sera en grande partie l'objet.

TITRE CINQUIÈME

Exposé d'un Système

pour la Remise des Exploits par la Poste

C'est dans la bonne organisation de la remise des actes par la poste que réside l'argument le plus décisif qu'on pourrait invoquer en faveur de ce système qui doit, sous peine d'être inutile, réaliser des conditions d'économie, de célérité et de sûreté.

Il est manifeste que ce projet intéressant l'organisation des postes, certains actes législatifs seraient nécessaires pour réglementer ce nouveau service d'une administration qui déjà en comprend plusieurs autres ; notre étude ne peut cependant porter sur tous les détails de cette organisation postale proprement dite ; nous nous occuperons seulement de ceux qui peuvent intéresser la procédure, l'officier ministériel ou le justiciable, sans aborder des questions techniques sur lesquelles auraient à statuer des compétences spéciales.

Nous supposerons toujours qu'il s'agit d'un ajournement, afin d'asseoir toutes discussions sur les mêmes bases : cet exploit est le plus fréquent, le plus important, le plus réglementé par la loi dans les détails de sa forme ; c'est donc celui qui se prête le mieux à l'étude entreprise qu'il est indispensable de faire porter sur un exploit capital afin de poser un principe qui puisse être généralisé et étendu avec facilité aux exploits de moindre importance.

Dans le projet Sarrien, l'ajournement rédigé par l'avoué ou l'huissier est remis par ce dernier à la poste sous double bande et avec recommandation.

Et déjà une objection s'élève au sujet de cette double bande qui a comme avantages de permettre sur la copie de l'acte l'apposition du timbre de la poste et d'un numéro d'ordre et d'attirer l'attention de l'employé des postes sur la nature du pli.

Mais alors que devient le secret qui doit entourer la signification des exploits ? Les bandes entre-croisées ne semblent pas devoir être un obstacle suffisant contre l'indiscrétion d'un tiers et le projet Sarrien fait renaître en partie les inconvénients auxquels avait remédié la loi du 15 février 1899 sur le secret des actes signifiés par huissiers, loi qui prescrit à ces officiers ministériels de mettre sous enveloppe fermée, sans indications autres que les noms et demeure de la partie et que le cachet

de l'huissier, les copies remises à toutes autres personnes que la partie elle-même ou le Procureur.

Pourquoi ne pas remettre l'exploit sous enveloppe, comme cela se fait en Allemagne ? Il est vrai qu'en Allemagne l'huissier appose son cachet officiel sur cette enveloppe afin de permettre à l'Administration des Postes de reconnaître que ce pli contient un exploit. Ce système, si préférable au point de vue du secret à celui de bandes entrecroisées, a lui aussi ses détracteurs. Certains, poussant jusqu'aux extrêmes limites le principe que la remise des exploits doit être entourée d'un secret absolu, pensent que le cachet de l'huissier apposé sur l'enveloppe laisse encore trop de place à l'indiscrétion et demandent que cette enveloppe ne puisse rien révéler par ses signes extérieurs sur la nature de son contenu. On pourrait imaginer, dit-on par exemple, la mise sous enveloppe se faisant au guichet auquel l'exploit est remis, devant l'employé qui opère la recommandation ; celui-ci inscrirait sur cette enveloppe une simple indication de service permettant au bureau de poste du lieu de destination de reconnaître que ce pli recommandé contient un acte d'huissier.

Ces dernières objections nous semblent empreintes de quelque exagération : il importe avant tout de conserver le secret de l'acte lui-même, mais le secret de la remise paraît plus difficile à faire observer ; puisque la nécessité d'un signe extérieur qui révèle la

nature du pli est incontestable, que gagnera-t-on à ce que ce signe soit plus ou moins cabalistique au lieu d'exprimer clairement ce qu'il veut dire ? Le signe sera toujours identique évidemment et, quel qu'il soit, sa présence signifiant chaque fois la même chose, les tiers auront tôt fait de deviner que l'enveloppe contient un acte judiciaire ou extrajudiciaire.

Une indication vague, capable de s'appliquer à tous les actes de procédure peut-elle, si elle ne précise pas la nature de cet acte, causer à son destinataire un préjudice sérieux ? Le rapport de M. Garreau, sur la loi du 15 février 1899 alors en projet, répond à cette question : « Si le tiers peut pénétrer ainsi la nature de l'acte, dit-il, il n'a pas du moins le moyen de connaître son objet, c'est-à-dire le fait même qu'il importe de mettre à l'abri de sa curiosité et de placer sous la sauvegarde du secret le plus absolu. Il n'aura pu ni prendre, ni recevoir copie de l'acte. L'acte délivré met-il en jeu une question d'ordre pécuniaire, une question d'état ou une question concernant l'honneur et la considération de la personne citée ? Est-il judiciaire ou extrajudiciaire ? Quelle est la juridiction saisie ? A quelles fins tend l'exploit ? Sur quels moyens de fait et de droit s'étaye-t-il ? Voilà autant de questions que le tiers pourra se poser sans pouvoir y répondre, et il se trouvera dans la situation d'un homme qui sait simplement que l'enveloppe contient un exploit, ce qui comportera pour lui le devoir étroit de le faire parvenir à

la partie intéressée. Pour tout le reste, c'est-à-dire pour la partie vraiment essentielle de l'exploit, il en sera réduit à d'impuissantes conjectures et sur tout cela planera un voile épais qu'il ne pourra lever. »

L'impossibilité de dissimuler aux tiers la nature de l'acte résulte, d'après la loi du 15 février 1899, de ce fait que la copie, en l'absence de la partie elle-même, devait être placée sous enveloppe au moment de la remise, c'est-à-dire en présence de la personne chargée de la recevoir. Bien que cette impossibilité provienne, dans notre système, des mentions sommaires que devrait porter l'enveloppe, les paroles du rapporteur peuvent s'appliquer à l'un comme à l'autre cas, puisque, dans l'un comme dans l'autre, le tiers n'en saura pas davantage.

Il paraît impossible en effet de confier au facteur la mission donnée à l'huissier par la loi du 15 février 1899 : la copie de l'acte devrait être présentée par l'agent des postes sous enveloppe déjà scellée ; en décider autrement, ce serait compliquer sa tâche et la rendre inutilement délicate.

Nous croyons même que cette enveloppe doit être remise scellée à la poste par l'officier ministériel afin d'éviter toute indiscretion et surtout de laisser à ce procédé toute la simplicité qu'il doit avoir.

Ces enveloppes devraient, selon nous, être conformes à un modèle spécial établi par l'Administration des Postes qui les délivrerait aux officiers ministériels selon leurs besoins : elles seraient perforées

suffisamment pour permettre l'apposition sur la copie d'un timbre à date avec le nom du bureau destinataire. Enfin une mention uniforme et très sommaire indiquerait la nature du contenu de cette enveloppe, afin d'attirer l'attention des agents des postes ou des tiers sur son importance. Il faut en effet que le facteur sache qu'il a à remettre un exploit pour qu'il accomplisse régulièrement les formalités auxquelles peuvent donner lieu l'absence du destinataire ou son refus de recevoir l'acte ; il faut en outre que les serviteur, parent, voisin ou maire qui recevront l'exploit dans le premier de ces cas, ne puissent avoir aucun doute sur l'intérêt qu'il y a pour la partie elle-même à en prendre connaissance le plus tôt possible. Peu importe la forme de cette mention : elle devrait cependant attester l'urgence du pli, dans tous les cas, et être assez générale pour ne donner lieu à aucune supposition précise, et ne pas trahir le contenu de l'acte.

Le secret de l'acte est donc bien et dûment garanti par le moyen très simple, très pratique et peu dispendieux de l'enveloppe fermée.

Contre la copie de l'exploit ainsi remise à un bureau de poste qui recommande le pli, il est délivré à l'expéditeur, comme pour une lettre chargée ordinaire, un récépissé portant le nom et l'adresse de l'officier ministériel et ceux du destinataire, la date de cette remise à la poste et un numéro d'ordre. Aussitôt après, la copie est expédiée au bureau de desti-

nation par les soins du service des postes, les timbres du bureau d'émission ayant été préalablement apposés sur l'enveloppe.

Ce système s'éloignerait donc du projet Sarrien, en ce qui concerne la remise sous enveloppe qui paraît préférable aux doubles bandes pour les raisons indiquées ; il en différerait encore quant aux formes de la recommandation ; nous voudrions en effet que celle-ci fut spéciale et constatée sur des livrets spéciaux, qu'il s'agisse de celui qui serait tenu au bureau expéditeur pour y enregistrer les copies d'actes déposées entre les mains de ses agents, ou de celui sur lequel serait constatée la réception de ces copies par les parties destinataires. Cette spécialité faciliterait les recherches, en cas de besoin, en permettant de ne pas confondre avec les lettres recommandées ordinaires ces plis d'une nature différente.

L'acte ainsi remis, la poste s'en empare et le fait parvenir sans délai au bureau le plus voisin du domicile du destinataire ; l'enveloppe, par sa forme et les mentions qu'elle porte, indique aux agents du bureau de distribution quelle est la nature de son contenu ; ceux-ci y apposent le timbre à date de ce bureau et le pli est mis en distribution. Il n'y a donc là rien de particulier ; les copies d'actes seraient traitées au moment de leur passage d'un bureau à l'autre comme toutes les lettres.

Supposons maintenant, ce qui sera le cas le plus fréquent, que le facteur trouve chez elle la personne

à laquelle est adressé le pli : il le lui remet comme une lettre recommandée, après l'avoir fait signer sur un livret qui, nous l'avons dit, devrait être affecté spécialement aux copies d'exploits ; de son côté, avant de remettre la copie, le facteur y appose un timbre à date par l'espace laissé libre à cet effet dans l'enveloppe. L'apposition du timbre à date au moment de la remise constituerait une innovation nécessaire : il faut en effet que la copie soit datée du jour où elle a été remise ; dans notre système elle ne peut l'être au bureau de poste destinataire comme le décide le projet Sarrien, le receveur ignorant, au moment où la copie lui parvient, si elle pourra être signifiée le jour même. Dans le projet Sarrien, la date de la remise est déterminée par la dernière empreinte du timbre du bureau de poste de destination apposé par le receveur avant la mise en distribution. Mais la double bande devant faire place selon nous à l'enveloppe pour les raisons que nous avons indiquées, il devient impossible d'apposer sur une copie plusieurs timbres à date, comme si deux simples bandes la laissaient presque entièrement apparente : l'importance de cette date exige d'ailleurs que ce timbre soit mis avec soin et qu'il ne puisse y avoir aucune confusion entre différentes empreintes.

En un mot, le pli devrait porter sur son enveloppe tout ce que portent les plis recommandés, plus une mention spéciale destinée à révéler sa nature, alors que sur la copie même figurerait

une seule date, celle de sa remise effective à son destinataire.

Ensuite, dit le projet Sarrien, « avis est donné par le receveur des postes à l'huissier qui mentionne immédiatement sur l'original la signification et sa date et y annexe l'avis ».

Il faut, bien entendu, que l'officier ministériel qui a confié à la poste, pour la faire signifier, la copie d'un exploit, soit averti de cette signification et c'est encore à la poste qu'incombe cette tâche d'ailleurs fort simple. L'huissier, dit le projet Sarrien, est averti par un avis que lui envoie le receveur du bureau de distribution. Il y aurait peut-être une légère simplification à apporter sur ce point : c'est de remplacer cet avis par un récépissé que signerait le destinataire sur un livret à souches au moment où le facteur lui remet l'acte. L'officier ministériel aurait ainsi, pour l'annexer à l'original, un récépissé signé de la partie elle-même ou de la personne qui a reçu la copie pour elle et la poste conserverait comme preuve de cette remise la souche de ce récépissé.

Nous avons supposé jusqu'ici que le facteur chargé de remettre le pli trouvait à son domicile le destinataire lui-même : ce sera le cas le plus fréquent, mais il arrivera cependant, comme actuellement pour les significations faites par les huissiers, que la partie étant absente le facteur ne trouvera que des parents ou des serviteurs. Il ne sera pas rare encore qu'il n'y ait personne au domicile. Le facteur devra-t-il alors

porter le pli au voisin le plus proche et, s'il est absent ou refuse de le recevoir, à la mairie ? Ou bien, abandonnant ici le système actuel, faudra-t-il supprimer, d'accord avec le projet, la signification au voisin comme une chose inutile et faire porter immédiatement l'acte à la mairie en l'absence de parents ou serviteurs au domicile de la partie ?

L'article 16 du titre II du projet, qui règle pour l'avenir ces différents cas, diffère sensiblement de l'article 68 de notre code de procédure : il y a bien entre eux des points communs : la signification aux parents, aux domestiques, au maire ; mais le système actuel admet la remise aux voisins que repousse le projet et, tandis que l'article 68 fait de la remise à la mairie une formalité à peu près inutile, le projet en décidant qu'avis sera donné au destinataire de ce dépôt, lui rend au contraire son utilité.

L'agent des postes, en l'absence du destinataire, devrait comme le décide le § 2 de l'article 17 remettre l'exploit aux parents ou aux domestiques chargés par l'article 16 de le recevoir. Bien entendu, il ne peut être question dans ce cas d'appliquer spécialement les dispositions de la loi du 15 février 1899 sur le secret des actes signifiés ; elles se trouveraient observées rigoureusement, dans tous les cas, ainsi qu'il a été dit plus haut.

L'administration des postes exige actuellement une procuration de celui qui reçoit, en l'absence du destinataire et pour lui, une lettre recommandée. Semblable exigence ne pourrait être imposée pour la remise

des exploits, sous peine de rendre le système impraticable ; et il faudrait bien que la signature fût suffisante. D'ailleurs les raisons qui motivent cette formalité actuelle ne subsisteraient pas ; s'il est bon de ne remettre une lettre chargée ou recommandée qui peut contenir des valeurs qu'à son destinataire ou à une personne investie de sa confiance par une procuration régulière, les craintes de détournements sont dissipées alors que le tiers se trouve en présence d'un exploit n'ayant pour lui aucune valeur et ne pouvant faire naître aucune tentation.

Le facteur devrait cependant s'assurer de la qualité de la personne à laquelle il remettrait le pli, et lui faire affirmer cette qualité sur le récépissé. Cette déclaration écrite faite par le signataire éviterait toutes chances d'erreur de la part de l'agent des postes. Elle paraît même absolument indispensable, des contestations pouvant naître, par la suite, au sujet de cette remise, pour savoir si elle a été régulière.

Quelqu'un a pu, par erreur ou par intention frauduleuse, se donner une fausse qualité et recevoir l'acte ; il importe de mettre la responsabilité du facteur à l'abri ; c'est ce résultat qu'on obtiendrait en faisant précéder la signature d'une déclaration de qualité par laquelle l'agent des postes serait ainsi mis à couvert. Le rare intérêt qu'offrirait ces fausses déclarations pour ceux qui s'en rendraient coupables les laisserait d'ailleurs aussi peu fréquentes qu'elles le sont actuellement avec le ministère des huissiers. Mais ce n'est

pas une raison suffisante pour ne pas les faire affirmer par écrit : sans quoi il serait à craindre que les irrégularités devinssent plus nombreuses en l'absence de tout moyen de contrôle.

Cette déclaration remplacerait donc la mention faite par l'huissier, sur l'exploit, de la personne à laquelle il a remis l'acte et de la qualité de cette personne.

Quelques difficultés de détails s'élèvent à l'heure actuelle sur le sens du mot serviteur. La jurisprudence les a tranchées presque toutes ; le projet tient à préciser davantage et remplace ce mot au sens un peu extensible par ceux de « domestiques attachés au service, employés ou commis » Ces expressions, par leur précision, feront cesser la plupart des controverses qui subsistaient et elles nous paraissent assez claires pour qu'il soit inutile de les commenter. Cependant, en présence du grand intérêt pratique que peut avoir la solution d'une controverse encore possible sur ce point, il aurait peut-être été bon d'indiquer les concierges parmi les personnes pouvant recevoir un acte. Sera-t-il possible désormais de les faire entrer dans la catégorie des « domestiques attachés au service » de l'assigné comme, à l'heure actuelle, la jurisprudence les fait rentrer dans celle des serviteurs, ⁽¹⁾ alors que la plupart du temps ils recevront l'acte pour un locataire ? Et, d'autre part, peut-on songer à leur

(1) Tribunal de la Seine. — 23 mars 1897. — D. P. 97, 2, 216.

interdire de recevoir les actes destinés aux locataires de l'immeuble où ils exercent leurs fonctions ? Ce serait dans les grandes villes, une énorme incommodité. Mais il y a dans l'expression de « domestiques attachés au service » une précision voulue dont le but est de restreindre le sens large du mot « serviteur » ; il est à craindre que sur ce point la controverse renaisse.

Il existe au sujet des « parents » qui peuvent recevoir un exploit une difficulté d'une certaine importance à laquelle la jurisprudence donne cependant une solution depuis longtemps constante. Les parents ou alliés de tout degré désignés par le mot « parents » de l'article 68 doivent-ils faire partie de la famille et habiter la maison de celui à qui l'exploit a été adressé ? Quelques arrêts anciens ont décidé qu'en cas d'absence de la partie assignée, la remise de la copie ne pouvait être faite qu'à des parents domiciliés avec celle-ci. Une seconde opinion définitivement consacrée par la jurisprudence décide au contraire que la loi n'exige pas que le parent trouvé au domicile de l'assigné et auquel on peut remettre la copie de l'exploit ait sa demeure chez l'assigné et que cette copie est valablement laissée à un de ses parents trouvé accidentellement dans son domicile ⁽¹⁾.

Malgré l'intérêt pratique considérable qui semblait

(1) En ce sens : Aix 6 fév. 1826. — Civ. c. 14 mai 1838. — Toulouse 8 août 1850. — GLASSON et COLMET DAAGE 2^e édit. t. 1. n° 372.

devoir favoriser l'adoption de cette dernière opinion, le projet Sarrien retourne à l'ancienne jurisprudence et décide que l'exploit ne pourra être laissé qu'aux personnes de la famille du destinataire ayant avec lui un domicile commun. Impossible donc de se méprendre sur les intentions de la commission qui tranche nettement la controverse précitée. Il serait préférable croyons-nous que l'opinion contraire prévaut : il n'y a pas de raisons bien sérieuses pour douter des parents qui ne sont pas habituellement domiciliés avec la partie elle-même ; en leur permettant ce que le projet leur interdit, le législateur ne ferait que consacrer le système qui semble le plus logique et qui serait souvent le plus rapide. Pourquoi d'ailleurs sacrifier le système actuel ? A-t-il des inconvénients ? Sans doute, c'est en invoquant des arguments de textes que la jurisprudence la plus récente l'a consacré ; mais l'eut-elle fait si un danger avait pu en naître pour la bonne administration de la justice, et cette persistance de la jurisprudence ne prouve-t-elle pas qu'il n'y a aucun motif à invoquer pour modifier sur ce point l'œuvre très sage de nos tribunaux et de nos cours ?

Faut-il laisser subsister la remise de l'exploit à un voisin si personne n'est au domicile du destinataire pour le recevoir ? On peut sans hésitations répondre non. Le mot voisin est ambigu : son sens varie de la ville à la campagne comme varie la distance entre les habitations, et l'huissier chargé de la signification est assez souvent embarrassé pour savoir auquel d'entre

eux il doit s'adresser, qu'ils soient trop nombreux ou au contraire trop rares et éloignés.

D'ailleurs les résultats pratiques de cette disposition de l'article 68 du Code de procédure civile sont peu appréciables : la plupart du temps, le voisin refuse la copie pour ne supporter aucune responsabilité et l'acte est porté à la mairie. Enfin, les raisons qui ont milité en faveur de cette suppression alors qu'il s'agissait, dans le projet Sarrien, de significations faites par les huissiers, ont encore plus de poids dans le système de la signification par la poste ; il est impossible, en effet, d'imposer au facteur rural un surcroît de chemin parfois long et fatigant. Ce sont sans doute toutes ces considérations qui ont fait écarter du projet cette disposition de l'article 68 du code de procédure civile ; l'exposé des motifs ne s'en explique pas.

Le maire ferme la nomenclature des personnes auxquelles doit s'adresser l'huissier lorsqu'il n'a pas rencontré la partie elle-même. « Si ce voisin ne peut ou ne veut signer, dit cet article, l'huissier remettra la copie au maire ou adjoint de la commune, lequel visera l'original ». L'article 16 du projet transforme ainsi cette disposition : « Dans le cas où aucune des personnes ci-dessus dénommées n'est rencontrée, l'huissier dépose l'acte à la mairie, après l'avoir fait viser par le maire, l'adjoint ou le secrétaire. Il doit donner, par lettre recommandée, avis du dépôt au destinataire. »

Il ne peut être question, en effet, de supprimer les

significations aux maires ; en fait elles sont très nombreuses, l'huissier ne trouvant assez souvent personne au domicile. Il n'est pas à craindre cependant que la suppression de la remise au voisin les rende beaucoup plus fréquentes parce que, comme nous l'avons dit, les voisins acceptent très rarement les exploits.

A l'heure actuelle, la signification à la mairie est réglée d'une façon fort imparfaite et ne constitue qu'une formalité qui n'a le plus souvent aucune utilité pratique. En effet, le visa n'implique aucunement, de la part du maire, engagement de faire parvenir la copie à sa destination et on ne saurait lui imposer une obligation qu'aucun texte de loi ne met à sa charge ; il n'est même pas tenu d'en donner avis au destinataire ⁽¹⁾. Le résultat est aisé à comprendre : les maires, presque toujours, et même toujours dans les villes importantes ne font rien pour que l'exploit parvienne à celui qu'il intéresse et comme d'un autre côté celui-ci n'est pas averti de la tentative de signification qui a été faite à son domicile ou de la remise à la mairie, l'acte y reste ignoré de lui.

Le projet Sarrien apporte, sur ce point, une innovation très importante. L'huissier doit donner, par lettre recommandée, avis de ce dépôt au destinataire. Dans le système que nous exposons, attribuons au receveur des postes cette tâche confiée à l'huissier par le projet Sarrien et le même résultat sera obtenu. Le

(1) Nancy, 12 mars 1885. — D. P. 86. 2, 37.

facteur n'a-t-il pu signifier la copie à domicile, il la retourne au bureau avec une mention sur l'enveloppe attestant l'absence ou le refus du destinataire, des parents ou des serviteurs, comme il le fait actuellement pour les lettres ordinaires qu'il ne peut livrer. Aussitôt, l'exploit est remis en distribution pour être porté à la mairie le jour même, et le receveur envoie à l'assigné une lettre recommandée lui donnant avis de ce dépôt.

On voit immédiatement l'importance de cet avertissement : la lettre recommandée parviendra presque certainement à destination : elle sera présentée une fois, deux fois, trois fois si c'est nécessaire et versée au rebut alors seulement que toutes les tentatives auront été faites pour porter la signification au maire à la connaissance de l'intéressé. La plupart du temps, après avoir été ainsi averti, son destinataire ira chercher l'exploit à la mairie et le résultat sera atteint. Il est vrai que quelquefois un retard pourra s'ensuivre si la lettre recommandée ne parvient qu'un jour ou deux après le dépôt ; mais ce retard ne sera pas ordinairement préjudiciable et, en tout cas, il vaudra mieux pour l'intéressé être prévenu tardivement que ne l'être jamais. Bien entendu la date de cet avertissement n'aurait aucune influence sur celle de l'exploit qui porterait celle de son dépôt à la mairie.

Le visa du maire, de l'adjoint, ou du secrétaire serait remplacé par une indication de leur qualité suivie de leur signature sur le récépissé de l'exploit,

comme en ce qui concerne les significations faites aux autres personnes.

Le secrétaire de mairie que l'énumération de l'article 68 excluait a été ajouté avec raison par le projet, l'absence fréquente du maire ou des adjoints rendant la remise des exploits difficile et pouvant faire naître des retards.

Les personnes n'ayant ni domicile ni résidence connus seraient assignées au parquet du Procureur de la République du tribunal où la demande est portée (titre II art. 18 § 13 du projet). Il n'y a, dans ce cas, absolument rien à modifier dans le système exposé de signification par la poste : comme le maire, le Procureur donnerait son visa sur le récépissé au lieu de le donner sur l'original. Il faut savoir gré à la commission d'avoir supprimé l'affichage de l'exploit à la principale porte de l'auditoire du tribunal. La pratique a démontré l'insuffisance de cette publicité et son entière inutilité.

Faudra-t-il qu'avant toute signification au parquet le facteur ait fait toutes les recherches utiles pour trouver le domicile de la partie ? D'une manière générale, les tribunaux ne peuvent admettre ce mode exceptionnel d'assignation qu'autant qu'il leur est démontré que l'on a fait, pour découvrir la personne à assigner, toutes les investigations que commandaient la prudence et la bonne foi ⁽¹⁾ et la significa-

(1) Amiens 17 nov. 1894. — D. P. 95. 2. 332. — Nancy 23 nov. 1901. — D. P. 1902. 2. 172.

tion faite au parquet est irrégulière s'il n'est pas démontré que l'huissier ait fait toutes les recherches nécessaires pour découvrir le domicile ou au moins la résidence de la personne à assigner.

Voilà un rôle qu'il semble bien difficile de donner au facteur et il faut reconnaître que, sur ce point, la remise des actes par la poste constitue une légère infériorité sur les significations faites par les huissiers. Ceux-ci n'étant pas liés par la rigidité d'un système administratif se déplaceront, enquêteront plus facilement pour découvrir le domicile d'une partie qui, peut-être, se cache. Le facteur, lui, n'évolue que dans une circonscription assez limitée et ne peut en sortir ; il n'a ni le temps ni les moyens dont dispose l'huissier ; il lui sera possible seulement d'après les renseignements qu'il puisera à un ancien domicile d'indiquer quel est le nouveau, si on a pu le lui dire, et de faire remettre le pli en distribution avec la nouvelle adresse. Dans le cas où celle-ci lui resterait inconnue, il retournerait immédiatement l'exploit à l'officier ministériel qui l'a remis à la poste, lequel déciderait s'il doit faire continuer des recherches ou au contraire envoyer immédiatement la copie au parquet.

Mais il ne faut pas exagérer ces inconvénients : d'abord, le plus souvent, cet officier ministériel saura avant de lancer l'exploit si réellement le domicile est inconnu ou si, au contraire, il a quelques chances de le découvrir et, dans le premier de ces cas, il adressera

l'acte au parquet sans plus tarder. S'il y a doute de sa part il lui sera facile, avant d'envoyer la copie, de prendre des renseignements par l'intermédiaire des parquets ou des maires, comme il le fait parfois à l'heure actuelle. Enfin, à supposer qu'il ignore ce changement de domicile, il ne faut pas croire que la poste se trouvera dépourvue de tous moyens d'investigation. Combien de fois n'a-t-elle pas fait parvenir une simple lettre portant une adresse erronée ou ancienne à son adresse véritable ignorée de l'expéditeur ? Un agent d'affaires nous disait récemment à quel procédé il recourt pour découvrir certains domiciles à la suite de changements d'adresses : il fait présenter par la poste à l'ancien domicile une traite fictive qui lui revient avec une mention de refus et l'indication du domicile actuel du pseudo-débiteur. Les résultats obtenus ainsi, disait-il, sont excellents et presque toujours le renseignement est donné sans qu'il ait même été demandé. La poste n'est donc pas, à ce point de vue, aussi dépourvue de moyens que ses adversaires voudraient en paraître persuadés et le public est en droit de compter sur ses services.

Il n'y a rien de particulier au sujet des exploits qui doivent être signifiés à certaines personnes morales énumérées par l'article 18 du titre II du projet, aux faillites et aux incapables. Le § 12 de cet article contient cependant des dispositions intéressantes concernant les assignations à signifier à ceux qui habitent le territoire français hors de l'Europe et de l'Algérie

ou de la Tunisie et les pays étrangers. « Ils seront, dit cet article, assignés par la remise à la poste sous pli recommandé ou, à défaut de conventions postales, au parquet du Procureur de la République près le tribunal où la demande est portée, lequel vise l'original et envoie directement la copie au ministre compétent ou à toute autre autorité déterminée par les conventions diplomatiques. C'est la reproduction, sous d'autres termes, des dispositions de l'article I de la Convention de la Haye du 14 novembre 1896, sous le titre : « Communication des actes judiciaires et extrajudiciaires ». Cet article a été cité au cours de l'étude du système employé en Belgique pour les significations à faire à l'étranger, mis en vigueur dans ce pays par l'arrêté-loi du 1^{er} avril 1814 et profondément modifié en présence de la jurisprudence hostile de certaines nations, par la loi belge du 28 juin 1889. Le paragraphe 12 de l'article 18 précité est en harmonie complète avec la loi belge et la Convention de la Haye.

Il faut enfin prévoir le cas où le destinataire, le parent ou le domestique refuserait l'exploit : le facteur ne pourrait pas, comme le fait parfois l'huissier, laisser la copie sur un des meubles de la pièce où il a été introduit ou la jeter à terre, parce qu'il lui faut une signature ; il devrait donc faire mention de ce refus sur l'enveloppe ; le pli serait alors, par les soins du receveur, adressé au maire qui reproduirait sur le récépissé la mention du refus. Si le maire lui-même re-

fusait de recevoir l'acte, ce qui serait fort rare, le receveur devrait alors retourner l'acte à l'officier ministériel qui l'a remis à la poste pour qu'il l'adressât au parquet.

Le facteur ne trouve-t-il au domicile du destinataire aucune personne pouvant signer, soit par ignorance de l'écriture, soit par suite d'une infirmité ? Comme dans le cas précédent, mention en serait faite sur l'enveloppe et le pli adressé au maire. On trouverait dans cette manière de procéder plus de garanties que dans l'attestation d'un ou de deux témoins que l'acte a été remis.

Dans le cas où la signification est faite au domicile élu, les règles à suivre pour la remise de la copie sont les mêmes que lorsque la signification est faite au domicile réel, notamment en ce qui concerne la remise de l'exploit aux parents ou domestiques. Afin d'éviter toute confusion, l'adresse devrait être rédigée de telle façon qu'il puisse en résulter clairement, pour celui qui habite le domicile d'élection, que le pli ne le concerne pas. Ce serait là une chose facile laissée à l'initiative de l'officier ministériel expéditeur. (1)

Nous n'avons parlé jusqu'ici que des significations faites à domicile : ce sont les plus fréquentes ; et même celles qui sont faites à personnes, hors de leur

(1) Voir par analogie la mention prescrite à cet effet par la circulaire du 2 mai 1859 sur les convocations à l'ordre amiable faites aux domiciles élus.

domicile sont relativement rares. Elles le deviendront davantage encore lorsque les attributions des huissiers seront passées à l'administration des postes, car le facteur ne pourra pas chercher le destinataire, s'il est absent de son domicile, avec autant de diligence que peut le faire un huissier ; le temps lui ferait défaut. Mais ce n'est pas à dire que toute signification à personne lui serait interdite ; s'il connaissait personnellement la partie à assigner il pourrait certainement lui remettre l'acte en quelque lieu qu'elle fût lorsqu'il la rencontrerait. Ce cas serait plus fréquent à la campagne et dans les localités peu importantes où les gens se connaissent davantage, que dans les grandes villes. Les recherches pourraient y être fort courtes et facilitées par le peu de densité de la population. Il n'y a donc aucune raison pour refuser au facteur le pouvoir de signifier des exploits à personnes hors de leurs domiciles, et bien que ce mode de signification doive rester rare il pourrait cependant, dans certains cas, avoir une utilité incontestable.

L'article 10 du dernier titre du projet, reproduisant avec quelques modifications de détails l'article 1037 du code de procédure civile, dispose qu' « aucune signification ni exécution ne pourra, à peine de nullité, être faite depuis le premier octobre jusqu'au 31 mars, avant six heures du matin et après six heures du soir, et depuis le premier avril jusqu'au 30 septembre avant quatre heures du matin et après

neuf heures du soir ». « Sont également nulles, ajoute cet article, les significations et exécutions faites les dimanches et jours de fête légale si ce n'est en vertu de la permission du juge dans les cas d'urgence ».

Semblables prescriptions devraient s'appliquer aux significations faites par la poste. Cependant, il serait peut-être bon de s'en tenir aux heures ordinaires de distribution sans limiter autrement le temps où pourraient être signifiés les actes, selon les saisons.

Bien que la nature ait consacré les heures de nuit au repos, il est impossible de dire qu'elles seraient troublées par des provocations judiciaires alors que le facteur effectuerait une de ses tournées quotidiennes, le soleil fût-il couché. Les heures de distribution sont fixées pour la commodité de tous, à des moments où la vie active est déjà reprise ou n'est pas encore éteinte et il n'est pas à craindre que ceux auxquels des actes doivent être remis soient troublés dans leur quiétude par des visites intempestives des facteurs.

Les raisons qui ont fait interdire les significations pendant les jours de fête légale sont encore fondées sur le respect qu'on doit avoir pour le repos des citoyens. Il est dans l'ordre des convenances morales et politiques que par des actes souvent affligeants aucun individu ne puisse être troublé dans la part qu'il prend à l'allégresse publique ou dans l'accomplissement des devoirs de son culte. Ces raisons subsisteraient, à supposer que la poste eût le rôle actuel des huissiers et il serait peut-être préférable de main-

tenir sur ce point le statu quo, c'est-à-dire l'interdiction de signifier les exploits les dimanches et jours fériés. Cette interdiction pourrait cependant être levée par le juge dans certains cas exceptionnels, comme le décide le projet après l'article 1037. L'enveloppe, par une mention spéciale, l'indiquerait alors au receveur des postes du bureau de destination et le pli serait présenté un dimanche ou un jour férié.

Nous croyons avoir examiné successivement la plupart des hypothèses qui pourraient se présenter lors de la mise en pratique du système que nous exposons. Elles ont toutes reçu une solution : nous ne voulons pas cependant nous dissimuler que l'expérience apporterait parfois l'idée de modifications possibles et aussi, sans doute, de lacunes à combler. Mais la pénurie de matériaux nous a laissé en présence d'un terrain un peu aride et c'est là peut-être notre excuse.

TITRE SIXIÈME

Forme matérielle des Exploits

La remise des exploits par la poste nécessiterait d'importantes modifications dans leur forme.

Il faut remarquer que le but de tous les actes n'étant pas le même, chacun ayant au contraire sa fin particulière et déterminée, les mêmes formalités ne sont pas essentielles à tous ; les mentions qu'ils doivent contenir varient selon leur nature et à chacun d'eux s'appliquent en même temps que des règles générales, des règles spéciales. Il n'est pas possible d'étudier dès maintenant les détails de chaque acte en particulier. L'ajournement est celui qui se prête le plus facilement à une étude générale ; la plupart des mentions qu'il doit contenir se retrouvent en effet dans un grand nombre d'exploits. Il sera donc la base de l'étude qui va suivre.

L'article 11 du titre II du projet Sarrien dit ce que l'ajournement doit contenir : « 1° la date des jour, mois et an ; 2° les nom, prénoms, la profession, le domicile

ou la résidence du demandeur, ceux du défendeur ou tout autre désignation précise des parties ; 3° la constitution de l'avoué qui occupera pour le demandeur ; 4° les nom et demeure de l'huissier et la mention de la personne à laquelle copie de l'exploit sera laissée ; 5° l'objet de la demande, l'exposé sommaire des moyens et, en matière immobilière, la désignation de l'immeuble ; 6° l'indication du tribunal qui doit connaître de la demande et celle du jour et de l'heure où elle sera appelée ; 7° l'offre de communiquer à l'avoué constitué les pièces énoncées dans l'exploit ».

C'est à peu près la reproduction de l'article 61 du Code de procédure civile avec cependant deux importantes modifications concernant l'une, l'assignation à jour fixe, l'autre l'offre de communiquer les pièces ; mais il n'y a pas lieu de s'arrêter à ces innovations qui sortent du cadre du sujet.

Nous avons laissé entrevoir quelques doutes sur la nécessité de conserver à l'huissier toute l'étendue du rôle que lui laisse le projet ; la question sera examinée plus loin. Nous exprimons cependant à nouveau l'avis que les significations d'actes devraient être faites exclusivement par la poste. Il va par conséquent en résulter certaines divergences entre l'article 11 du projet et celui qui devrait le remplacer si la poste avait le monopole exclusif de ces significations.

Cependant malgré les différences qui sépareraient ces deux systèmes, quant à la rédaction d'un article destiné à régler les mentions prescrites dans les ajour-

nements, la plupart d'entre elles conserveraient dans l'un comme dans l'autre cas toute leur utilité et ne feraient que changer de forme matérielle.

Telle serait par exemple la date. Nul ne songe à contester son inéluctable nécessité ; il faut que tout exploit porte le jour, le mois et l'année de sa signification. Elle ne fixerait plus cependant le point de départ du délai de comparution puisque les assignations seraient données à jour fixe ; mais au point de vue de la prescription, de la mise en demeure, des intérêts moratoires, de la bonne foi du possesseur, des jours où il est interdit de signifier un ajournement elle conservera toujours sa raison d'être.

Actuellement l'huissier date l'original et la copie de l'exploit au moment de la signification et, bien que rien ne le prescrive dans la loi, il écrit cette date en toutes lettres. Il ne pourra plus en être ainsi lorsque les actes seront remis par la poste ; la copie sera placée sous enveloppe et livrée au bureau expéditeur alors que l'original restera entre les mains de l'officier ministériel. Comme il a été dit plus haut, il serait préférable que le timbre à date fût apposé sur la copie, seulement au moment où l'exploit est signifié, afin qu'il n'y eût aucune confusion possible entre les diverses empreintes ; en effet si la copie était oblitérée au bureau de distribution et si le facteur ne pouvait la remettre à la partie ou au maire le même jour, (comme en cas de domicile inconnu) il en résulterait qu'une seconde oblitération serait nécessaire

le jour de la nouvelle mise en distribution et il faut l'éviter.

Le timbre, qui ne pourrait porter en toutes lettres cette date, devrait d'ailleurs être appuyé avec un soin qu'il sera plus facile d'obtenir d'un facteur concentrant toute son attention sur la mission qu'il accomplit, que d'un employé du bureau de poste ordinairement plus pressé dans son travail.

Cette empreinte pourrait indiquer, outre la date des jour, mois et an, l'heure de la signification et le nom ou le numéro du bureau de destination.

Le récépissé ou l'avis dont il a été parlé plus haut, adressé par le receveur des postes à l'officier ministériel expéditeur, l'avertirait de la date de cette signification ; il la mentionnerait immédiatement sur l'original auquel il annexerait ce récépissé ou cet avis comme le décide le projet Sarrien dans son article 17.

Il a été parlé à plusieurs reprises des retards que pouvaient faire naître la mise en pratique du projet Sarrien quant à la remise des actes. L'argument n'a point échappé aux adversaires de ce projet et ils l'ont depuis longtemps épuisé. Il est naturel de discuter le mérite de ces objections après avoir parlé de la date sur laquelle les retards exerceraient leur influence.

Dans certains cas urgents il est nécessaire de faire signifier immédiatement un exploit : c'est par exemple une prescription qui va être acquise et dont il faut interrompre le cours, le dernier jour peut-être ; c'est encore une assignation d'heure à heure ou même

seulement pour le lendemain ; il importe donc que ces actes parviennent sans délai à la connaissance du destinataire.

Le ministère des huissiers sera-t-il indispensable et la poste ne pourra-t-elle pas le remplacer ? Il n'est pas possible de dire ce que décide dans ce cas le projet Sarrien. Il fait à l'huissier une obligation d'employer la poste et la remise directe par lui ne sera plus autorisée d'après l'exposé des motifs « que si la poste a retourné l'exploit et dans quelques autres circonstances spéciales. » Ces circonstances spéciales font-elles allusion aux cas urgents ? La commission ne s'en est pas expliquée et, dans le doute, il faut s'en tenir à ce qui a été exposé clairement par le projet, à savoir que la remise directe par l'huissier ne sera autorisée que si la poste a retourné l'exploit.

Si le projet ne distingue pas, quant à leur signification, les actes urgents de ceux qui n'ont aucun caractère de célérité, nous croyons que c'est avec raison. En effet, pour confier aux huissiers seuls la remise des premiers il faudrait que la rapidité des services postaux ne pût être mise en parallèle avec celle de ces officiers ministériels. Nous croyons au contraire que ce parallèle serait tout en faveur des postes.

L'exploit concerne-t-il une personne habitant la localité de l'officier ministériel expéditeur ou une localité toute proche ? Il sera facile de le faire parvenir le jour même, en quelques heures, en employant le

système récent de la lettre recommandée envoyée par exprès qui permet une distribution immédiate et aussi rapide qu'une signification par les voies ordinaires.

L'assigné demeure-t-il au contraire au loin ? C'est là qu'éclate l'évidence des avantages du système que nous préconisons, à condition toutefois que soient modifiées les règles fâcheuses de compétence que laisse subsister l'article 17 du projet Sarrien et sur lesquelles nous reviendrons. Dans ce projet, un avoué habitant Paris et ayant un exploit à faire signifier dans une localité proche de Bordeaux, doit l'adresser à un huissier de cette ville qui l'adressera à son tour à l'assigné par la poste. Ne tombe-t-il pas sous le sens que cet huissier qui seul a compétence dans le projet Sarrien pour remettre l'exploit à la poste devient non seulement inutile, mais encore gênant, et occasionne par son intermédiaire un retard qui peut être de plusieurs jours ? La suppression de son rôle et la modification des règles de compétence permettraient à l'avoué de Paris d'adresser directement l'exploit au destinataire : un temps très appréciable serait ainsi gagné et les chances de retard beaucoup diminuées.

Donc, en ce qui concerne les actes urgents, l'argument que les adversaires de la réforme tirent de ces prétendus retards n'atteint aucunement le projet Sarrien qui serait en tout cas aussi rapide que le système actuel. Et nous croyons qu'en modifiant ce projet on obtiendrait de la poste des services dont la

célérité laisserait bien loin derrière elle celle des huissiers les plus diligents.

Cette question des retards possibles a comme second côté un point qui dans le projet Sarrien paraît critiquable et sur lequel des observations ont déjà été faites plus haut, brièvement : « Si l'acte n'a pu être remis pour cause d'absence ou de refus du destinataire, dit l'article 17, il est renvoyé à l'huissier avec un avis indiquant la cause pour laquelle la remise n'a pas eu lieu. L'huissier fait alors la signification par les voies ordinaires. » Et l'exposé des motifs ajoute : « Il pourra, en ce cas, y avoir un retard de quarante-huit heures dans la signification ; ce sera un risque rare d'ailleurs à courir. »

La poste jouit donc seulement d'une médiocre confiance puisque, dans ce projet, l'huissier reste là pour aider ses services. Et pourtant, avoue la commission, le système adopté ferait naître des retards qui pourraient être de quarante-huit heures, en ajoutant que le risque serait d'ailleurs rare à courir.

Ce n'est pas cependant certain : il arrivera au contraire fréquemment que le facteur ne trouvera pas le destinataire et qu'il devra en conséquence retourner l'exploit à l'huissier ; ces retards sont donc fort à craindre et peuvent être très préjudiciables et les objections soulevées contre cette partie du projet paraissent entièrement fondées.

Le projet partiel présenté par M. Demôle en 1886 les évitait en donnant à l'huissier le choix entre l'em-

ploi de la poste ou l'exercice de son ministère ; la commission dut abandonner cette proposition en donnant l'excellente raison que laisser à cet officier ministériel une telle liberté, c'était lui permettre dans tous les cas de continuer à faire lui-même les significations ainsi qu'il n'aurait jamais manqué, par intérêt bien compris pour lui-même.

Le projet Sarrien a donc entendu remédier à ces inconvénients, mais il en fait naître d'autres en rendant les retards inévitables.

« C'est surtout à l'égard d'une certaine nature d'actes très nombreux chaque jour, dit M. Schaffauser, directeur du *Moniteur des huissiers*, qu'une mesure semblable serait funeste ; les actes d'appel les actes tendant à empêcher une péremption, une prescription, une déchéance quelconque sont très fréquemment remis à l'huissier le dernier jour et souvent à la dernière heure » Or, si l'absence du destinataire oblige le receveur à retourner l'acte à l'huissier, celui-ci arrivera trop tard ; la déchéance sera encourue.

Pour faire cesser ce danger il est nécessaire, croyons-nous, de modifier ce système dans le sens que nous avons indiqué. Il faut confier au facteur des attributions plus larges et qui ne soulèveront dans leur exécution aucune difficulté insurmontable en supposant même que cet agent soit peu lettré. Il faut encore qu'en l'absence de toute personne au domicile, l'acte soit envoyé à la mairie immédiatement, par le receveur, dès son retour au bureau ; il faut en un mot supprimer

ce retour à l'huissier, cause de tous les retards possibles et qui ne présente, en échange de ce gros inconvénient, aucun avantage. Le lendemain, le surlendemain l'huissier n'aura pas plus de chance de trouver le destinataire que n'en aura le facteur lui-même lorsqu'il viendra lui remettre un avis recommandé l'avertissant qu'un exploit a été pour lui signifié à la mairie.

Ainsi il est facile d'éviter les objections dirigées contre le système de la remise des actes par la poste ; elles sont tout d'abord sans fondement en ce qu'elles visent la prétendue lenteur des services postaux comparée à la prétendue célérité des huissiers. Elles sont fondées au contraire quand elles s'adressent à l'article 17 du projet Sarrien et au retour de l'acte à l'huissier. Mais elles n'atteignent pas sur ce point le principe même et démontrent seulement que ce projet en a fait une application sans doute critiquable.

Il n'y aurait rien de changé par l'emploi de la poste dans les mentions relatives aux noms, profession et domicile du demandeur, à la constitution de l'avoué, à l'élection de domicile et aux noms et demeure du défendeur. Elles devraient figurer sur la copie comme sur l'original.

Dans le projet Sarrien l'huissier seul a qualité pour remettre un exploit à la poste ou pour le signifier à une partie : il en résulte que sur l'original et la copie doivent être écrits son nom et sa demeure. La commission n'ayant pas jugé que l'immatricule fût nécessaire n'a pas maintenu cette mention. Mais si le rôle des

huissiers est inutile en cette matière et supprimé comme tel, l'avoué, rédacteur habituel des exploits, aura seul qualité pour les signer et les expédier au destinataire en employant l'intermédiaire de la poste. C'est ce que nous voudrions. Dès lors le nom et la demeure d'aucun huissier ne devraient plus figurer sur les exploits.

Mais cette question étant subordonnée à celle de la suppression du rôle le plus important des huissiers doit recevoir une solution en accord avec celle de la question principale qui est encore réservée.

Une innovation qui apparaît déjà comme indispensable résultera de l'emploi de la poste : elle concerne la formalité du « parlant à ». Actuellement tout exploit doit porter mention, tant sur l'original que sur la copie, de la personne à laquelle cette copie est laissée. L'omission de cette mention, même seulement sur la copie, entraînerait la nullité de l'acte puisque celle-ci, tenant lieu d'original pour la partie qui l'a reçue, doit se suffire à elle-même et contenir la preuve de l'observation de la loi.

Cependant comment le facteur pourra-t-il inscrire cette mention ? Ce sera évidemment impossible, soit qu'on admette avec le projet Sarrien que la copie doit être remise sous double bande, soit que, repoussant ce système pour les raisons indiquées plus haut, il faille la présenter sous enveloppe.

Et pourtant l'article 11 du projet prescrit formellement cette mention, sans distinguer entre les deux

cas très différents où la signification est faite par un huissier ou par la poste, comme si elle avait toujours lieu de la première manière. Il n'est pas douteux cependant que l'intention de la commission ait été autre dans le second cas et que celle-ci ait considéré le " parlant à " comme pouvant être supprimé sans inconvénients pour la teneur de l'acte et sa clarté. Le but de cette mention est d'attester que la signification a été régulièrement faite à l'une des personnes désignées par la loi comme pouvant recevoir l'exploit; qu'une difficulté s'élève sur ce point, le récépissé signé par cette personne et énonçant sa qualité fera foi contre un adversaire comme la déclaration que fait l'huissier dans le " parlant à ". C'est une preuve dont la nécessité reste bien évidente mais qui ne ferait que changer dans sa forme. La suppression du " parlant à " ne peut donc soulever, semble-t-il, aucune objection sérieusement fondée puisque, en présence d'un récépissé destiné à le remplacer, son utilité devient nulle.

L'exposé d'une discussion qui n'a pas seulement une portée théorique, mais encore pratique, trouve sa place dans ce chapitre consacré à la forme matérielle des exploits. Elle s'est élevée sur le point de savoir si l'enveloppe prescrite par la loi du 5 février 1899 sur le secret des actes forme corps avec la copie qu'elle renferme, constitue avec elle un tout indivisible ou au contraire en est complètement distincte et séparée. Cette discussion pourrait porter sur le même point

alors qu'il s'agirait non pas de la loi de 1899 mais bien du système de la remise des exploits par la poste.

Elle a, disions-nous, une portée pratique : c'est qu'en effet il importe de savoir si les mentions figurant sur l'enveloppe peuvent suppléer au défaut ou à l'irrégularité des mentions qu'on ne trouverait pas sur la copie signifiée. Cette indivisibilité conduirait à dire que si l'exploit est incomplet il pourra être complété par les énonciations portées sur l'enveloppe. La Cour de Toulouse, par son arrêt du 5 décembre 1900 ⁽¹⁾, a admis cette indivisibilité contrairement à ce que décidait l'arrêt de la Cour de Pau du 11 avril 1900 ⁽²⁾. M. Bouvier, par une note au Dalloz sous ces deux arrêts, justifie l'opinion de la Cour de Pau en disant que les conséquences plus haut énoncées de cette indivisibilité sont inadmissibles. Il ajoute que l'enveloppe n'est qu'un accessoire de la copie destiné à disparaître le plus souvent et que la partie jette ou déchire.

En outre, il fait remarquer que cette indivisibilité permettrait inversement de compléter les mentions inscrites sur les enveloppes et dont l'une aurait été omise, par une mention équivalente écrite sur la copie, ce qu'interdit la loi de 1899.

Ces raisons paraissent excellentes et prennent plus de force encore alors qu'il ne s'agit plus de l'exécu-

(1) D. P. 1901. 2. 217. 220.

(2) D. P. 1901. 2. 247.

tion de cette loi mais de la mise en pratique du projet Sarrien modifié. Il ne pourrait tout d'abord être question de suppléer au défaut des nom, domicile et immatricule de l'huissier sur la copie par le cachet apposé sur l'enveloppe, son ministère étant écarté. Quant aux nom, prénoms, profession et domicile de la partie, l'adresse écrite sur l'enveloppe ne saurait combler leur omission sur la copie pour les motifs donnés par M. Bouvier et parce que cette mention constitue une formalité si essentielle qu'il est impossible de la remplacer par une adresse mise sur une enveloppe que bien peu de personnes penseraient à conserver.

Indépendamment des mentions qui ont été déjà indiquées comme prescrites dans les ajournements, l'article 11 du projet énonce encore : « 5° l'objet de la demande, l'exposé sommaire des moyens et, en matière immobilière, la désignation de l'immeuble ; 6° l'indication du tribunal qui doit connaître de la demande et celle du jour et de l'heure où elle y sera appelée ; 7° l'offre de communiquer à l'avoué constitué les pièces énoncées dans l'exploit. » Et l'article 15 ajoute : « Les huissiers seront tenus de mettre à la fin de l'original et de la copie de l'exploit le coût détaillé de l'acte, à peine de 5 fr. d'amende payable à l'instant de l'enregistrement. »

Ces mentions ne comportent aucune observation spéciale : elles conserveraient toute leur utilité et le procédé de signification des exploits qui les contiennent ne peut avoir sur elles aucune influence.

Dans le système que nous avons exposé le coût des exploits serait indiqué, sur les copies comme sur les originaux, par les avoués expéditeurs ; les plaideurs, avec quelque satisfaction, en verraient disparaître les articles relatifs aux frais de transport des huissiers.

Ces frais seraient remplacés par le coût des affranchissements postaux à peu près égaux vraisemblablement à ceux d'une lettre recommandée.

L'enregistrement des actes de procédure que les nécessités budgétaires feront conserver encore longtemps comme une source importante d'argent pour le fisc, serait fait comme actuellement dans le délai de quatre jours à partir de la signification. L'avoué prendrait donc encore la responsabilité de cette formalité à la place de l'huissier.

Il est une autre responsabilité qui devrait incomber à l'avoué, concernant l'exploit tout entier : c'est celle qui s'attache à la signature apposée au bas de l'acte. Nous avons déjà laissé entrevoir à maintes reprises l'importance de cette question sur laquelle nous nous sommes réservé à cause de notre désaccord avec le projet Sarrien. Si le ministère des huissiers est supprimé en cette matière, la signature de ces officiers ministériels ne pourra plus figurer sur les exploits pour leur donner l'authenticité et nous avons cru, dès le début, à la possibilité de confier leur rédaction aux avoués seuls ; en conséquence ceux-ci auraient qualité pour signer les actes de procédure et pour les adresser au destinataire. Le moment est donc venu

d'approfondir l'étude de ce procédé et ce n'est pas trop que de lui consacrer un chapitre spécial en raison des conséquences graves qu'aurait son application.

TITRE SEPTIÈME

Le Rôle des Huissiers dans le Projet Sarrien

Critique de ce Projet

Le projet de réforme du Code de procédure civile présenté par M. Sarrien a soulevé chez les huissiers des récriminations inévitables parce qu'il amoindrit leur situation et n'apporte en échange, à ces officiers ministériels, aucune compensation.

Ses dispositions sont trop préjudiciables pour être acceptées par eux et, bien loin de songer à les blâmer de défendre leurs droits, il faut reconnaître que leurs observations sont absolument justes sur ce point.

La position de certains d'entre eux est désastreuse : c'est ce qui interdit au législateur de la rendre plus mauvaise encore.

Presque partout leur nombre est excessif. Plusieurs tribunaux, en présence de ces inconvénients et des dangers que peut offrir une telle situation pour la

bonne administration de la justice, ont voulu éteindre quelques titres. Dans certaines villes, où le nombre des huissiers permettait la création d'une bourse commune, les offices supprimés furent remboursés.

Mais dans les cantons ruraux on n'a pu raisonnablement obliger un huissier à réunir deux titres. C'est ce qui explique que précisément dans les campagnes pauvres leur nombre est resté trop grand et souvent leur position trop précaire. La diminution des affaires augmente encore le mal et un grand nombre de charges restent à peine quelques années dans les mêmes mains parce que les titulaires sont obligés de vendre presque aussitôt.

Comment dès lors juger trop sévèrement les abus de confiance dont-ils se rendent parfois coupables ? Comment s'étonner que certains emploient à leur usage des fonds reçus par leurs clients, que les poursuites correctionnelles et disciplinaires se répètent si fréquemment ? C'est un mal auquel il est nécessaire de porter remède ; l'Etat doit au public des officiers ministériels dignes de confiance.

Et pourtant le projet Sarrien aggraverait singulièrement cette situation. Ses avantages sont sans doute incontestables pour les plaideurs ; en visant l'intérêt de ceux-ci, il devait avoir dans le public un succès certain, d'autant plus que le sacrifice des hommes de loi aurait été accueilli par lui avec un injuste plaisir.

Cependant les récriminations de ceux que le projet menace de famine ont tenu jusqu'ici en échec les

revendications également très légitimes de la masse des plaideurs et le succès semble ne devoir naître que de la conciliation des intérêts opposés.

Le peu de ressources dont dispose actuellement notre budget national rend cette conciliation difficile. Toute économie pour le justiciable se traduira nécessairement par une perte supportée par celui qu'il emploie et l'Etat devra y apporter une compensation suffisante. L'équité de ce principe ne fait pas de doute pour nous, bien qu'elle ait été contestée par d'autres, et toute réforme ne peut être juste sans le consacrer.

Il n'est pas encore temps d'examiner où l'Etat puisera les crédits nécessaires et par quels moyens seront indemnisés les huissiers ; mais il faut poser dès maintenant en principe le droit de ceux-ci à une indemnité, de façon à pouvoir discuter l'importance de leur rôle dans la signification des actes et voir si ce rôle est indispensable, sans qu'aucune considération en faveur du budget ou des huissiers puisse venir arrêter le cours de cette discussion.

En un mot, au seul point de vue des avantages qui peuvent résulter pour les plaideurs de la remise des actes par la poste, y a-t-il lieu d'admettre ce système à l'exclusion de tout autre et de supprimer en conséquence les attributions que le projet Sarrien laisse aux huissiers, ou bien faut-il au contraire leur conserver ces attributions ?

Certaines observations, au cours de cette étude,

ont pu faire prévoir la solution que nous allons donner à cette question.

Les objections soulevées par ceux qui pensent que le ministère des huissiers doit être maintenu ont été étudiées à leurs places respectives ; elles visent le défaut de garanties du projet Sarrien, l'ignorance du facteur, le manque de célérité du système et la possibilité de retards préjudiciables, enfin l'absence de responsabilité.

Il a été répondu à ces objections au cours de l'examen qui en a été fait, et aucune n'a semblé fondée à part celle qui concerne les retards possibles ; mais elle ne peut atteindre que le système du projet Sarrien que nous avons critiqué sur ce point.

Nous voudrions en effet que ce projet fût modifié et que l'huissier n'eût plus le droit de signifier les exploits ; nous en avons déjà donné plusieurs raisons.

C'est le seul moyen, a-t-il été dit, d'éviter les retards.

En second lieu il est impossible d'amoindrir encore les situations de ces officiers ministériels ; il vaut mieux aborder franchement la difficulté, modifier profondément leurs attributions et réorganiser leur corporation sur d'autres bases plus équitables.

Enfin les huissiers appelés par le projet Sarrien à des fonctions simplement complémentaires de celles qui seraient dévolues à la poste paraissent devenus, malgré ces vestiges d'anciennes attributions, à peu

près inutiles. Le retour des exploits à ces officiers ministériels, prévu par l'article 17, aurait l'inconvénient de faire naître les retards dont il a été parlé ; d'ailleurs les postes assureraient aussi bien et plus économiquement que les dispositions contenues sous cet article la remise des exploits aux intéressés en cas d'absence ou de refus.

A ces considérations il y a lieu d'en ajouter d'autres d'égale importance.

Il est naturel que la loi réunisse sur le même officier ministériel le pouvoir de rédiger les actes et celui de les signifier.

A l'heure actuelle, cependant, alors que leur signification n'appartient qu'aux huissiers, ils en partagent au contraire la rédaction avec les avoués.

Cette faculté pour les avoués de rédiger les exploits a été maintes fois contestée par les huissiers et il faut reconnaître que la jurisprudence, après avoir admis cette concurrence pendant la première moitié du dernier siècle, semble maintenant vouloir attribuer la rédaction des exploits autres que les ajournements aux huissiers seuls. De même en ce qui concerne certaines copies de pièces signifiées en tête des exploits, elle a parfois décidé que les huissiers ayant seul le privilège absolu de les authentifier par leur signature, et étant d'ailleurs responsables de ces copies au point de vue tant du fond que de la forme, sont fondés à refuser d'authentifier et de signifier les copies d'actes et de jugements qui

leur sont remises toutes préparées par les parties ou leurs mandataires (1).

Les huissiers, forts de cette jurisprudence très incertaine, protestent contre les habitudes prises par les avoués de préparer les exploits.

Entre beaucoup d'autres, une délibération récente de la communauté des huissiers de l'arrondissement de Vendôme, du 3 novembre 1910, se fait l'écho de ces plaintives récriminations.

« L'huissier, y est-t-il dit, intervient dans la rédaction et la signification de tous les exploits, à tel point que sans celui-ci ces exploits n'auraient aucune raison d'être (!) C'est lui seul qui donne aux actes à délivrer leur caractère d'authenticité. Et de ce que les exploits doivent être l'œuvre de l'huissier, il n'y a qu'un pas à faire pour dire que l'huissier seul doit copier les pièces en tête de ces exploits et bien entendu se les approprier. *Accessorium sequitur principale*. La copie de pièces n'est que l'accessoire de l'exploit ».

Nous ne voulons pas rentrer avec ces respectables officiers ministériels dans une discussion que font naître leurs seuls intérêts et dont la solution nous importe peu à ce titre. Mais il faut remarquer une chose : c'est qu'ici, comme dans beaucoup d'autres cas, la pratique a créé des usages. Il est moins intéressant de

(1) — En ce sens : Trib. civ. de Nîmes. — 13 mai 1861. D. P. 62. 3. 13.

savoir à qui appartient actuellement la rédaction des exploits que de constater qu'en fait c'est l'avoué qui en rédige la plus grande partie et notamment tous ceux qui présentent certaines difficultés. L'huissier, la plupart du temps, avoue son incompetence et abandonne de bonne grâce ce travail à celui qui dirige la procédure et qui, mieux que lui, a qualité pour en dresser les actes.

Sans même tenir compte des ajournements qui méritent des soins tout spéciaux, combien d'exploits ont besoin d'être étudiés minutieusement dans leur contenu par des compétences plus éclairées que celles de la majorité des huissiers qui n'ont fait ordinairement que de courtes études de droit ? L'avoué n'a-t-il pas lui même parfois recours aux conseils de l'avocat pour les actes difficiles ?

Il est à souhaiter que ces attributions passent définitivement aux avoués. Sans doute, tant que subsistera le système actuel de signification, il n'y aura aucune raison pour porter atteinte aux prérogatives des huissiers touchant la rédaction des exploits ; mais le jour où la poste aura les attributions que nous voudrions lui voir confier, il sera logique de faire passer aux avoués par une disposition légale le rôle qu'en fait ils ont en grande partie à l'heure actuelle.

Il est logique que les huissiers ayant seul qualité pour faire les significations aient seuls qualité pour signer leurs exploits et que, par conséquent, ces exploits soient leur œuvre. Mais l'adoption du système

précédemment exposé qui remplace ces officiers ministériels par la poste rend leur signature inutile et ne laisse donc subsister aucune corrélation entre la signification et la rédaction.

D'ailleurs les divergences qui existent entre la pratique actuelle et la jurisprudence plus haut citée font naître, au point de vue de la responsabilité des huissiers, des anomalies qu'il est désirable de voir cesser.

La logique semble exiger en effet, en présence de la jurisprudence qui accorde aux huissiers seuls le droit de rédiger les exploits, que la responsabilité qui peut être encourue par suite d'une nullité pèse uniquement sur cet officier ministériel. Si les tribunaux lui accordent le droit de refuser de signifier un acte préparé par un avoué comme une conséquence du droit de l'authentifier, n'en résulte-t-il pas que l'huissier qui le signifie accepte toujours la responsabilité de son contenu puisqu'il lui suffit d'opposer un simple refus s'il lui paraît défectueux ? Et la jurisprudence ne devrait-elle pas le considérer comme seul responsable ?

Il n'en est rien cependant et la responsabilité peut parfois peser sur l'avoué qui l'a chargé de la signification. Il a été jugé en effet par la Cour de Lyon que lorsqu'un avoué remet à un huissier un exploit tout rédigé sur papier timbré, les vices de forme qui peuvent se rencontrer dans cet exploit et en ont entraîné la nullité engagent la responsabilité de l'avoué, seul

auteur de la rédaction vicieuse, et non celle de l'huissier dont le rôle s'est borné, dans ce cas, à la signification de l'acte ⁽¹⁾. Sur un pourvoi contre l'arrêt de Lyon la cour de cassation a déclaré « qu'aux termes de l'article 71 du Code de procédure civile les conséquences de responsabilité à l'égard de l'officier ministériel dont l'exploit aurait été annulé dépendent des circonstances et sont par conséquent abandonnées à l'appréciation du juge » et que la Cour de Lyon n'avait fait qu'user du droit d'appréciation souveraine que lui donnait la loi.

Cette jurisprudence qui fait peser tour à tour sur l'un ou sur l'autre la responsabilité des exploits, tout en confiant leur rédaction à l'un à l'exclusion de l'autre, prendrait donc fin en même temps que prendrait fin le double rôle de l'huissier dont une partie serait dévolue à l'avoué et l'autre à la poste.

Ainsi, sur ce point, ce système donnerait à la procédure une grande simplicité. L'avoué qui la dirige en fait à lui seul et qui seul a qualité pour la diriger n'aurait plus à subir pour les actes de son ministère la concurrence de l'huissier qui peut même, sous prétexte qu'il les signe, prétendre le substituer entièrement dans leur rédaction. Bien que les inconvénients qui résulteraient pour les justiciables de la stricte observation de la loi soient actuellement fort limités par

(1) Lyon. 5 août 1865. — D. P. 67. 2. 435.

suite d'une pratique contraire, il serait cependant bon d'en faire cesser la possibilité.

L'avoué remettrait donc lui même l'exploit à la poste pour qu'elle le fit parvenir ; et l'intermédiaire de l'huissier que conserve le projet Sarrien pour laisser à cet officier ministériel une partie de son rôle et ne pas porter un coup définitif à ses intérêts devrait, semble-t-il en bonne logique, être supprimé.

Le résultat d'une innovation aussi importante se manifesterait bien entendu dans la forme même de l'exploit, par la suppression des mentions relatives à l'huissier et aussi par la substitution faite à sa signature de celle de l'avoué rédacteur, désormais seul responsable.

Les conséquences de cette modification apportée à un état de choses séculaire seraient graves et réfléchiraient inévitablement sur notre organisation judiciaire. C'est qu'en effet, pour éviter le moyen terme adopté par le projet Sarrien qui ne semble pas devoir donner une satisfaction suffisante aux justiciables, nous sommes arrivés à croire à la nécessité d'un changement profond.

Il est vrai que les projets qui concernent la réforme administrative et la réforme judiciaire réservent bien d'autres bouleversements s'ils se transforment un jour en une réalité, et comme la réforme du code de procédure civile semble devoir s'y rattacher, ses effets paraîtraient atténués dans l'étendue et l'importance du mouvement.

Les huissiers ainsi dépouillés de la plus grande partie de leurs attributions devraient-ils être supprimés et remplacés par d'autres officiers ministériels ou par des fonctionnaires, pour les actes d'exécution, ou bien seulement leur nombre devrait-il être diminué dans une grande proportion ? C'est une question difficile qui sera examinée brièvement en même temps que la situation ainsi créée à ces officiers ministériels et les moyens de les dédommager ; mais il est dès maintenant utile de la prévoir afin qu'on ne puisse nous accuser de négliger leur sort.

Quoi qu'il en soit, l'intérêt que présente pour le justiciable leur suppression partielle ne peut faire aucun doute ; les dépenses que leur ministère occasionne entrent dans les frais que doivent déboursier les plaideurs pour une large part ; il y aurait donc là une grosse économie. Enfin, indépendamment de tous les avantages énumérés au cours de cette étude, il vient d'être démontré que la procédure gagnerait encore une plus grande unité dans sa direction et une plus grande simplicité dans ses formes.

Ces fonctions des huissiers étant supprimées, les dispositions légales qui fixent leur compétence territoriale n'auraient plus aucune raison d'être en ce qui les concerne. Ils ont, d'après l'article 24 du décret du 14 juin 1813, le droit d'exploiter chacun dans l'étendue du ressort du tribunal civil de première instance de leur résidence, c'est-à-dire dans tout l'arrondisse-

ment, sauf quelques restrictions portées par les articles suivants.

Le projet Sarrien n'a pas voulu porter atteinte à ces règles de compétence et les a maintenues en même temps que l'obligation de recourir au ministère des huissiers.

La rédaction du § I de l'article 17 ne laisse sur ce point aucun doute : « Les actes destinés à une personne domiciliée dans la circonscription judiciaire où l'huissier instrumente doivent être remis par lui à la poste. . . » Et l'exposé des motifs explique à ce sujet : « La faculté d'user de l'intermédiaire de la poste n'entraîne pas dérogation à ce principe général que les huissiers n'ont pas compétence pour notifier les actes hors de la circonscription judiciaire où ils sont institués. C'est ce qu'indique formellement le premier paragraphe de l'article 17. »

« Cette utile réforme, lit-on à ce sujet dans Dalloz ⁽¹⁾, n'est admise par le projet de loi que dans les limites d'une prudence peut-être exagérée ; par exemple, est-il bien nécessaire de respecter absolument « ce principe général que les huissiers n'ont pas compétence pour notifier les actes hors de la circonscription judiciaire où ils sont institués ? » En fait d'ailleurs, sinon en droit, comme en Allemagne par exemple, c'est le facteur de la poste qui dans ce système fait la signification. »

(1) DALLOZ. — *Supplément. Exploit*, n° 1.

Cette objection élevée contre le projet Sarrien paraît être absolument fondée ; le maintien des règles de compétence aurait pour effet d'enlever au système deux de ses avantages les plus grands et les plus évidents : la rapidité et la simplicité. Nous supposons que la commission n'a pas voulu toucher aux règles de la compétence parce que les conséquences de cette modification auraient été trop graves pour les huissiers des cantons ruraux qui se seraient vu enlever ainsi la presque totalité des significations à faire dans leurs ressorts : car si les huissiers avaient eu, en employant la poste, compétence sur tout le territoire national, ceux qui habitent aux chefs-lieux d'arrondissements, c'est-à-dire au centre des affaires, eussent été avantagés aux dépens des autres. La commission a dû reculer devant ce résultat.

Et pourtant comme il serait logique et pratique que l'officier ministériel rédacteur et expéditeur de l'acte eût la possibilité de l'envoyer directement à son destinataire, sans avoir à l'adresser d'abord par la poste, comme dans le projet Sarrien, à un huissier qui, après l'avoir signé, le remettrait une seconde fois à la poste pour sa destination définitive ! On gagnerait dans bien des cas un jour ou deux, peut-être davantage, ce qui serait important dans les cas urgents.

La simplicité de ce procédé résulterait en grande partie de la suppression d'un intermédiaire auquel le projet Sarrien conserve un rôle si réduit qu'il apparaît comme inutile.

Est-ce avec quelque apparence d'utilité que l'huissier y conserve la tâche de recevoir un exploit, de le signer et de le remettre à la poste alors que celui qui l'a rédigé, qui par conséquent en connaît le contenu mieux que tout autre, devrait logiquement supporter la responsabilité des erreurs ou omissions possibles, et avoir seul le droit d'authentifier son œuvre par sa signature ? Nous ne le croyons pas.

Et pour revenir au système que nous exposons plus haut, ne serait-il pas beaucoup plus simple et naturel de laisser aux avoués seuls la rédaction et l'authentification des exploits, comme aussi le pouvoir de les adresser directement par la poste à leurs destinataires en quelques lieux qu'ils se trouvent sur le territoire français ? Ne vaudrait-il pas mieux enlever aux huissiers un rôle que le projet Sarrien rend inutile et le confier aux avoués en effaçant du Code une règle de compétence qui n'aurait plus sa raison d'être ?

TITRE HUITIÈME

Quels actes pourraient être remis par la poste

La réforme du code de procédure civile diminuerait le nombre des exploits; le projet Sarrien, avec raison, a supprimé ceux dont la pratique a démontré l'inutilité, et voudrait faire disparaître de notre code les sources trop importantes de frais, de complications et de lenteurs.

Il est nécessaire, pour ne pas faire porter cette étude sur des actes qui sont appelés à disparaître, de tenir compte des modifications qui seront apportées par le législateur à notre code. Nous parlerons donc seulement de la remise de ceux que laisse subsister le projet de 1898, le plus récent, qui contient par conséquent le plus grand nombre d'améliorations.

Les exploits peuvent être divisés en trois catégories, suivant qu'ils ont pour but d'appeler une partie devant un tribunal, d'adresser un ordre ou un avertissement ou de constater une exécution sur des biens.

Le sens du mot est donc très général et comprend des actes très différents par leur forme et leur nature.

En présence de cette variété pourra-t-on leur appliquer un procédé uniforme de signification ? Les règles posées par l'article 17 semblent l'être pour tous les exploits, comme celles du titre des ajournements dans notre procédure actuelle. « Les actes destinés à une personne domiciliée dans la circonscription judiciaire ou l'huissier instrumente... » dit le projet. Ce sont donc tous les actes qu'il y aura lieu de signifier ; d'ailleurs l'article 3 du titre I du livre I dit encore : « Les notifications de tous exploits ou citations sont faites à personne ou à domicile conformément aux règles générales prescrites au titre des ajournements. » Cette référence générale aux règles prescrites par le titre des ajournements permettra donc, semble-t-il, d'appliquer à tous les exploits le mode de transmission par la poste. La commission, comme notre code actuel, n'a pas voulu répéter pour chaque acte des règles qui toujours doivent être les mêmes.

C'est surtout en ce qui concerne la première catégorie d'exploits, celle des ajournements, que cette solution n'est pas douteuse puisque ces dispositions sont précisément comprises sous le titre qui les concerne. Il est en effet possible de donner au mot « ajournement » une signification assez compréhensive pour qu'il puisse désigner tous les actes par lesquels une partie en appelle une autre devant un tribunal.

Les uns, comme les avertissements et certaines citations, sont spéciaux à la procédure de conciliation.

Les billets d'avertissement dont la loi du 2 mai 1855 a consacré l'usage sont comparables à des exploits très sommaires et dépouillés de toute solennité. Les services incontestables qu'ils rendent et dont il a été parlé dans un chapitre précédent ont si bien consacré leur emploi que le projet de 1898 les substitue aux citations actuellement signifiées par les huissiers pour appeler les défendeurs à ce qu'on nomme la grande conciliation. En effet, après avoir posé en principe qu'aucune demande introductive d'instance ne peut être portée soit devant le juge de paix soit devant le tribunal civil d'arrondissement, sans qu'au préalable le juge de paix ait appelé les parties en conciliation devant lui » (1), le projet indique la manière de convoquer le défendeur : « Les parties seront appelées en conciliation au moyen d'un billet d'avertissement sur papier timbré, rédigé et délivré par le greffier au nom et sous la surveillance du juge de paix et expédié par la poste sous bande simple scellée du sceau de la justice de paix, avec recommandation. Il est tenu par le greffier un registre sur papier non timbré constatant l'envoi, la teneur et le résultat du billet d'avertissement. Ce registre est coté et parafé par le juge de paix qui le vise tous les dix jours. Les frais dus pour la rétribution et les déboursés du greffier sont

(1) Livre II, titre I, art. 1.

avancées par le demandeur (1) ». Toutefois, ajoute l'article suivant, il est loisible au demandeur de faire citer le défendeur par ministère d'huissier. Les frais de cette citation demeurent à la charge du demandeur.

C'est avec raison que le projet ne distingue plus entre la petite conciliation aujourd'hui précédée d'un avertissement et la grande conciliation précédée d'une citation signifiée par huissier. Les excellents résultats obtenus par la loi du 2 mai 1855 ont pu permettre de supprimer, sans danger pour la bonne administration de la justice, une différence que rien ne justifie ; mais ils auraient dû aussi paraître assez probants à la commission pour qu'elle ne laissât pas au demandeur la faculté d'employer à ses frais un huissier. La pratique aurait d'ailleurs bientôt fait de démontrer l'inutilité de cette disposition. En tout cas les modifications que nous voudrions voir apporter au projet Sarrien exigeraient cette suppression.

La loi du 2 mai 1855 était muette au sujet des mentions que doivent contenir les avertissements : le projet décide qu'ils indiqueront « les noms des parties, les jour, lieu et heure de la comparution et, sommairement, l'objet de la demande (2) ».

La remise de ces lettres recommandées d'une forme spéciale reste donc aussi simple que possible et le bon

(1) Livre II, titre I, art. 3.

(2) Livre II, titre II, art. 10.

fonctionnement de ce système déjà ancien est la meilleure preuve de son excellence.

Les ajournements dont l'article 17 règle les formes présentent une grande variété bien que leur but principal reste toujours le même, puisque tous sont destinés à appeler un défendeur devant une juridiction.

Ils prennent le nom de citations lorsque le juge de paix doit connaître du litige. L'article 5 précité du titre I règle leur forme sur celle des ajournements en général en renvoyant aux principes posés sous le titre qui les concerne : leur étude ne présente donc aucun intérêt spécial.

C'est dans les procédures diverses engagées devant les tribunaux d'arrondissements que la variété des assignations a la plus grande étendue.

Bien que ces exploits soient toujours introductifs d'instances, il n'en faut pas conclure qu'ils ne peuvent jamais être précédés d'autres actes : en règle très générale c'est le contraire, soit qu'un avertissement ait été donné pour appeler en conciliation, soit qu'une requête ait été précédemment présentée afin d'obtenir un bref délai, soit qu'une sommation ait été faite pour mettre un adversaire en demeure d'exécuter une obligation quelconque, soit qu'il s'agisse enfin de tout autre acte.

Cependant l'assignation peut être un acte absolument initial ; le plus souvent il en est ainsi quand le demandeur est dispensé de recourir au préliminaire de conciliation.

Dans d'autres cas, les ajournements ne sont signifiés qu'au cours d'une procédure déjà engagée : ainsi l'assignation en validité de saisie-arrêt n'est donnée qu'après la signification de l'exploit de saisie-arrêt qui toujours doit la précéder.

Ou bien leur nécessité peut naître incidemment au cours de certaines procédures au sujet desquelles des contestations s'élèvent ; la demande en distraction d'objets saisis en est un exemple.

Ou bien ils ont pour but de greffer une instance sur une autre, afin d'obtenir entre trois parties un jugement commun ou de faire substituer l'une à l'autre, comme en matière d'intervention ou d'appel en garantie.

Ils sont encore destinés à reprendre une instance interrompue ; (assignation en reprise d'instance).

Enfin, il existe un groupe important d'ajournements auxquels on ne donne pas le nom d'assignations et qui frappent de recours les décisions qui en sont susceptibles ou avertissent l'adversaire qu'on entend user contre une décision rendue à son profit d'une voie de recours. Le plus fréquent de ces exploits est l'acte d'appel ; en effet l'emploi des voies de recours extraordinaires est beaucoup plus rare ; (ajournements en matière de tierce-opposition, de révision, signification de la requête et de l'ordonnance en matière de prise à partie et de pourvoi en cassation).

A tous ces ajournements le projet Sarrien applique avec raison les dispositions de l'article 17 : tous ont

pour but d'appeler un défendeur ou un intimé devant une justice de paix, un tribunal ou une cour. Leur but essentiel reste donc le même dans tous les cas et, bien que leur importance varie selon les litiges, elle n'est pas attachée à leur nature ; il est donc impossible d'établir entre eux, sur cette base, des différences au point de vue de la signification.

L'acte d'appel lui-même ne mérite aucune faveur spéciale, bien que les doléances des huissiers le présentent comme un exploit ordinairement très urgent qui ne devrait jamais être confié à la poste. A supposer que celle-ci soit moins rapide que l'huissier, le délai de deux mois que conserve le projet Sarrien n'est-il donc pas suffisant pour que l'appelant puisse prendre une décision avant la veille de son expiration ? Quand une assignation aura pour but d'interrompre une prescription qui va être acquise, son urgence et son intérêt ne seront-ils pas égaux et même supérieurs ? Mais ces objections ont été déjà réfutées à propos des retards qui pourraient naître de l'emploi d'un procédé que nous avons critiqué et auquel nous voudrions voir apporter une modification considérable par la suppression complète du rôle secondaire laissé aux huissiers.

Le second groupe d'exploits comprend ceux qui ont pour but d'adresser à une partie ou à un tiers un avertissement ou un ordre. Leur variété est encore plus grande que celle des ajournements : ils se ren-

contrent en effet dans des procédures très diverses et sous des formes très différentes ; les mentions substantielles qu'ils contiennent ne sont plus qu'en partie celles des assignations et se modifient de l'un à l'autre.

Leur nécessité résulte de plusieurs causes : les uns sont destinés à dénoncer à une partie les actes ou les phases d'une procédure qui se poursuit contre elle, comme la notification du procès-verbal de saisie-exécution ⁽¹⁾. Le projet Sarrien a réduit considérablement le nombre de ces exploits dont certains ont semblé inutiles, comme la contre-dénonciation de saisie-arrêt et la dénonciation du procès-verbal de saisie-immobilière, en attribuant à d'autres actes leurs effets. Ceux qui subsistent dans ce groupe devraient être signifiés par la poste, ainsi que le décide le projet dont les dispositions s'étendent implicitement à eux.

Bien que n'étant pas partie principale à l'instance, un tiers peut avoir intérêt à en connaître les diverses phases et, dans ce cas encore, il y aura lieu de les lui dénoncer de la même manière : ainsi il faut appeler à la vente sur folle-enchère les créanciers sommés lors de la première adjudication ; cette modification de fond apportée à notre procédure actuelle par le projet de 1898 est justifiée et nécessitée, dit l'exposé des motifs, par l'intérêt de ces créanciers à la bonne réalisa-

(1) Livre V. Titre VIII. Art. 24.

tion du gage et à son sort. Mais pour ne pas créer de frais nouveaux il a paru possible, dans une matière où il s'agit d'un simple avis, où cet avis n'emporte aucune déchéance et où les droits des créanciers restent encore mieux protégés que par le passé, de recourir à une simple lettre recommandée envoyée par l'avoué poursuivant. C'est une application intéressante, bien que fort restreinte, du système que nous exposons plus haut qui tend à supprimer l'intermédiaire de l'huissier entre l'avoué et les parties, en le remplaçant par la poste.

L'acte d'opposition n'est aussi qu'un simple avertissement donné à celui qui a obtenu le jugement lorsqu'il n'est pas fait dans la forme d'un ajournement avec constitution d'avoué ; c'est alors un acte extrajudiciaire. Comme tel il peut, dans l'esprit du projet Sarrien, être signifié par la poste. Mais si l'huissier n'a plus qualité pour faire cette signification, quelle sera son utilité ? L'avoué pouvant seul le rédiger et l'expédier devrait le réitérer dans la huitaine par acte de palais ⁽¹⁾ ; sans cette formalité l'acte extrajudiciaire n'a aucune valeur par lui-même. Pourquoi dès lors le conserver ? Ce sont, semble-t-il, des frais tout à fait inutiles dont nous demandons la suppression. Le projet de 1898 aurait pu d'ailleurs, tout en conservant l'huissier, sacrifier cet acte dont la nécessité n'apparaît pas. En effet, ou bien le défaillant

(1) Projet. Livre 2. Titre VI. Art 13. C. procéd. art. 162.

averti à temps du jugement obtenu contre lui peut se mettre assez tôt en communication avec un avoué afin de faire son opposition régulièrement et par un acte de palais très économique, ou bien il est surpris par l'exécution de ce jugement : mais alors une simple déclaration faite par lui sur le commandement et tout acte ou procès-verbal emportant exécution du jugement suffira pour arrêter cette exécution, à condition que cette opposition soit réitérée dans les huit jours qui suivent par acte de palais. Et à supposer que la signification des commandements par la poste ne permette pas au défaillant, à défaut d'huissier, de déclarer son opposition et de la faire constater sur l'acte, il conservera cependant son droit d'opposition pendant huit jours à partir de la connaissance qu'il a eue des actes d'exécution, comme le décide le projet ⁽¹⁾, délai suffisant pour qu'il puisse faire signifier un acte d'avoué à avoué avant d'être forclos.

En fait, à l'heure actuelle, l'acte extrajudiciaire d'opposition ne sert qu'à augmenter les émoluments des huissiers qui les rédigent très volontiers.

D'autres exploits, au lieu de contenir un simple avertissement, appellent à certaines phases de la procédure une partie ou un tiers.

Ainsi lorsqu'un jugement ordonne la comparution personnelle des parties, il leur sera enjoint de se présenter par une lettre recommandée écrite par le

(1) Livre II. Titre VI. art. 41.

greffier, ⁽¹⁾ et à défaut de comparution sur cette lettre le jugement sera signifié par huissier commis.

Pour des raisons déjà développées il paraît suffisant de consacrer ici l'emploi de la lettre recommandée sans recourir, le cas échéant, au ministère d'huissier. Il faut remarquer cependant que cette missive ne constitue qu'un avertissement envoyé par le greffier et non un exploit : peut-être aurait-il été plus simple d'ordonner immédiatement la signification du dispositif du jugement à la diligence de l'avoué qui emploierait la poste, comme pour appeler en serment une partie qui a fait défaut ⁽²⁾.

Les témoins sont aussi assignés dans cette forme, dit le projet, « à personne ou domicile, au délai ordinaire des ajournements : il sera donné à chaque témoin copie certifiée par l'avoué du dispositif du jugement, seulement en ce qui concerne les faits admis ⁽³⁾ ». De l'usage de la poste en cette matière résulterait une grande économie ; les citations sont souvent nombreuses et les témoins éloignés d'un chef-lieu de canton ; les frais importants qui en résultent actuellement se trouveraient réduits et n'écraseraient plus les plaideurs dans les petits litiges où des enquêtes sont fréquemment nécessaires.

La même solution doit intervenir pour les somma-

(1) Livre II. Titre XIV. art. 2.

(2) Livre II. Titre XV. art. 2.

(3) Livre II. Titre XI. art. 9.

tions faites aux experts de comparaître au jour et à l'heure fixés par le tribunal (1).

Nous ne dirons plus rien des convocations aux ordres amiables par lettres recommandées qui ont été étudiées plus haut et qui constituent un précédent législatif.

Bien que la loi appelle sommations des exploits signifiés au cours de certaines procédures concernant notamment les exécutions sur les biens d'un débiteur, ce mot n'a pas un sens assez défini pour désigner une catégorie limitée d'exploits. A vrai dire ils contiennent plutôt des avertissements que des injonctions ; mais ces avertissements emportent ordinairement des déchéances pour ceux qui n'en veulent pas tenir compte ; il en est ainsi des sommations faites au cours d'une saisie-immobilière au saisi, aux créanciers inscrits etc... de prendre communication du cahier des charges dressé en vue de la vente, des sommations faites aux créanciers de produire à un ordre ou à une contribution ou de prendre communication du règlement provisoire.

La poste rendra, pour tous ces actes, les mêmes services que pour les ajournements ; il faut donc encore demander que son rôle leur soit étendu comme devant donner d'excellents résultats, puisque aucune difficulté spéciale ne peut naître sur leur signification, de leur forme ou de leur but.

(1) Livre II, Titre XIII, art. 41.

Les mises en demeure sont aussi des sommations ; mais là le sens du mot est totalement différent : ces actes extrajudiciaires ont pour but d'enjoindre à une partie d'exécuter une obligation de payer ou de faire. Les mises en demeure précèdent généralement les instances ; elles sont nécessaires comme dans le cas de l'article 1146 C. civ. ou simplement facultatives lorsqu'elles sont signifiées avant l'ajournement dans le but de ne pas commencer un procès avant d'avoir usé de toutes les précautions possibles pour l'éviter. L'usage de la poste s'impose encore pour leur signification et il est assez curieux de remarquer qu'il a pris, dans les mœurs judiciaires, une extension plus grande que celle qui résulterait de la mise en œuvre du projet ; en effet, alors que celui-ci permettrait simplement l'envoi par la poste d'un acte préparé par un huissier ou un avoué, la pratique a parfois substitué à l'acte lui-même une simple lettre recommandée envoyée par la partie et la jurisprudence admet dans certains cas spéciaux que cette lettre recommandée constitue une mise en demeure suffisante.

Les sommations peuvent contenir des interpellations faites par les huissiers, mais le plus souvent celui qui est sommé refuse de répondre et cette formalité est superflue ; d'ailleurs les avantages qu'il est possible de tirer d'une réponse ou d'un refus de répondre sont presque nuls ; les paroles enregistrées sur les sommations ne sont pas toujours suivies d'actes et seule l'exécution ou la non-exécution de l'ordre donné

importe, qu'elle concorde ou non avec l'intention exprimée sur la mise en demeure. La pratique emploie d'ailleurs très peu ce genre de sommations à cause de leur inutilité et il est souvent plus facile d'user d'une simple lettre recommandée en sollicitant une réponse immédiate. Aucun inconvénient grave ne peut donc résulter de l'impossibilité de faire procéder à ces interpellations par un facteur des postes.

Une sommation bien connue de ce genre qui intéresse la procédure commerciale, le protêt, mérite une attention toute spéciale parce qu'elle a, par exception à ce qui vient d'être dit, une grande importance. Le protêt est la constatation d'une mise en demeure faite à un débiteur par huissier avec mention que ce débiteur refuse d'accepter un effet de commerce qui lui est présenté ou de payer cet effet : ce sont des protêts faute d'acceptation ou faute de paiement. Les formalités relatives à ces actes sont déterminées par les articles 173 et suivants du code de commerce. Le protêt doit être dressé en conformité des règles générales prescrites pour les exploits des huissiers. Leur importance en cas de non paiement résulte particulièrement des articles 162 C. com. et suivants.

Bien que les notaires aient qualité pour dresser ces actes (article 173 c. com.), il est très rare qu'ils les fassent. Le ministère des huissiers est ici beaucoup plus pratique, principalement depuis le décret du 23 mars 1848 qui a supprimé la nécessité de deux témoins. Ils doivent laisser copie exacte des protêts

aux personnes auxquelles ils sont signifiés : quant à l'original il est remis au porteur. Les huissiers doivent inscrire les protêts en entier, jour par jour, et par ordre sur un registre particulier coté et parafé et tenu dans les formes prescrites pour les répertoires. Leur signification se fait comme celle des ajournements et il y a lieu d'appliquer les dispositions de l'article 68 du Code de procédure civile et celles de la loi du 15 février 1899.

« Les prescriptions de la loi relatives aux protêts ne sont pas exactement observées en général par les huissiers et, en cette matière, des abus assez graves sont commis. Dans les villes importantes il y a un grand nombre d'effets de commerce ayant la même échéance, notamment le 1^{er}, le 15 et le dernier jour du mois. Les huissiers auraient difficilement le temps de dresser tous les protêts le lendemain de l'échéance. Que font-ils ? Ils se présentent ou même presque toujours font présenter leurs clercs chez celui auquel le protêt doit être signifié avant de l'avoir dressé et ils se bornent, s'ils ne le trouvent pas, à laisser leur carte, en violant ainsi l'article 176 du code de Commerce qui prescrit aux huissiers de laisser copie exacte des protêts. Puis les huissiers rédigent le protêt chez eux, à loisir, durant les quatre jours accordés pour le faire enregistrer. La remise d'une carte d'huissier n'explique pas toujours suffisamment à celui chez lequel elle est laissée ce dont il s'agit. En outre le Trésor public éprouve un préjudice résultant de ce que, si l'on se

présente chez l'huissier pour payer dans les quatre jours de l'échéance, il ne dresse pas de protêt, ou déchire celui qu'il a rédigé et ainsi le droit d'enregistrement n'est pas perçu sur le protêt ; l'huissier réclame quelquefois une rétribution variable en raison de sa complaisance ».

« La loi ne charge les huissiers que de dresser et de signifier les protêts le lendemain de l'échéance. Mais en fait, souvent, les huissiers se déchargent des recouvrements en présentant les effets de commerce pour le paiement le jour de l'échéance ; ils sortent ainsi de leurs fonctions ; c'est que les huissiers rendent aux banquiers, surtout pour les petites localités, des services dont ceux-ci déclarent ne pouvoir se passer sans dommage ; aussi les Gardes des Sceaux ont dû, à plusieurs reprises, revenir sur les défenses qu'ils avaient faites aux huissiers de recouvrer des effets de commerce ⁽¹⁾. »

Depuis de nombreuses années il est question de modifier la législation des protêts. En 1879, 1884, 1886 et 1889 des projets de réforme furent présentés, mais les législatures prirent toujours fin avant leur discussion, sauf pour le dernier qui donna lieu à un rapport déposé le 27 mars 1890 et fut discuté le 14 juin suivant. La commission proposait d'importantes modifications portant notamment sur le délai et les

(1) LYON-CAEN et RENAULT. — *Manuel de Droit Commercial*, 8^e édit., p. 468.

formes du protêt; au cours de cette discussion un contre-projet fut proposé par M. Rabier, tendant à la suppression pure et simple de l'acte de protêt et le remplaçant par une constatation faite par l'intermédiaire de la poste du refus de paiement.

Ce contre-projet fut renvoyé à la Commission et n'est pas revenu au jour depuis cette date. L'exposé des motifs est cependant très intéressant puisqu'il substitue la poste aux huissiers pour des raisons de pratique et d'économie, en passant brièvement en revue bien des points que nous avons touchés et qui concernent tous les exploits en général. Nous croyons donc utile de le reproduire en partie :

« L'acte de protêt, dont l'origine est inconnue, mais qui existait déjà en l'année 1653, a subi plusieurs fois des modifications.

« Cet acte fut jadis considéré comme ayant une importance qu'il n'a certainement plus aujourd'hui. Il n'y a pas très longtemps que l'officier ministériel chargé de dresser un protêt devait être assisté de deux témoins. Un décret du 23 mars 1848 dispensa de l'assistance des témoins et réduisit les frais et les émoluments de cet acte....

«.... Nous avons l'honneur, Messieurs, de soumettre à vos délibérations un contre-projet qui tend à la suppression pure et simple de l'acte de protêt.

« Ce contre-projet se justifie par cette considération que le protêt est un acte absolument inutile et qui n'a que les vertus que la loi lui donne.

« Le protêt a pour but de constater le refus de paiement d'un effet de commerce ; or un rapide examen de la législation sur la matière permet de se convaincre que cette constatation n'a nullement besoin d'être faite par un acte extra-judiciaire .

« L'effet de commerce, d'après les lois en vigueur comme d'après les propositions dont vous êtes saisis, doit après avoir été présenté infructueusement par le porteur, être présenté de nouveau par l'huissier qui, à défaut de paiement, dresse un protêt dont le coût est à la charge du débiteur .

« La loi frappe ainsi d'une sorte d'amende le débiteur qui ne peut payer sa dette, sans égard pour sa position, sans distinguer entre le coupable et le malheureux, ajoutant des frais au principal que le débiteur est dans l'impossibilité de payer : elle précipite sa ruine.

« Les frais de protêt de l'effet impayé retombent en cas d'insolvabilité absolue du débiteur à la charge du créancier qui perd non seulement son capital, mais encore supporte des frais en pure perte .

« La formalité des protêts se comprendrait seulement au cas où il serait nécessaire, indispensable de la remplir, ce qui n'est pas .

« La constatation du refus de paiement peut en effet être faite à peu de frais sans qu'il soit besoin d'un protêt ou d'acte de même nature. Il suffirait pour arriver au même but d'employer l'intermédiaire de la poste presque gratuit et discret, au lieu de celui de

l'huissier qui est très dispendieux et souvent indiscret.

« Le protêt qui avait peut-être sa raison d'être en 1653, alors que le service de la poste était à l'état rudimentaire est une monstruosité de nos jours où le fonctionnement des postes est admirable au point de vue de la célérité et de la régularité.

« Ce que nous proposons en remplacement du protêt et de toute espèce d'acte analogue, c'est qu'après la présentation par le porteur, usitée actuellement, un deuxième avis soit remis par le facteur des postes à la personne invitée à payer.

« Le tiré ou le débiteur aurait trois jours francs à partir de la réception de cet avis pour se libérer entre les mains du porteur.

« Ce serait un délai de cinq jours environ accordé au débiteur, délai équivalent à celui qu'il faut pour régulariser un protêt ; mais l'immense avantage de la mesure que nous préconisons serait d'épargner des frais iniques. Un seul droit de 25 centimes serait payé à la poste, un duplicata du bulletin laissé au débiteur ou au tiré et visé par le receveur des postes serait remis au porteur qui l'annexerait à l'effet impayé.

« La lettre de change ou le billet à ordre réuni à ce bulletin aurait la même force et la même vertu que l'effet protesté selon les prescriptions de la loi actuelle.

« Cette innovation serait sans aucun doute d'un indiscutable avantage pour les débiteurs et aussi pour les créanciers.

« Elle ne serait pas d'ailleurs une révolution dans la procédure. L'article 751 du Code de procédure prescrit en effet le service de la poste pour l'envoi de lettres de convocation en matière d'ordre.

« Invoquera-t-on contre cette réforme le préjudice qui pourrait en résulter pour le Trésor ? Deux observations détruiront cette objection.

« Le fisc retrouvera en effet, au moyen de la perception de 25 centimes pour droit de poste, une grande partie des droits d'enregistrement des protêts et des effets protestés, droits que le projet de votre commission réduit d'ailleurs notablement.

« Et il est à peine besoin de dire que les personnes qui sont l'objet de protêts sont pour ainsi dire presque exclusivement de petits commerçants dignes d'intérêt et de sollicitude, et qu'il est inique que le Trésor s'enrichisse de leurs dépouilles.

« Nous croyons, Messieurs, avoir démontré en ces quelques lignes que l'acte de protêt peut être aboli sans difficulté pour l'administration de la Justice et pour le profit d'une catégorie de travailleurs intéressants.

« La loi dont nous soumettons le projet à la Chambre comporterait une réforme démocratique et équitable. »

Ainsi ce contre-projet rend inutile la création des clercs assermentés que proposait, après bien d'autres, le projet de la commission, comme un moyen destiné à éviter les irrégularités commises par les huissiers

dans la signification des exploits et particulièrement des protêts, à cause de leur trop grand nombre. Il est désirable, pour que la procédure commerciale reste en harmonie avec la procédure civile, que ce projet voie le jour en même temps que la réforme de cette dernière.

La Belgique est depuis longtemps rentrée dans cette voie avec la loi du 3 mai 1879, qui décide (art. 72) que les protêts pourront être dressés par un agent des postes. Il est alloué à ces agents 1 fr. 50 par protêt. Ces émoluments se partagent par tiers entre la perception du bureau encaisseur, l'agent qui a dressé l'acte et le facteur.

Parmi les exploits qui ont pour but d'avertir une partie de la procédure suivie contre elle figurent encore les significations de jugements : ils ne contiennent pas d'ordres proprement dits, mais bien des avertissements d'une gravité toute exceptionnelle en ce sens qu'ils précèdent l'exécution des jugements qu'ils ont pour but de rendre définitifs après l'expiration des délais accordés pour exercer les recours. Toute l'importance des instances se retrouve donc dans ces significations destinées à les terminer en rendant irrévocables les décisions qu'elles ont motivées.

A l'heure actuelle, tout jugement contradictoire ou par défaut doit être signifié au perdant ou au défaillant, sauf acquiescement, afin de faire courir contre lui les délais d'appel (art. 443 c. procéd. civ.) ou de permettre l'exécution s'il n'est pas fait opposition.

Au sujet des jugements contradictoires, l'article 28 ⁽¹⁾ du projet consacre une simplification importante qui sera la source d'économies. Aux termes de l'art. 147 du code de procédure civile les jugements qui prononcent condamnation doivent, outre la signification à avoué, être signifiés à partie. Cette prescription occasionne des frais élevés déjà onéreux quand il n'y a qu'une seule partie condamnée ; ces frais deviennent exorbitants lorsque le jugement est rendu contre un grand nombre de personnes. Sont-ils au moins justifiés ? Ils semblent au contraire inutiles. Le plus souvent les parties ont peine à démêler d'après leurs propres lumières, la portée exacte des décisions et les mesures qu'il leur convient d'adopter. Elles sont dans la nécessité de consulter leur avoué à ce sujet. La commission a pensé qu'il n'y avait point d'intérêt réel à conserver cette formalité coûteuse et, à l'exemple des législations allemande et italienne, en a décidé la suppression. Les jugements seront désormais signifiés seulement à l'avoué ; un simple avis devra être envoyé par l'huissier aux parties en cause, afin qu'elles puissent se mettre en relation avec leur représentant. ⁽²⁾.

Nous ne pouvons que nous rendre aux excellentes raisons données par la commission pour motiver la suppression des significations de jugements contra-

(1) Livre II. Titre V. art. 28.

(2) *Exposé des motifs*. Titre V. Livre II.

dictoires aux parties ; en conséquence l'intermédiaire de la poste devient ici inutile, sauf en ce qui concerne l'avis que doit envoyer à la partie l'huissier chargé de la signification à avoué. Mais pourquoi exiger encore le ministère de l'huissier pour procéder à cette dernière signification ? Ne pourrait-on admettre ici, comme pour les constitutions, défenses, réponses et conclusions une remise directe de la copie du jugement faite par l'avoué à l'avoué adverse contre un récépissé daté et signé donné sur l'original (1) ? Ce serait encore l'avoué qui, dans ce cas, enverrait à la partie l'avis précité.

Les défauts faute de conclure étant supprimés par le projet, il n'y a lieu de s'occuper que des défauts faute de comparaître. La signification de ces jugements offre un grand intérêt parce qu'il importe beaucoup que la décision soit portée à la connaissance du défaillant. « On peut toujours craindre, dit l'exposé des motifs, qu'il n'ait pas été touché par l'exploit d'ajournement, qu'il n'ait pas été mis en demeure, par conséquent, de faire valoir ses droits, de répondre à la demande. La décision qui peut être rendue en pareille hypothèse, quelque soin que le juge apporte à vérifier, comme le veut la loi, les prétentions du demandeur, n'offre que des garanties incomplètes. » Bien que le projet autorise le juge à ordonner la réassignation du défaillant par huissier commis, (ce qui d'après nous

(1) Livre II, titre III, article 41.

devrait avoir lieu par la poste) ce second ajournement a pu rester inconnu du défendeur. La signification du jugement sera le dernier acte qui pourra l'avertir qu'un procès lui a été intenté : comme telle, il y a un grand intérêt à ce qu'elle soit portée à sa connaissance. Le projet Sarrien a décidé pour plus de sûreté qu'un huissier serait commis ; nous croyons cette disposition inutile et l'emploi de l'huissier encore superflu ; sa commission importe peu s'il doit user de l'intermédiaire de la poste puisqu'à son défaut l'avoué du demandeur serait commis de droit pour remplir cette formalité à sa place. Quand aux garanties qu'il offre, nous ne les croyons pas supérieures à celles que donnent les postes, pour les raisons déjà développées ; aussi pensons-nous que celles-ci devraient toujours être chargées de signifier les jugements par défaut comme nous l'avons demandé pour les autres actes, bien qu'au point de vue d'une opposition possible leur remise aux défaillants eux-mêmes ait, [d'après le projet, le résultat de limiter à quinze jours le délai qui leur est imparti pour user de cette voie de recours et qu'il y ait en conséquence un intérêt de célérité à assurer cette remise directe.

Peut-on songer à user de la poste pour signifier les commandements ? La raison de douter vient de la nature de ces actes, de leur but et de leurs conséquences. Ce sont des sommations, des injonctions faites en vertu d'un titre exécutoire et par lesquelles un créancier, en donnant à son débiteur l'ordre de

payer, l'avertit qu'à défaut d'exécution volontaire de sa part il pourra être saisi. Voilà donc un exploit d'une importance capitale, pour la remise duquel aucune précaution ne doit être négligée.

Les commandements ont conservé dans le projet le même but que dans notre procédure actuelle ; cependant, en matière de saisie immobilière, les profondes modifications qu'ils reçoivent nous obligeront à les distinguer des autres.

Le projet ne dit rien de la signification des commandements ; en se reportant aux règles générales tracées par l'article 17 du titre des ajournements, il faut donc en conclure que la poste pourra être employée. Si telle a été l'intention de la commission, nous ne pouvons que l'approuver. En effet, malgré toutes les conséquences que peuvent avoir ces actes pour le débiteur, nous persistons à croire que les postes peuvent en assurer la remise aussi bien que les huissiers. Il est vrai que parfois celui auquel est fait commandement comprend à peine ou même ne comprend pas ses énonciations : l'huissier alors ne sera plus là pour fournir les explications que peut solliciter le débiteur, et le facteur ne sera pas capable de les donner. Mais cette objection peut être dirigée contre tous les actes ; c'est le procès du jargon judiciaire et d'un mal auquel on n'a jamais voulu apporter un remède efficace ; un exploit bien rédigé et clair doit se suffire à lui-même, sans avoir besoin d'être commenté. Le jour où les actes seront écrits en fran-

çais correct, les moins lettrés pourront les comprendre.

Nous avons vu d'ailleurs plus haut que certains pays ont adopté l'intermédiaire des postes pour la signification des actes destinés à préparer une exécution sur des biens. En Suisse, notamment, ce mode de notification est utilisé surtout en matière de poursuites pour dettes depuis la promulgation de la loi fédérale sur les poursuites pour dettes et la faillite du 11 avril 1889 ; les commandements sont en conséquence signifiés par la poste dans les cantons chargés de pourvoir à l'exécution de la loi. Il a été dit que cette innovation constitue un grand progrès : elle donne satisfaction au public et particulièrement aux débiteurs.

Il faut aussi rappeler ici, malgré l'exposé assez long qui a été fait à ce sujet, qu'il existe en France, en cette matière, un précédent législatif très important. La loi du budget de l'année 1902, dans son article 48, décidait la suppression des porteurs de contraintes et la remise par la poste des sommations avec frais et des commandements. Le décret du 24 avril 1902 régla ensuite tous les détails de cette procédure et nous avons dit qu'il posait les bases d'un système qui pourrait être généralisé et étendu à la procédure civile en recevant quelques modifications. Ce qu'il importe de remarquer avant tout c'est que le porteur de contrainte, comparable dans son rôle à un huissier, n'a plus jamais qualité pour signifier un commandement : toujours

cette tâche appartient au facteur qui doit procéder comme le ferait l'officier ministériel lorsqu'il ne trouve pas le destinataire à son domicile, avec cette différence cependant qu'en son absence le commandement ne peut être remis à un parent, un serviteur ou un voisin, mais doit être porté directement à la mairie où il est laissé contre décharge.

Ce décret réalise donc une réforme analogue à celle que nous avons exposée et ses bons résultats sont de nature à justifier les observations soulevées contre le projet Sarrien ; il consacre en effet l'usage exclusif de la poste et écarte toujours le ministère des huissiers ou des porteurs de contraintes pour la notification des commandements, et à l'heure actuelle il n'est pas contestable qu'on soit en présence d'un système pratique et économique dont l'application aurait le même succès dans notre procédure civile puisque les commandements ont, dans le domaine fiscal, les mêmes conséquences.

D'ailleurs quelles difficultés peut soulever la remise des commandements par la poste en matière civile ? L'opposition est recevable jusqu'à l'exécution et même pendant huit jours à partir de la connaissance qu'en a le débiteur (1). Qu'importe donc qu'elle ne puisse plus être faite sur le commandement lui-même ? La remise de ces exploits par la poste ne pourra pas rendre plus fréquentes les exécutions faites par sur-

(1) Livre II, titre VI, art. 11.

prise et les droits des débiteurs seront aussi bien sauvegardés qu'avec le système actuel.

Le projet Sarrien a donné aux commandements dans la procédure de saisie-immobilière, une importance exceptionnelle. La commission propose entre autres simplifications la suppression du procès-verbal de saisie ; c'est en effet le commandement qui dorénavant contiendra la désignation des biens sur lesquels portera la saisie. Cette désignation, dit l'exposé des motifs, n'implique pas nécessairement le transport de l'huissier sur place : aussi n'exige-t-on pas la mention du transport de l'huissier ; elle sera faite sur les renseignements pris ou fournis, et complétée et rectifiée s'il y a lieu dans le cahier des charges. Ce commandement n'est pas encore et dès sa signification la saisie car on ne peut pas priver le débiteur du délai nécessaire pour payer, soit pour réaliser le gage à l'amiable, soit pour s'entendre avec son créancier ; mais ce commandement prévient le débiteur que trente jours au moins après sa date il pourra être transcrit et vaudra saisie à partir de la transcription, résultat que donne *ipso facto* la transcription opérée.

C'est avec raison semble-t-il que le projet de la commission propose cette réforme qui rend inutile le transport de l'huissier ; nous en concluons que ces commandements pourraient être encore notifiés par la poste. En effet, bien qu'ils tiennent lieu de procès-verbaux, ils ne contiennent plus comme ceux-ci la relation des constatations que font actuellement les

huissiers et la désignation détaillée des immeubles saisis ; dès lors, le transport de ces officiers ministériels ne se justifierait pas plus ici que pour les autres commandements pour la remise desquels l'emploi de la poste nous a semblé donner toutes les garanties désirables.

Quant aux commandements qui précèdent l'exécution des contraintes par corps (1), ils devraient être signifiés dans les mêmes formes.

La troisième catégorie d'exploits comprend les actes d'exécution, c'est-à-dire de mainmise sur les biens d'un débiteur : ce sont les procès-verbaux de saisie. Nous venons de dire que le projet les a supprimés en matière de saisie immobilière ; il est évident qu'une telle simplification ne peut être apportée quand on ne sait pas, avant d'avoir procédé à la saisie, sur quels objets elle portera ; car si le créancier peut avoir connaissance de la composition des biens immobiliers de son débiteur et s'il lui est possible en conséquence d'en donner une désignation assez complète pour qu'elle ne soit pas équivoque, il n'en est plus de même en ce qui concerne la composition d'une fortune mobilière dont les éléments sont presque toujours ignorés de lui : il faut donc qu'un officier public ou ministériel intervienne pour dresser un procès-verbal de désignation des objets ou des valeurs saisis et empêcher

(1) Livre V. Titre XVIII. Art. 1.

le débiteur de les soustraire à la mainmise de son créancier.

Le projet reconnaît donc la nécessité des procès-verbaux pour la saisie-exécution, la saisie-brandon, la saisie d'un fonds de commerce, la saisie-gagerie, la saisie-foraine et la saisie-revendication ; les huissiers devraient procéder en conséquence aux constatations nécessaires et à la rédaction de ces procès-verbaux.

Après avoir demandé que le ministère des huissiers fût écarté comme inutile et gênant pour la remise des actes, nous sommes obligé maintenant d'en reconnaître l'utilité pour la rédaction des procès-verbaux de saisies. Cependant le petit nombre que beaucoup d'entre eux auraient à dresser ne suffirait pas à les faire vivre si leur rôle était ainsi restreint : les huissiers ne pourraient exercer des fonctions aussi réduites avec leur organisation actuelle. Tous ces offices devraient être supprimés et réorganisés en très petit nombre sur d'autres bases aux chefs-lieux d'arrondissements. En Suisse, dans le canton de Neuchâtel, il est créé dans chaque district un bureau des huissiers qui reçoit les demandes de citations ou de significations ; un huissier chef nommé par le Conseil d'Etat répartit le travail entre ses collègues. Ne pourrait-on, pour les actes d'exécution, procéder de même en France ? Un bureau ou un huissier par arrondissement, selon les besoins, pourrait par exemple être chargé de dresser ces procès-verbaux.

Peut-être même serait-il inutile d'avoir recours à la

création de nouveaux fonctionnaires : il existe dans chaque canton une catégorie d'officiers ministériels dont la situation est assez misérable : ce sont les greffiers des justices de paix . La plupart de ces offices produisent péniblement quelques centaines de francs par an et leurs titulaires, comme certains huissiers, sont obligés pour vivre de chercher des ressources en dehors de l'exercice de leur profession. Rien de plus aisé, semble-t-il que de confier à ces modestes officiers ministériels les actes d'exécution ; ainsi serait un peu augmenté le produit trop minime de leurs charges et il deviendrait, inutile de créer des agences nouvelles de fonctionnaires. Cette proposition assez souvent formulée par certains membres du Parlement nous paraît très réalisable.

Il reste à étudier deux exploits qui ne peuvent entrer dans aucune des catégories ci-dessus et qui sont des actes de constatation : les procès-verbaux de constat et d'offres réelles .

Le premier, appelé simplement « constat » dans la pratique, est une attestation faite par huissier et destinée comme l'indique son nom à constater des faits ou un état de choses dont on veut plus tard se prévaloir en justice. C'est en somme un témoignage écrit.

Le code de procédure ignore cet acte dont il est fait usage assez fréquemment. La jurisprudence lui dénie tout effet juridique lorsqu'il a été dressé par l'huissier sans ordonnance préalable à la seule requête

de la partie qui l'invoque et en l'absence de tout contradicteur (1). C'est dire que la plupart du temps il est fait inutilement.

Cependant, lorsqu'il est dressé par ordre ou après autorisation de justice, et notamment en vertu d'une ordonnance de référé, il remplace en partie l'enquête *in futurum* que certains auteurs proposent d'interdire comme le fit l'ordonnance de 1667, mais que la jurisprudence tend à reconnaître comme autorisée par notre code.

En présence de cette jurisprudence, le procès-verbal de constat peut être utile ; mais comme il est facile de désigner un notaire à la place d'un huissier ce que font parfois certaines ordonnances, l'impossibilité de remplacer l'huissier par la poste ne ferait naître aucune difficulté relativement à ces actes si cet officier ministériel disparaissait de notre organisation judiciaire.

Les offres réelles ont presque toujours pour objet une somme d'argent ; lorsqu'il en est ainsi, il serait sans doute possible de recourir à la poste ; le procès-verbal pourrait être remis dans la forme des exploits et impartir un délai au créancier pour faire connaître sa décision au receveur du bureau de distribution, dépositaire provisoire des fonds qui seraient à la disposition du créancier, en espèces ou en un mandat et

(1) Paris 29 nov. 1892. — D. P. 93. 2. 473. — Comp. Req. 16 juin 1874, D. P. 75. 1. 477. — Cr. r. 5 janv. 1883, D. P. 83. 1. 366.

qui, en cas d'acceptation, lui seraient remis contre reçu à son domicile ou au bureau. Le refus résulterait soit d'une déclaration expresse, soit du silence gardé jusqu'à l'expiration du délai et le receveur en avertirait le débiteur par un avis en lui renvoyant les fonds.

La sommation d'assister à la consignation prescrite par l'article 1259 du Code Civil ne paraît pas avoir une grande utilité, le créancier s'abstenant presque toujours de comparaître quand il a refusé les offres, et son absence n'ayant aucune conséquence juridique. Il en est de même du procès-verbal constatant la consignation ; un simple récépissé délivré par la Caisse des dépôts et consignations et énonçant les causes de cette consignation semble suffisant, sans qu'il soit nécessaire qu'un huissier constate en outre ce dépôt.

D'ailleurs à supposer qu'il soit impossible d'avoir recours à la poste, les notaires peuvent toujours être chargés de dresser ces procès-verbaux. Cette faculté résulte de l'article 1258 § 7 du Code Civil qui parle seulement d'un officier ministériel compétent, de la loi du 25 ventôse an XI article I et de l'article 173 du Code de Commerce ; leur ministère s'imposerait notamment à défaut d'huissiers quand les offres réelles auraient pour objet autre chose qu'une somme d'argent, ce qui est très rare.

Nous avons ainsi examiné la plus grande partie des exploits de la procédure civile ou tout au moins

les caractères généraux de leurs différentes catégories. Il résulte de cette étude que la poste est appelée à rendre de grands services pour la remise des actes ; la plupart, en effet, se prêteraient facilement à ce procédé de signification. Il en serait certainement de même dans la procédure commerciale, administrative ou criminelle, où leur nombre est d'ailleurs beaucoup plus limité et leur variété moins grande.

Les avantages résultant de la signification des exploits par la poste et de la suppression des huissiers seraient considérables. La petite dépense nécessitée par l'affranchissement et la recommandation des plis ne serait pas comparable aux frais énormes des transports qui, additionnés aux émoluments de ces officiers ministériels, écrasent les plaideurs malheureux ; et en supposant même qu'il n'y ait lieu à aucun transport, la suppression du droit de 2 fr. ou de 1 fr. 50 plus le quart par copie qui est perçu pour la signification de chaque exploit serait une source d'économie importante dans tous les cas.

Les irrégularités inévitables que nous avons signalées prendraient fin ; un nombre illimité d'exploits pourrait être signifié le même jour, ce qu'il est impossible de réaliser à l'heure actuelle sans avoir recours à des expédients qui violent la loi ; la création des clercs assermentés destinés à les faire cesser deviendrait en conséquence inutile.

En faisant cesser ces encombrements, l'usage de la poste rendrait les significations et par conséquent la procédure plus rapides : l'acte serait presque toujours remis dans les vingt-quatre heures ; on voit actuellement des assignations à bref délai signifiées huit jours après l'obtention des ordonnances qui les permettent.

Enfin l'enveloppe devenue nécessaire assurerait toujours aux exploits un secret absolu ; la loi du 15 février 1899 recevrait ainsi une application qui dépasserait même sa portée ; en effet, la visite du facteur ne signifie pas ce que signifie assez souvent celle de l'huissier et personne n'aurait plus à souffrir dans son crédit ou dans sa considération des suppositions plus ou moins justifiées que fait naître cette dernière.

TITRE NEUVIÈME

Conséquences de la Réforme pour les Huissiers

La substitution de la poste aux huissiers pour la remise des exploits les priverait des bénéfices importants qu'ils retirent de leur tarif assez large en matière de transports, puisqu'il accorde pour leurs déplacements des indemnités bien supérieures à la dépense réelle qui en résulte et qui sont de 4 fr., au-delà d'un demi-myriamètre et jusqu'à un myriamètre pour aller et retour et 2 fr., pour chaque demi-myriamètre parcouru au-delà d'un myriamètre. La privation de ces bénéfices aurait donc pour conséquence de rendre misérables des situations qui sont à l'heure actuelle généralement précaires et d'enlever par là même aux huissiers la dignité qu'ils doivent apporter dans l'exercice de leur profession.

Il est vrai que ces indemnités de transports ne représentent théoriquement que la dépense faite ; les bénéfices que les huissiers en retirent sont donc en quelque

sorte irréguliers et leurs plaintes au sujet d'une réforme qui les ferait cesser pourraient paraître sans fondement. Mais les conséquences d'une réforme ne seraient pas moins désastreuses parce qu'on mettrait hors de doute l'équité de son principe. Puisque l'Etat doit assurer aux huissiers la possibilité de vivre honnêtement de leur profession, il ne peut être question d'en diminuer les gains déjà trop faibles.

Le projet Sarrien créerait donc pour les huissiers une situation impossible.

On n'apporterait à ce mal qu'un remède très imparfait en supprimant une certaine quantité d'offices pour augmenter l'importance des autres. Ce procédé n'a cessé d'être employé comme un palliatif aux maux dont souffre la corporation des huissiers. C'est ainsi que de 1845 à 1865 plus de 1200 titres ont été supprimés. « Malheureusement, dit M. Mazeau dans l'exposé des motifs de son projet de loi sur la création des clercs assermentés, déposé au Sénat en 1876, la mesure n'a répondu ni à l'attente du gouvernement qui avait conseillé de la prendre, ni à l'espoir de ceux qui ont suivi ce conseil et qui se sont ainsi grevés de très lourdes charges.

« Le système de l'extinction n'a produit que rarement des effets utiles, soit parce que la diminution du nombre des actes a coïncidé avec la diminution du nombre des offices et l'a paralysé, soit parce que les offices supprimés étant presque toujours ceux qui ne

rapportaient rien ou presque rien, la disparition n'en a été ressentie par personne.

« La mesure a donc été inefficace ou insuffisante et elle a eu pour plus clair résultat de charger certaines communautés de dettes relativement énormes qu'elles n'acquitteront qu'avec beaucoup de temps ou de difficultés ».

Et M. Mazeau cite ensuite l'exemple de Rouen où 29 titres sur 49 furent supprimés et où cependant les titres qui subsistent ont baissé énormément de valeur.

Le rachat partiel des offices est donc loin d'être une panacée comme on l'a prétendu, et bien que tous les ans on en supprime un certain nombre, la diminution des affaires laisse toujours aussi précaire la situation des huissiers.

Malgré l'économie considérable que réalise le Trésor dans ce procédé qui consiste à faire supprimer les huissiers par eux-mêmes sans qu'il n'en coûte rien à l'Etat, ce système doit être condamné comme ne donnant pas de résultats satisfaisants ; cette profession devient de plus en plus difficile avec la rareté progressive des affaires et par conséquent des exploits, parmi lesquels il faut citer spécialement les protêts dont le nombre est devenu assez restreint par suite de l'emploi des effets sans frais. Il est donc à craindre qu'on n'arrive jamais à assurer à tous ces officiers ministériels une situation digne d'eux puisque la quantité des offices semble être toujours supérieure aux besoins.

Faut-il en faire des fonctionnaires afin de n'en laisser subsister, avec des attributions plus réduites, que le nombre strictement nécessaire ? M. Clémenceau préconisait cette réforme dans le projet qu'il déposa au Sénat le 23 octobre 1902. « L'huissier, dit-il, ne doit être aussi qu'un fonctionnaire, ses attributions constituant également un service public. L'huissier selon la définition de Dalloz est un officier ministériel chargé par la loi des significations judiciaires et extrajudiciaires, de l'exécution forcée des actes publics et du service intérieur des tribunaux ».

« N'est-ce pas là essentiellement une fonction publique ? Dès lors, comme le déclare M. Theureau, il est illogique que ce fonctionnaire, cet huissier, puisse au moyen du droit de présentation transmettre son emploi héréditairement par acte de vente ou à un titre quelconque ; il ne doit pas plus avoir le choix de son successeur qu'un juge ou un receveur de l'enregistrement n'ont le choix du leur ; en d'autres termes il faut que les offices d'huissiers restent comme toutes les fonctions publiques à l'entière et libre disposition du gouvernement. Il en était ainsi après 1789. Qu'y a-t-il aujourd'hui de mieux à faire, une fois admise la suppression de la vénalité des offices d'huissiers ? C'est de revenir purement et simplement à ce qui se pratiquait en France avant l'introduction du régime de la vénalité par Philippe-le-Bel, c'est-à-dire de statuer que désormais il sera alloué un traitement fixe annuel payé par l'Etat à chaque huissier

qui, dès lors, ne touchera plus d'aucun client des notes de frais. On comprend sans peine quel bien immense il en résulterait, puisque l'huissier n'étant plus intéressé personnellement dans les frais, au lieu de les multiplier comme aujourd'hui, le plus possible, s'appliquerait au contraire à en faire peu et à terminer vite les contestations au lieu de les éterniser. »

« D'un autre côté, comme il ne faut ni que le budget de l'Etat soit grevé sans compensation d'un nouveau chapitre de dépenses, ni surtout que les particuliers trouvent un stimulant à intenter des procès dans cette circonstance qu'ils n'auraient plus les huissiers à payer, pour parer à ce double danger il serait établi que les émoluments aujourd'hui versés à l'huissier, sauf peut-être une juste réduction, se percevraient dorénavant comme je l'ai dit des droits de greffe par et pour l'Etat. L'Etat trouverait à cela son compte et plus que son compte : il bénéficierait d'une grande partie de ce qui est aujourd'hui la rétribution du privilège si chèrement estimé des offices d'huissiers ; les particuliers, à leur tour, ne supporteraient plus que des frais moindres et néanmoins la somme des frais resterait encore suffisante pour modérer l'ardeur des esprits trop processifs. »

M. Clémenceau se préoccupait surtout, en ce projet, de la suppression de la vénalité des charges, comme d'un moyen propre à diminuer les frais de justice et à décharger le plaideur de la plus grande partie de ceux-ci. Mais son application aurait en outre

comme conséquence de mettre fin à la situation précaire des huissiers et c'est à ce titre qu'elle nous intéresse.

Ce projet soulève des critiques : tout d'abord il crée encore une catégorie de fonctionnaires et, à ce titre, marque un pas de plus dans une voie que beaucoup considèrent comme mauvaise. Ensuite, les calculs sommaires qui permettent à M. Clémenceau d'affirmer la gratuité de cette réforme sont très approximatifs et ne tiennent pas compte, dans le chapitre des dépenses, des indemnités de déplacements qu'il faudrait allouer aux huissiers, même fonctionnaires, lorsqu'ils quitteraient leurs résidences pour aller signifier des exploits et qui viendraient s'ajouter à leurs traitements. En troisième lieu les plaideurs ne trouveraient dans cette réforme que de très médiocres avantages puisque les frais ne pourraient être diminués que dans une faible proportion afin qu'il soit possible, par leur centralisation entre les mains de l'Etat qui les percevrait, de constituer un capital suffisant pour racheter les offices. Enfin, il peut paraître inutile de créer une fonction pour remplacer des officiers ministériels dont les attributions pourraient aisément être dévolues aux avoués, aux greffiers et à la poste.

On considère généralement l'institution des huissiers comme absolument nécessaire et il faut reconnaître qu'elle existe dans tous les Etats voisins. Son ancienneté l'a d'ailleurs fortement imprimée dans nos

mœurs et il peut paraître exagéré de demander une suppression complète bien qu'elle ne nous semble pas impossible.

L'huissier rédige les actes de procédure ; il est, sur ce point, en concurrence avec l'avoué cependant mieux qualifié pour cette tâche qui devrait être son privilège. Il est porteur de messages spéciaux, actes judiciaires et extrajudiciaires ; nous croyons que la poste pourrait le substituer entièrement dans ce rôle et avec de grands avantages. Il exécute les sentences des tribunaux : les greffiers des justices de paix dont la situation est trop précaire dresseraient aussi bien les procès-verbaux de saisies et ils gagneraient à ce travail quelques honoraires qui feraient leur situation meilleure. Enfin les huissiers chargés du service audiencier se sont toujours élevés contre ces fonctions qui les identifient avec les titulaires d'emplois auxquels on ne devrait demander ni les mêmes garanties ni les mêmes capacités. Ces attributions confiées aux sergents par l'ordonnance de 1539 pourraient être sans aucun inconvénient confiées à un concierge de tribunal ou, pour les justices de paix, à un gendarme.

Quoiqu'il en soit, par une suppression pure et simple, le problème financier recevrait une solution plus facile. Les attributions des huissiers ne faisant que passer à d'autres officiers ministériels ou publics et à la poste, il ne serait pas nécessaire d'ajouter au budget un chapitre de dépenses très considérables

comme celles qui, dans le projet Clémenceau, représentent les traitements afférents à la nouvelle fonction qu'il veut créer. Comme nous l'avons dit l'exposé des motifs de ce projet affirme bien qu'il n'en coûtera rien au Trésor ; ces calculs sont pourtant approximatifs.

La valeur totale des offices d'huissiers, dit l'exposé des motifs, est de 86 millions environ : pour rembourser cette valeur aux titulaires, il serait créé un nombre correspondant d'obligations négociables productives d'intérêts à 3 %, payables tous les trois mois et amortissables par tirages en moins de 75 ans. Le remboursement de ces obligations serait assuré de la manière suivante : l'Etat percevrait les honoraires qui sont actuellement payés aux huissiers soit environ un total de 20 millions ; 14 millions et demi seraient nécessaires pour assurer aux nouveaux fonctionnaires un traitement moyen de 5.000 francs ; le reste, soit 5 millions et demi, servirait à amortir le capital de rachat par le remboursement progressif des obligations et encore à payer les retraites, les frais d'installation, à constituer une caisse de garantie et le reliquat permettrait encore, pense M. Clémenceau, de réduire les frais d'actes et de contrats par voie de diminution des droits de timbre et d'enregistrement.

Cependant, comme nous l'avons dit, ce calcul laisse subsister un grand aléa. Sans doute le produit des offices tel qu'il a été établi dans le projet est au-dessous de la réalité : mais comme l'allègue M. Gellé dans son rapport on ne peut compter qu'il restera

aussi élevé alors que des fonctionnaires n'auront aucun intérêt à maintenir la clientèle et il est à craindre que le total des droits perçus par les huissiers fonctionnaires n'atteignent même pas, pour les motifs ci-dessus, le chiffre de 20 millions.

Ensuite l'Etat devra payer des frais élevés de transports pour les exploits signifiés hors de la résidence de l'huissier et le projet ne tient pas compte de ces dépenses ainsi que nous l'avons fait remarquer plus haut.

Enfin, à supposer que tous frais payés il reste au Trésor un bénéfice suffisant pour rembourser en 75 ans les obligations émises, il est fort douteux qu'on réalise en outre une économie assez considérable pour qu'il soit possible d'en faire profiter les plaideurs en diminuant les droits d'enregistrement et de timbre.

Et alors on se demande quels avantages le public trouvera dans cette réforme puisque les frais qu'il aura à supporter seront sensiblement les mêmes qu'actuellement et qu'en outre il lui faudra s'adresser à des fonctionnaires choisis par l'Etat et qui n'auront pas certainement une popularité plus grande que celle dont jouissent actuellement les huissiers.

La suppression absolue des huissiers offrirait au contraire pour le public de gros avantages : toutes les dépenses prévues par le projet Clémenceau étant rendues inutiles, à part, bien entendu, celles qui résulteraient de l'amortissement du capital déboursé par l'Etat pour le rachat, les tarifs actuellement en

vigueur pourraient être baissés dans une proportion assez sensible pour donner satisfaction au plaideur. L'Etat percevrait les droits comme dans le projet Clémenceau et paierait les titulaires en obligations. Mais il n'aurait pas à dépenser annuellement une somme de 14 millions et demi pour assurer le traitement des huissiers, sans compter les retraites, les frais de déplacements et de bureaux et la constitution de la caisse de garantie.

En outre une telle réforme ne laisserait subsister pour l'avenir aucun aléa, puisque la suppression de presque toutes les dépenses à inscrire au budget et prévues par le projet Clémenceau assurerait un remboursement facile des offices. Les ressources tirées par l'Etat de la perception d'un droit destiné à remplacer ceux qui sont actuellement payés aux huissiers devraient être proportionnées strictement aux obligations contractées par lui envers les anciens titulaires, sans que l'opération puisse permettre au Trésor de réaliser un bénéfice qui ne devrait aller bien entendu qu'au public puisque tel est le but qu'on se propose.

Et si ce procédé rendait impossible l'extinction progressive des titres et nécessaire leur suppression concommittante, l'Etat pourrait, afin de ne pas briser des situations honnêtement acquises au prix d'efforts et de sacrifices, réserver aux huissiers la collation de certains emplois en rapport avec leur capacité et l'importance de leurs charges. On pourrait par exemple

leur rendre plus facile l'accès aux magistratures cantonales et le fermer davantage à ceux qui n'apportent qu'une compétence insuffisante dans ces fonctions.

Peut-être une réforme aussi radicale donnerait-elle à la plupart des huissiers une satisfaction moindre que le ferait la réalisation du projet Clémenceau ; nous croyons par contre que le public l'accueillerait avec plus de faveur puisqu'elle aurait pour résultat de rendre la justice moins chère.

Vu
et permis d'imprimer,
*Le Vice-Recteur de l'Académie
de Paris*
L. LIARD.

Vu
Le Président de la thèse,
ALBERT TISSIER.

Vu, le Doyen,
P. CAUWÈS.

TABLE DES MATIÈRES

TITRE PREMIER. — Généralités, p. 1.

Utilité de la procédure. — Ancienneté de notre code. — A quels obstacles se heurtent les réformes. — Les différents projets en France.

Les frais de justice. — Trop grand nombre d'intermédiaires. — Réunion des professions d'avoué et d'avocat. — Remise des exploits par la poste.

TITRE DEUXIÈME. — Les huissiers et la signification. — Historique, p. 18.

Le rôle des huissiers. — La signification à l'heure actuelle. — Historique. — Bonne organisation des postes : avantages qui peuvent résulter de leur emploi.

TITRE TROISIÈME. — Les précédents à l'Etranger et en France, p. 28.

A l'Etranger : Belgique — Ecosse — Allemagne — Suisse — Autriche-Hongrie — Italie.

En France : Avertissements dans la procédure de conciliation. — Convocations en matière d'ordre. — Citations à témoins ou à prévenus en matière criminelle. — Loi du 19 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements. — Contraintes administratives et sommations avec frais. — Loi du 27 mars 1907 sur la procédure devant les prud'hommes.

TITRE QUATRIÈME. — Les projets de réformes en France, p. 68.

Projet Demôle. — Projet Thévenet. — Projet Sarrien. — Objections soulevées contre eux.

TITRE CINQUIÈME. — Exposé d'un système pour la remise des exploits par la poste, p. 83.

Inconvénients de la double bande. — Utilité de l'enveloppe et d'une mention indiquant son contenu. — Remise de l'acte au destinataire. — Date. — Récépissé ou avis. — Ab-

sence du destinataire : remise aux parents ou domestiques. — Faut-il laisser subsister la remise aux voisins. — Remise au maire : avis au destinataire. — Remise au Parquet. — Significations à certaines personnes morales. — Significations à l'Etranger. — Refus de l'exploit. — Significations à personnes lors du domicile. — Heures et jours où la signification est possible.

TITRE SIXIÈME. — Forme Matérielle des Exploits, p. 108.

Date des Exploits. — Comment elle serait constatée. — Pourquoi des retards sont à craindre dans le projet Sarrien : comment les éviter. — Mentions relatives au demandeur et au défendeur et constitution d'avoué. — Immatricule de l'huissier. — Inutilité du « parlant à ». — Les mentions mises sur l'enveloppe peuvent-elles compléter celles de l'exploit. — Autres mentions. — Signature de l'huissier.

TITRE SEPTIÈME. — Le rôle des huissiers dans le projet Sarrien — Critique de ce projet, p. 123.

Situation des huissiers et conséquences du projet Sarrien. — Faut-il leur conserver le rôle qu'ils ont dans ce projet — Qui doit rédiger les exploits. — Les règles de compétence posées dans le projet doivent-elles subsister.

TITRE HUITIÈME. — Quels actes pourraient être remis par la poste, p. 137.

1^{er} Groupe. — Ajournements en général : (Avertissements. — Citations. — Assignations diverses. — Actes d'appel — Voies de recours extraordinaires).

2^e Groupe : Actes ayant pour but d'adresser à une partie ou à un tiers un avertissement ou un ordre : (Dénonciations. — Notifications. — Acte d'opposition. — Citations à témoins, à experts etc... — Mises en demeure. — Sommations avec interpellations. — Protêts : projet Rabier. — Significations de jugements. — Commandements.

3^e Groupe : Actes d'exécution : Procès-verbaux de saisies.

4^e Groupe : Actes de constatation : procès-verbaux de constats et d'offres réelles.

Avantages généraux.

TITRE NEUVIÈME. — Conséquences de la réforme pour les huissiers, p. 172.

La perte de certains bénéfices rendrait leur situation impossible. — L'extinction d'une partie des titres est un remède inefficace — Projet Mazeau. — Projet Clémenceau. — L'huissier peut-il être remplacé sans dépenses nouvelles. — Doit-il disparaître.

